

Déclaration de performance extra-financière 2023



Éditorial	2
1. PRÉSENTATION DU MODÈLE D'AFFAIRES	4
2. NOTRE AMBITION	6
2.1 Notre impact sociétal : la stratégie RSE de Covéa	6
2.2 Gouvernance de la durabilité	8
2.3 Analyse des principaux risques sociaux et environnementaux	9
3. PREUVE EN EST : NOS ACTIONS CONCRÈTES	12
3.1 Entreprise responsable	13
3.1.1 Réduire l'empreinte environnementale de notre activité	14
3.1.2 Promouvoir l'égalité des chances pour une société plus inclusive	17
3.1.3 Promouvoir la RSE dans la pratique des affaires	21
3.1.4 Garantir la sécurité des données et des systèmes d'information	24
3.1.5 Donner accès au savoir et le transmettre au plus grand nombre	25
3.1.6 Participer à l'évolution socio-économique des territoires	27
3.2 Employeur responsable	28
3.2.1 Assurer la santé et la qualité de vie au travail des salariés	29
3.2.2 Contribuer au développement durable du capital humain et à la gestion des talents	31
3.2.3 Promouvoir la diversité et l'égalité des chances	32
3.2.4 Maintenir la qualité du dialogue social	35
3.2.5 Soutenir l'engagement sociétal de nos salariés	36
3.3 Assureur responsable	37
3.3.1 Adapter nos offres et nos services aux enjeux sociétaux et environnementaux	38
3.3.2 Promouvoir la réparation durable et limiter l'empreinte environnementale des sinistres	40
3.3.3 Partager notre science du risque, sensibiliser et engager à la prévention	42
3.3.4 Créer une expérience client qui accompagne autant qu'elle assure	45
3.4 Investisseur responsable	47
3.4.1 Intégrer les critères ESG à la stratégie d'investissement	48
3.4.2 Investir dans des placements immobiliers responsables	50
4. TAXONOMIE EUROPÉENNE	52
4.1 Investissements	53
4.2 Activité de souscription d'assurance non-vie	65



ANTOINE ERMENEUX
Directeur général

Éditorial

Forte de son appartenance au groupe Covéa, MAAF exerce son métier d'assureur en protégeant ses clients des effets du changement climatique et en accompagnant la société vers un modèle de développement plus durable.

Conscients du rôle que nous avons à jouer pour limiter l'impact environnemental de nos activités, nous avons poursuivi, en 2023, la réduction des émissions de gaz à effet de serre au sein de nos agences et de notre siège (objectif de -3% par an, défini dans le cadre du plan stratégique « Covéa 2024 – Grandir ensemble ») et mené, auprès de nos clients épargne, une action inédite via MAAF Vie, afin de soutenir la biodiversité des fonds marins.

Assureur mutualiste depuis plus de soixante-dix ans, MAAF accorde, depuis l'origine, **une place primordiale aux actions de prévention routière,** qui ont constitué ses premiers engagements envers la communauté de ses sociétaires-clients,

mais aussi de la société. En 2023, nos dispositifs de prévention des accidents de la route ont ainsi permis de sensibiliser plus de 27 000 jeunes, à la fois dans les centres de formation des apprentis (CFA) via des rencontres sur le terrain, mais aussi au cœur des festivals.

Aujourd'hui, nous étendons cette mission de prévention à la santé et à l'habitation. Et si la prévention des risques reste au cœur de nos engagements, l'égalité des chances a également bénéficié, en 2023, de toute notre attention, avec de nouveaux partenariats noués en faveur d'une société plus inclusive, sans oublier les projets innovants, qui ont reçu le soutien de la Fondation MAAF Initiatives et Handicap.

Vous trouverez dans cette déclaration de performance extra-financière notre vision et des illustrations de l'engagement de MAAF sur ces différentes dimensions.

Covéa est un groupe d'assurance mutualiste engagé qui gère des relations financières fortes et durables avec ses entreprises affiliées. Il a pour mission de veiller à leur pérennité et à leur développement.

La société faitière du groupe Covéa est une SGAM (Société de Groupe d'Assurance Mutuelle). Parmi les entreprises affiliées à la SGAM Covéa, certaines sont actionnaires de Covéa Coopérations, société de réassurance de droit français, qui détient à son tour, directement ou indirectement, tout ou partie du capital des sociétés opérationnelles du Groupe, dont MAAF Assurances SA. Covéa Coopérations constitue ainsi la structure pivot entre les entreprises affiliées à la SGAM et les sociétés opérationnelles du Groupe, dont MAAF Assurances SA.

En tant que SGAM, Covéa n'est pas assujetti à l'obligation de publication d'une déclaration de performance extra-financière consolidée. Une déclaration volontaire est toutefois publiée sur le site Internet du Groupe.

La présente déclaration porte sur les données extra-financières spécifiques à sa filiale assujettie MAAF Assurances SA.



Présentation du modèle d'affaires

En France, le Groupe s'appuie principalement sur ses trois marques (MAAF, MMA et GMF) pour proposer des produits d'assurance sur le marché des particuliers, des agents du service public, des professionnels et des entreprises. Covéa intervient ainsi dans les domaines des assurances de biens et de responsabilité, de la santé et de la prévoyance, de l'épargne et de la retraite. Depuis 2022, avec l'acquisition de PartnerRe, le Groupe a également renforcé son activité d'acceptations de réassurance à l'international.

MAAF Assurances SA, filiale de Covéa Coopérations, est une société d'assurance sans intermédiaire qui intervient sur les marchés des particuliers et des professionnels.

Sur le marché des particuliers, MAAF Assurances SA propose une gamme complète, qui couvre principalement l'assurance automobile, l'assurance habitation, l'assistance, la protection juridique ainsi que l'assurance santé et la prévoyance. Sur le marché des professionnels, MAAF Assurances SA offre une gamme complète de produits couvrant les garanties responsabilité civile et dommages aux biens ainsi que des contrats d'assurance automobile, construction, santé et prévoyance. Les contrats d'assurance santé proposés aux particuliers sont ceux de la mutuelle MAAF Assurances Santé, ceux proposés aux entreprises (santé collective) sont ceux de la société APRIL.

L'année 2023 a été marquée par l'accélération du changement climatique, la guerre en Ukraine et la désorganisation du commerce qui en découle. Les tensions inflationnistes et la hausse des coûts perturbent nos activités et nos marchés, à commencer par l'auto. Dans ce contexte difficile, MAAF a réussi à maintenir une évolution proche des tendances de marché et un niveau soutenu de satisfaction client.

Bien que son développement commercial ait souffert du ralentissement du marché de l'automobile, MAAF a gardé une dynamique positive sur le marché des professionnels et a poursuivi l'équipement de ses clients en assurance de personnes. La mobilisation de tous les acteurs de la relation client a permis d'obtenir de bons résultats et de préserver la qualité de service.

Au cours de l'année, MAAF a poursuivi l'adaptation de son organisation et l'installation de la préférence client. Les projets conduits ont concerné la modernisation de ses offres (évolution de l'offre habitat pour les jeunes), la préparation de la généralisation de l'outil de gestion de la relation client ECLA by MAAF, la refonte et l'amélioration progressive des parcours digitaux en donnant, par exemple, une meilleure visibilité à nos clients sur l'avancement de leur sinistre.

L'année 2024 s'inscrit dans la continuité des actions initiées en 2023.

MAAF va s'appuyer sur ses fondamentaux pour affirmer ses positions et maintenir sa compétitivité. Elle va ainsi consolider sa position d'acteur de référence sur le marché des particuliers et portera une attention particulière à ses jeunes sociétaires. En parallèle, elle poursuivra son développement rentable sur le marché des pros et sur l'équipement de ses clients en assurance de personnes.

En outre, afin de rester toujours présente à l'esprit des consommateurs, la marque va poursuivre l'installation de sa nouvelle saga.

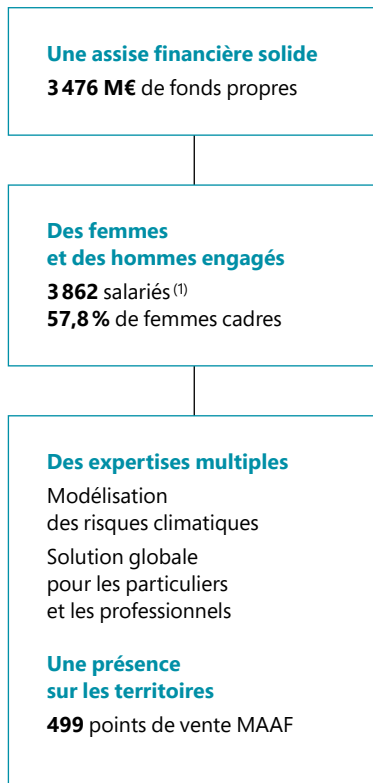
MAAF tend également à se transformer pour améliorer ses modes de fonctionnement et se mettre en capacité de gagner des parts de marché. Ses objectifs sont :

- fidéliser ses clients par la qualité de la relation client, qui passe par une réduction de l'effort client;
- adapter ses organisations;
- accompagner les évolutions des usages avec une stratégie digitale revisitée et amplifiée;
- s'approprier les technologies de l'intelligence artificielle.

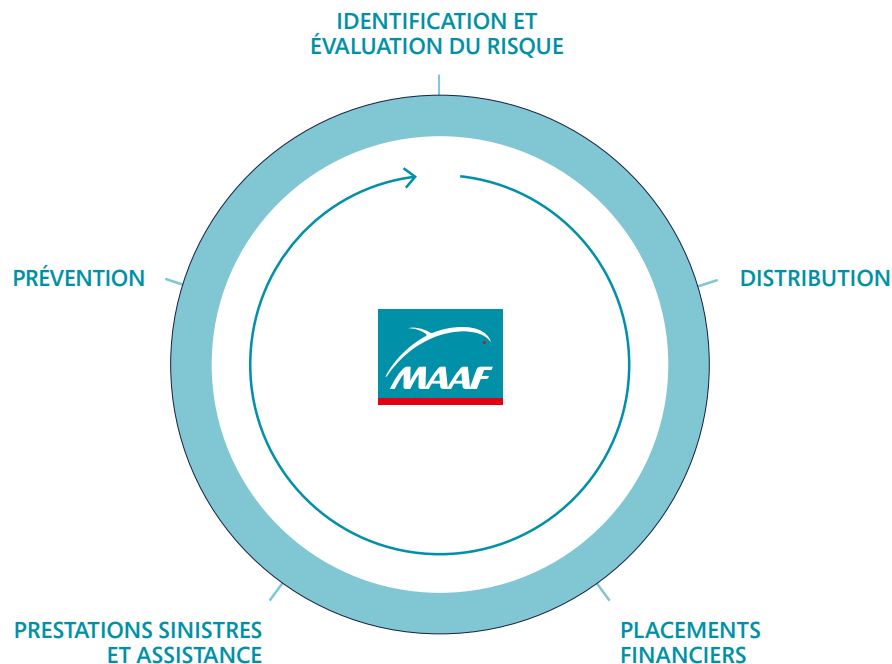
MAAF s'engage avec détermination auprès de ses clients et dans la société, avec et pour ses équipes. Elle vise, pour ses clients, une joignabilité téléphonique de 80 %, en apportant un niveau élevé de qualité de service, afin d'obtenir des notes de satisfaction de 9/10.

Enfin, MAAF souhaite favoriser une société inclusive en agissant sur les trois champs d'action prioritaires qu'elle s'est donnés : la prévention, l'égalité des chances et l'environnement.

Nos ressources



Activité d'assurance



Notre valeur partagée



Maîtrise de l'empreinte environnementale de notre activité

Le renouvellement de la certification BREEAM In-Use pour Tivoli.
Une baisse de 16% des émissions de gaz à effet de serre liés à l'énergie/m2 sur l'exploitation.
98,5% des encours gérés au niveau Covéa qui ont fait l'objet d'une analyse avec des critères ESG.

(1) CDD et CDI hors suspendus.



Notre ambition

2.1 Notre impact sociétal : la stratégie RSE de Covéa

Assureur de premier plan, dans la continuité de son métier qui est de protéger, Covéa se veut acteur de la transition sociétale et environnementale et cherche à construire un modèle de croissance durable, qui bénéficie à ses clients, à ses collaborateurs et, au-delà, à la société au sens large. Élaborée en 2020, notre stratégie d'engagement sociétal s'intitule « Notre impact sociétal » (NIS). Elle vise à créer un impact sociétal fort et concret, matérialisé par une exigence et un discours de preuves, sous le sigle #PreuveEnEst.

NOTRE AMBITION : ACCOMPAGNER CHACUN VERS UN MONDE DE CROISSANCE DURABLE

En ce sens, le Groupe développe ses responsabilités socles sur chacune de ses sphères d'activité et d'influence : d'entreprise, d'employeur, d'assureur et d'investisseur. Pour aller plus loin, il a décidé d'étendre son action au-delà de son périmètre naturel de responsabilités, en se concentrant sur cinq champs où son action est légitime et son potentiel d'impact fort.

L'ENVIRONNEMENT

Covéa contribue à accélérer la transition vers un modèle de société plus durable, en réduisant son empreinte environnementale, en favorisant l'investissement responsable et en sensibilisant ses clients et sociétaires.

LA PRÉVENTION DES RISQUES

Elle fait partie intégrante du métier d'assureur. C'est un savoir-faire dont Covéa, assureur responsable, veut faire profiter ses clients et aussi l'ensemble de la société.

L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Covéa veut promouvoir une société plus inclusive, en menant des actions en faveur de la parité et de l'employabilité, en luttant contre toute forme de discrimination.

LES SAVOIRS

L'accès du plus grand nombre aux savoirs est complémentaire de l'enjeu d'égalité des chances. Le Groupe et ses marques développent des partenariats à vocation éducative et culturelle.

LES TERRITOIRES ET LA PROXIMITÉ

Nous voulons encourager le dynamisme économique local pour concourir à réduire les fractures géographiques.

Au cœur de son plan stratégique « Covéa 2024 – Grandir ensemble », le Groupe a intégré ses ambitions en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap, de soutien au droit des femmes et de développement de sa trajectoire bas carbone, ainsi que la création de la Fondation d'entreprise Covéa.

La démarche d'impact sociétal implique toutes les entités françaises. En 2023, le déploiement des projets s'est poursuivi sur un périmètre étendu, chaque entité prenant progressivement en charge l'intégration de ses enjeux de durabilité dans son activité.

À l'international, notre champ d'action s'est encore élargi avec PartnerRe, réassureur engagé à la fois sur la gestion des risques climatiques et la résilience des économies face au changement climatique, mais aussi sur l'inclusion et la diversité.

LA STRATÉGIE D'IMPACT SOCIÉTAL DÉPLOYÉE PAR MAAF

MAAF s'associe à l'ambition de Covéa et prend une part active dans le déploiement de sa stratégie d'impact sociétal.

Ses engagements sociétaux s'articulent autour de trois champs d'action prioritaires : la prévention des risques, l'égalité des chances et l'environnement.

Depuis son origine, MAAF est une mutuelle d'assurance aux valeurs de solidarité, de proximité et d'écoute. Fidèle à son engagement fondateur, « Bâtir un collectif pour que chacun y gagne », elle a pour ambition d'exercer pleinement son rôle d'assureur mutualiste. Sa mission est d'assurer la sécurité à laquelle ses sociétaires aspirent, en étant à leurs côtés pour les informer, pour les conseiller et pour prévenir les risques éventuels, tout en veillant à s'adapter à leurs besoins.

Pour accompagner les sociétaires qui font chaque année appel à elle, MAAF emploie plusieurs milliers de collaborateurs en France. Elle se mobilise en région grâce à de nombreux partenaires économiques : entreprises du bâtiment, de l'automobile, professions libérales... MAAF est ainsi un acteur important du développement économique et social dans les territoires.

Sur le plan sociétal, la crise sanitaire engendrée par la Covid-19 et l'accélération des changements climatiques ont généré de nouvelles attentes des citoyens, notamment sur les questions liées à l'environnement et à la santé. Elles posent des contraintes nouvelles et transforment nos manières d'agir. De profonds changements bousculent les organisations et les modes de fonctionnement. Dans ce monde en mutation, MAAF prend part à la construction de nouveaux équilibres et rend visibles ses engagements RSE, accessibles dans l'espace institutionnel du site Internet de MAAF.

Alignée avec la stratégie RSE de Covéa, MAAF a défini quatre priorités pour sa politique d'impact sociétal, qu'elle a poursuivi dans cette troisième année du plan stratégique « Covéa 2024 – Grandir ensemble » :

1. établir, enrichir et entretenir, au quotidien, une relation durable avec ses sociétaires et clients ;

2. soutenir, proposer ou contribuer à des actions ayant un fort impact sociétal, notamment dans les domaines de la santé, du handicap, de l'égalité des chances et de la vie locale ;

3. exercer son métier de manière éthique, dans le respect de chacun ;

4. réduire son empreinte environnementale, en s'inscrivant dans la trajectoire bas carbone du Groupe.

2.2 Gouvernance de la durabilité

Compte tenu des enjeux croissants en matière de durabilité et de transition environnementale, le Groupe a renforcé son cadre de gouvernance dans ce domaine.

En 2023, les administrateurs ont suivi une formation sur les enjeux stratégiques et réglementaires liés à la durabilité.

Par ailleurs, un nouveau **Comité Sponsors Durabilité**, composé de membres du Comité de Direction Groupe et du Comité Exécutif Assurances France, se réunit désormais à fréquence bimestrielle. Ce comité fixe les orientations du Groupe en matière d'environnement et d'impact sociétal, arbitre les actions et moyens proposés, valide les rapports extra-financiers et suit l'avancement des projets d'impact sociétal du Groupe ainsi que l'atteinte des objectifs stratégiques en matière de durabilité.

Le Comité Sponsors Durabilité s'appuie opérationnellement sur deux instances complémentaires.

- **Le Comité RSE/Engagement sociétal**, placé sous la responsabilité du Directeur de l'Engagement sociétal, a pour mission de promouvoir et de soutenir la politique d'engagement sociétal de Covéa. Trois fois par an, il mobilise les représentants « durabilité » de l'ensemble des directions du Groupe afin de partager les principales avancées et de diffuser les meilleures pratiques.

- **Le Comité Directeur Durabilité**, placé sous la responsabilité du Directeur de la Communication extra-financière et Durabilité, vise à engager les directions dans le renforcement de notre dispositif de pilotage et de reporting extra-financier, et à sensibiliser les directions aux nouvelles exigences réglementaires en matière de durabilité.

Les enjeux de transition, de performance financière et de performance durable sont étroitement liés. C'est pourquoi les équipes en charge de l'animation de notre stratégie d'engagement sociétal et celles en charge de la communication extra-financière ont été regroupées au sein de la Direction générale Finances, dans la **Direction Durabilité et Transformation Finance**.

Cette direction coordonne les questions de durabilité au sein du Groupe et remplit les missions suivantes :

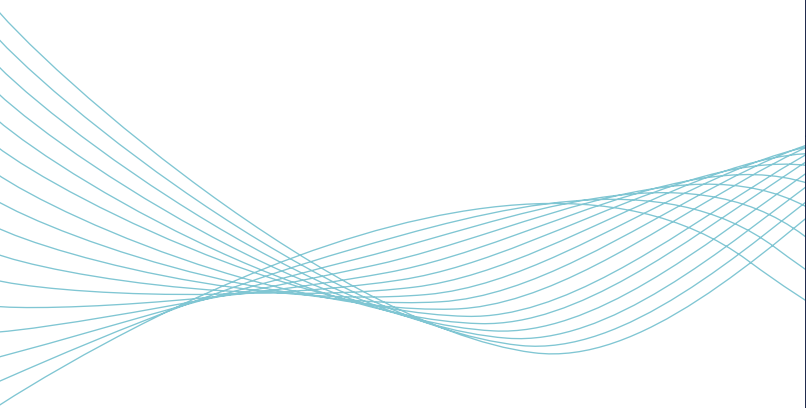
- proposer, animer et suivre les engagements sociétaux et environnementaux de Covéa ;
- accompagner les entités du Groupe dans leurs projets de durabilité ;
- sensibiliser les collaborateurs de Covéa aux enjeux sociétaux et environnementaux, afin de favoriser les changements de comportements ;
- renforcer le pilotage de notre performance durable et s'assurer du respect des publications réglementaires en matière de durabilité ;
- coordonner la communication extra-financière du Groupe.

Depuis 2022, la Direction de la Communication extra-financière et Durabilité pilote un vaste **programme « Durabilité »** dont l'un des objectifs est de préparer le futur rapport de durabilité Covéa à produire sur l'exercice 2024, conformément aux nouvelles normes de durabilité européennes. En 2023, le programme a initié une démarche d'identification des impacts, des risques et des opportunités de durabilité au niveau du Groupe.

2.3 Analyse des principaux risques sociaux et environnementaux

Covéa a identifié six principaux risques sociaux et environnementaux liés à son modèle d'affaires et à celui de ses filiales principales, dont MAAF Assurances SA, en s'appuyant sur les référentiels de France Assureurs. Ces risques sont corrélés aux enjeux RSE du Groupe, définis au moyen d'une analyse de matérialité, et aux cartographies des risques internes. Cette cartographie sera mise à jour en 2024 dans le cadre de l'analyse de double matérialité initiée courant 2023.

<p>Risque de dégradation du climat social</p>	<p>La dégradation du climat social peut avoir plusieurs causes : l'absence ou les mauvaises conditions d'exercice du dialogue social, la non-prise en compte de la santé des collaborateurs et de leur qualité de vie au travail, l'absence de mesures pour garantir l'employabilité et</p>	<p>la non-prise en compte de la diversité. La dégradation du climat social peut conduire à une baisse de la motivation des collaborateurs, à des difficultés à retenir les talents, à une baisse de la performance et à une dévaluation de l'image du Groupe.</p>
<p>Risque cyber</p>	<p>Le risque cyber consiste à être exposé à une atteinte d'origine immatérielle à la disponibilité, la confidentialité, l'intégrité ou la traçabilité du système d'information. L'application du règlement général sur</p>	<p>la protection des données (RGPD) protège la vie privée de nos clients et de nos collaborateurs en assurant une sécurité et une confidentialité concernant les données personnelles confiées.</p>
<p>Risque de réputation</p>	<p>L'éthique des affaires et la gouvernance responsable sont des enjeux RSE clés pour Covéa. La lutte contre le risque de corruption et celle contre les risques sociaux et environnementaux liés au recours aux sous-traitants et fournisseurs correspondent à des obligations réglementaires. Leur non-respect fait courir un risque de sanction administrative ou judiciaire, et peut entacher la réputation de</p>	<p>Covéa à l'égard de ses parties prenantes internes et externes (collaborateurs et leurs représentants, clients, fournisseurs et sous-traitants, partenaires commerciaux, organismes de contrôle, organismes professionnels). La réputation du Groupe passe également par sa responsabilité vis-à-vis de son impact sur les territoires.</p>

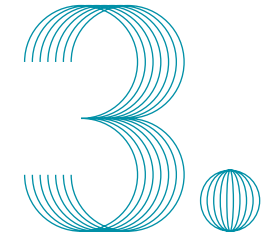


Risque technique et commercial	<p>Plusieurs facteurs pourraient entraîner une baisse de l'attractivité du Groupe : des offres et des services inadaptés aux besoins des clients (notamment ceux liés aux conséquences du changement climatique</p> <p>et aux évolutions sociétales), la mauvaise compréhension des contrats et des garanties, ou le défaut dans l'exercice du devoir de conseil tout au long de la relation (souscription, prévention, sinistre).</p>
Risque ESG lié aux investissements	<p>Une maîtrise insuffisante des impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les investissements engendre des risques pour Covéa et ses parties prenantes : risque de réputation, financier ou réglementaire. La performance des investissements peut s'en</p> <p>trouver affectée. La <i>soft law</i> (juridicité discutée) et les réglementations se renforcent, appelant les investisseurs à accroître leur transparence sur la prise en compte des critères sociaux, environnementaux et de gouvernance dans leurs processus d'investissement.</p>
Risque environnemental lié à notre activité	<p>Les activités d'assurance et d'assistance ont un impact direct limité sur l'environnement. Il concerne principalement le fonctionnement interne, l'activité de gestionnaire de patrimoine immobilier et la politique d'investissement. Il se mesure à travers le bilan des émissions de gaz à effet de serre. Les principaux postes d'émissions sont liés à la détention et à l'utilisation des immeubles et des matériels nécessaires à l'exercice de l'activité ainsi qu'aux déplacements des salariés pour se rendre sur leur lieu de travail ou pour assurer leurs missions.</p> <p>Le métier d'assureur consiste à anticiper le risque et à gérer ses activités sur le long terme. Covéa et ses filiales, dont MAAF Assurances SA, exercent leurs activités en prenant en compte l'impact du changement climatique. Le Groupe offre à l'ensemble de ses clients, particuliers, professionnels et entreprises, des garanties adaptées au changement climatique et aux évolutions sociétales majeures. Covéa, dont MAAF Assurances SA, déploie les politiques et suit la performance de ses plans d'action pour atténuer ou faire disparaître ces risques.</p>

Compte tenu de la nature de nos activités, les thématiques suivantes ne constituent pas un risque pour les filiales du groupe Covéa, à savoir : la lutte contre le gaspillage alimentaire, la lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable, la promotion de la pratique d'activités physiques et sportives, et la mesure des émissions liées aux activités de transport amont et aval ainsi que les plans d'action visant à réduire ces émissions.

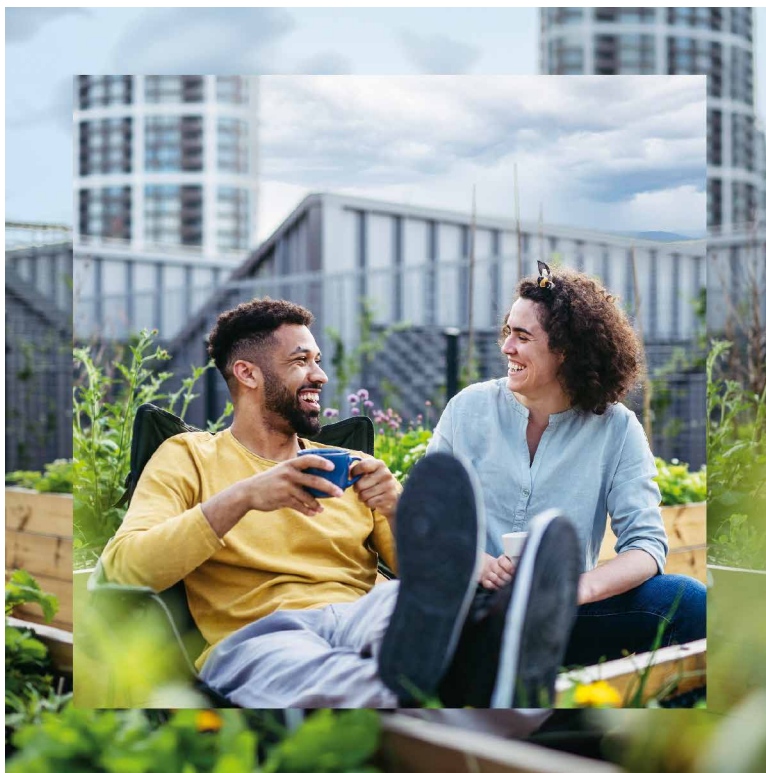
PRÉSENTATION DES ENJEUX ET KPI ASSOCIÉS PAR RISQUE EXTRA-FINANCIER
TABLE DE CONCORDANCE

Risques extra-financiers liés au modèle d'affaires	Périmètre	Enjeux par risque	KPI audités	§
Risque de dégradation du climat social	Employeur responsable	Assurer la santé et la qualité de vie au travail des salariés		3.2.1
		Contribuer au développement durable du capital humain et à la gestion des talents		3.2.2
		Promouvoir la diversité et l'égalité des chances	Taux de féminisation par statut	3.2.3
		Maintenir la qualité du dialogue social		3.2.4
		Soutenir l'engagement sociétal de nos salariés		3.2.5
Risque cyber	Entreprise responsable	Garantir la sécurité des données et des systèmes d'information	Taux de collaborateurs formés à la SSI	3.1.4
Risque de réputation	Entreprise responsable	Promouvoir l'égalité des chances pour une société plus inclusive		3.1.2
		Promouvoir la RSE dans la pratique des affaires	Taux de cadres formés à la lutte anticorruption	3.1.3
		Donner accès au savoir et le transmettre au plus grand nombre		3.1.5
		Participer à l'évolution socio-économique des territoires		3.1.6
Risque technique et commercial	Assureur responsable	Adapter nos offres et nos services aux enjeux sociétaux et environnementaux		3.3.1
		Partager notre science du risque, sensibiliser et engager à la prévention		3.3.3
		Créer une expérience client qui accompagne autant qu'elle assure	Note de satisfaction à chaud	3.3.4
Risque ESG lié à nos investissements	Investisseur responsable	Intégrer les critères ESG à la stratégie d'investissement		3.4.1
		Investir dans des placements immobiliers responsables	Émissions de GES de l'immobilier de placement (en teqCO ₂ /m ²)	3.4.2
Risque environnemental lié à notre activité	Entreprise responsable	Réduire l'empreinte environnementale de notre activité	Émissions de GES de l'immobilier d'exploitation (en teqCO ₂ /m ²)	3.1.1
	Assureur responsable	Promouvoir la réparation durable et limiter l'empreinte environnementale des sinistres		3.3.2



Preuve en est : nos actions concrètes

La démarche d'engagement sociétal du Groupe, « Accompagner chacun vers un monde de croissance durable », irrigue pleinement nos réalisations en tant qu'entreprise, employeur, assureur et investisseur responsable.



3.1 Entreprise responsable

3.1.1	Réduire l'empreinte environnementale de notre activité	14
3.1.2	Promouvoir l'égalité des chances pour une société plus inclusive	17
3.1.3	Promouvoir la RSE dans la pratique des affaires	21
3.1.4	Garantir la sécurité des données et des systèmes d'information	24
3.1.5	Donner accès au savoir et le transmettre au plus grand nombre	25
3.1.6	Participer à l'évolution socio-économique des territoires	27

3.1.1

Réduire
l'empreinte
environnementale
de notre activité

**OBJECTIF
2022-2024**
RÉDUIRE LES ÉMISSIONS
DIRECTES DU GROUPE DE

3%
PAR AN
(périmètre d'exploitation UES)

1. Politique

Le Groupe est engagé, depuis 2019, dans la réduction de son empreinte environnementale et de ses émissions de gaz à effet de serre liées à son activité d'exploitation (consommation d'énergie des immeubles et agences, déplacements des collaborateurs et achats matériels).

Une « trajectoire bas carbone » a été définie en 2019 selon la méthodologie *Science-Based Targets* et constitue le fil directeur du Groupe en matière de transition. Elle fixe un objectif de réduction annuel des émissions directes du Groupe de 3% jusqu'en 2024.

Cet objectif de baisse de nos émissions représente un enjeu stratégique pour Covéa, puisqu'il est inscrit dans le plan « Covéa 2024 – Grandir ensemble » et intégré dans les critères de rémunération variable des dirigeants ainsi que dans l'accord d'intéressement des collaborateurs de l'UES.

2. Actions de l'année et résultats

En 2023, MAAF Assurances SA a poursuivi la déclinaison de la trajectoire carbone du Groupe.

DÉPLACEMENTS DES COLLABORATEURS

En 2023, Covéa a poursuivi son engagement pour réduire les émissions liées aux déplacements de ses collaborateurs, tant pour les trajets professionnels que pour les trajets domicile-travail.

Cela s'est traduit par plusieurs mesures :

- l'augmentation significative de la part des **véhicules à faibles émissions** dans notre flotte de location longue durée : 35% des véhicules livrés en 2023 sont des véhicules à faibles émissions ;
- un travail conjoint avec nos prestataires fret afin de limiter les rotations et/ou de les effectuer avec des véhicules moins émissifs ;

- une incitation des collaborateurs à utiliser des modes de transport plus respectueux de l'environnement grâce à un **Forfait mobilités durables** qui finance une large gamme de transports éligibles (collectifs ou individuels) ;
- la mise en place de services de transports collectifs : sur initiative des relais géographiques Niortais et en concertation avec la communauté d'agglomération, une ligne express d'autobus au gaz naturel de ville bio, Tanlib Express, a été mise en place pour relier directement le centre-ville de Niort au siège de la MAAF (Chauray). Plus de 15 000 voyages de collaborateurs ont été enregistrés en 2023 ;
- la mise en place, début 2023, d'une **plateforme de covoiturage** à destination des collaborateurs, afin de favoriser ce mode de transport pour les trajets domicile-travail ;
- enfin, un plan pluriannuel de développement d'infrastructures favorisant l'accueil de solutions de mobilité douce (vélos, trottinettes, voitures électriques ou hybrides, covoiturage...).

CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Le Groupe, via Covéa Immobilier, a également poursuivi, en 2023, le déploiement de ses actions de réduction de consommation d'énergie :

- le projet Éco Énergie Tertiaire, structuré et lancé au sein des pôles Exploitation Le Mans, Niort et Paris, en vue **d'atteindre les objectifs de réduction de 40% d'ici à 2030** ;
- à court terme, le plan de sobriété énergétique lancé en septembre 2022 et reconduit sur les années 2023-2024, qui vise une baisse de 10% de la consommation énergétique d'ici à 2024 grâce à trois leviers majeurs :
 - température de chauffage maximale à 19 °C et climatisation déclenchée à partir de 26 °C,
 - engagement de réduire les éclairages des agences et de dresser un plan de réduction de l'éclairage des espaces et signalétiques extérieurs sur les sites centraux,
 - une campagne d'écogestes auprès de l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

**INDICATEUR CLÉ
CONSOMMATION D'ÉNERGIE**

9,87 kgeqCO₂/m²

**ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE
LIÉES À L'ÉNERGIE/M²**

SUR LE PÉRIMÈTRE MAAF ASSURANCES SA

(11,76 kgeqCO₂/m² en 2022, soit une baisse de 16,1%
grâce à la mise en place d'un plan de sobriété énergétique)

La tonne équivalent CO₂ est calculée en multipliant les kWh d'énergie consommés par le facteur d'émissions de chaque type d'énergie. Les facteurs d'émissions de gaz à effet de serre sont issus de la base carbone suivant la dernière version en vigueur. Les énergies utilisées sont l'électricité, le gaz, le fioul, le réseau de chaleur de Paris (CPCU) et le réseau de froid de Paris (Climespace). La donnée énergie correspond aux factures régularisées par Covéa Immobilier sur une année glissante du 1^{er} décembre au 30 novembre. Les données sont collectées au niveau site géographique. De ce fait, des clés de répartition sont appliquées en fonction du nombre de salariés de chaque société juridique sur le site. Les sites de Tivoli et de Montparnasse étant multimarques, une clé de répartition complémentaire d'un tiers a été appliquée. Les données MAAF Assurances SA ont été calculées en appliquant une clé de répartition correspondant au poids des salariés de MAAF Assurances SA au sein de la MAAF, soit 51,10%. Les surfaces prises en compte dans le calcul de la surface utile brute (SUB) sont les mètres carrés de bureaux (hors surfaces de parking). La SUB est la surface plancher à l'intérieur des murs, hors trémies d'escaliers, trémies d'ascenseur, gaines techniques, terrasses, balcons et toitures-terrasses. Les données sont collectées au niveau site géographique. De ce fait, des clés de répartition sont appliquées en fonction du nombre de salariés de chaque société juridique sur le site. Le périmètre de consolidation de la donnée est la société juridique.

21%
**D'ÉCONOMIE
D'ÉNERGIE RÉALISÉE**
sur nos sites centraux
pendant l'hiver 2022
et l'été 2023

3 000
**PANNEAUX
PHOTOVOLTAÏQUES
INSTALLÉS**
(soit 5 177 m²) pour produire 10%
de la consommation électrique
du site de Niort

Ainsi, pendant l'hiver 2022 et l'été 2023, une économie de 21% a été réalisée sur nos sites centraux en un an, comparé à 2019 (année de référence), à données constantes (corrigées des DJU).

○ Enfin, un système de *cool roofing* a été mis en place sur le toit du data center de Saran dans le cadre de travaux de réfection de l'étanchéité.

Ces actions ont permis de poursuivre la réduction de nos émissions carbone en 2023.

Covéa Immobilier a signé, en octobre 2023, la Charte d'engagement volontaire pour la sobriété des bâtiments tertiaires, une démarche portée par le plan Bâtiment durable, en présence de la ministre de la Transition écologique Agnès Pannier-Runacher. Cette charte consiste à mettre en place des actions communes pour réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments tertiaires privés, que ce soit en tant qu'investisseur immobilier ou en tant qu'exploitant.

Concernant le patrimoine d'exploitation de Covéa Immobilier, ce sont plus de 69 500 m² qui sont certifiés ou labellisés BREEAM « Travaux », et plus de 76 000 m² qui ont été certifiés et labellisés BREEAM « Exploitation ».

Le groupe Covéa est également engagé dans la production d'énergie renouvelable.

○ Il a pour objectif de produire 10% de la consommation électrique du site de Niort à l'aide de 3 000 panneaux photovoltaïques (soit 5 177 m²).
○ De nouveaux projets de parc de panneaux photovoltaïques sont à l'étude sur d'autres sites, avec une mise en place à l'horizon 2024 : Niort Trident, Saran, Strasbourg et Le Mans Californie.

BIODIVERSITÉ

Le volet relatif à la biodiversité est également au cœur des préoccupations de Covéa Immobilier.

○ Le groupe Covéa vise la labellisation EcoJardin de tous ses grands sites d'ici à 2024. Niort et Saran ont déjà obtenu cette distinction respectivement en 2021 et 2022.

○ Un référent EcoJardin a été nommé en interne, pour faire évoluer les pratiques de gestion de nos trois autres sites ciblés (Le Mans, Chartres et Strasbourg).
○ Des animations auprès des collaborateurs sont organisées tous les ans sur les différents sites, pour les acculturer à ses nouvelles pratiques en faveur de la biodiversité : en 2023, elles ont eu lieu à Saran, Niort et Chartres.

Par ailleurs, MAAF continue de soutenir l'association du Groupe d'étude des cétacés du Cotentin (GECC), qui œuvre pour la préservation de la biodiversité maritime, en particulier celle des mammifères marins dans la Manche. Ce soutien permet principalement le suivi scientifique de la population des grands dauphins de la Manche et l'enrichissement de la plateforme numérique collaborative OBSenMer, outil de sciences participatives au service de la connaissance du milieu marin. Si les nombreux temps forts de sensibilisation auprès du grand public, organisés chaque année par le GECC grâce au soutien de MAAF, ont été reconduits, l'année 2023 restera marquée par une opération inédite



menée à l'initiative de MAAF Vie. Son principe visait à promouvoir l'épargne responsable via un abondement de 50 euros par versement client de 1000 euros. Au total, cette opération a permis une collecte de 35 000 euros en faveur du GECC.

GESTION DE L'EAU

Covéa Immobilier agit en faveur des économies d'eau via une gestion raisonnée de celle-ci, en installant des systèmes hydro-économes dans 100 % des travaux et de la maintenance de robinetterie.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

En 2023, Covéa Immobilier a poursuivi sa participation au programme Booster du Réemploi, afin de développer l'économie circulaire sur ses gros chantiers de rénovation : sur les deux chantiers pilotes que sont Espace P Le Mans et Niortissimo Dauphin 2/3, toutes les parties prenantes ont été challengées pour réemployer in situ ou ex situ les matériaux déconstruits et rechercher des matériaux de réemploi en alternative aux matériaux achetés habituellement en neuf sur la partie rénovation.

Sur l'ensemble des chantiers menés en 2023-2024, un objectif minimal de réemploi est fixé à 10 %.

Concernant le mobilier, le réemploi est aussi un axe stratégique.

- **100 % des nouveaux projets** hors agences intègrent du mobilier répondant à des standards RSE, à savoir : **écoconception, occasion, upcyclé, local**. Et nos fournisseurs ont obligation de nous proposer, pour chaque projet, 20 % de mobilier composé de mobiliers reconditionnés (seconde main), upcyclés, avec un taux de matières recyclées a minima de 50 % (en poids de matière), ou neufs.

- **100 % des opérations de vidage/rénovation** de site (hors agence) sont effectuées avec **don de mobilier aux collaborateurs et/ou aux associations**. Une extension de ce dispositif aux agences rénovées est prévue dès 2024.

Sur les sites centraux, **des espaces de « seconde vie » ont été déployés**. Ils permettent aux collaborateurs de déposer différents types d'objets issus du bureau (ex. : fournitures, livres, matériel informatique...) dont ils ne se servent plus, pour don ou recyclage.

RESTAURATION D'ENTREPRISE

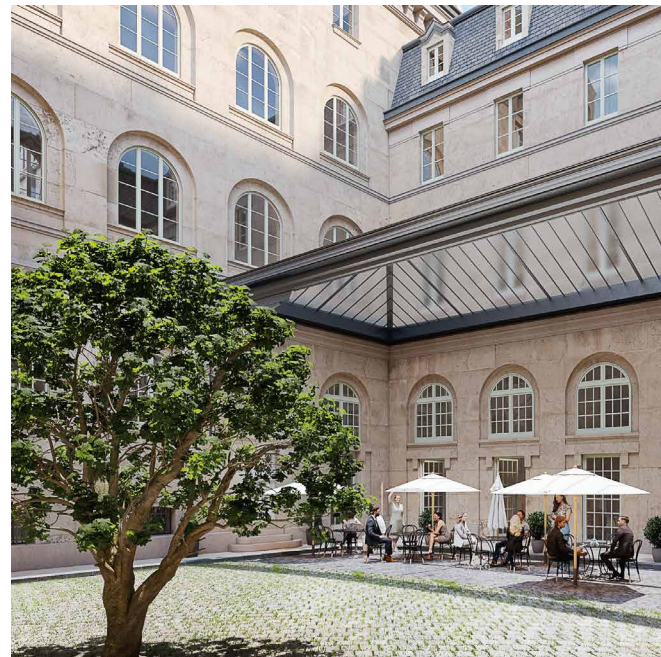
Sur le volet restauration, Covéa Immobilier est engagé en faveur de la décarbonation des repas :

un suivi mensuel de l'évolution de la consommation de plats végétariens dans nos restaurants est effectué, avec l'obligation pour le prestataire de proposer au moins deux plats végétariens « travaillés » par semaine dans tous nos restaurants.

Fruit de ces efforts, le label « Assiettes végétales », qui vient récompenser l'introduction et le développement d'une offre végétale dans la restauration collective, a été obtenu sur trois sites : Tivoli, Strasbourg et Levallois.

GESTION DES DÉCHETS

Concernant les déchets, Covéa Immobilier a renforcé, en 2023, ses exigences de traçabilité auprès de ses prestataires, avec une mise à jour de leurs contrats imposant un format et une fréquence de reporting (Trackdéchets, Registre Déchets). Des pilotes de gestion de déchets de chantier ont été menés, en vue de généraliser, en 2024, une politique applicable à tous les chantiers.



10 %
DE RÉEMPLOI DE MATÉRIAUX
C'est l'objectif minimal fixé pour l'ensemble des chantiers menés en 2023-2024

100 %
DES OPÉRATIONS DE VIDAGE/ RÉNOVATION DE SITE
(hors agence) sont effectuées avec don de mobilier aux collaborateurs et/ou aux associations

3.1.2 Promouvoir l'égalité des chances pour une société plus inclusive

1. Politique

Pour Covéa et ses marques, agir en faveur de la parité, de l'insertion professionnelle et de la lutte contre les discriminations est une conviction forte.

C'est à travers le mécénat et les partenariats que le Groupe étend son impact pour la diversité et l'égalité des chances, de manière à promouvoir une société plus inclusive.

La Fondation d'entreprise Covéa, créée fin 2022, vient renforcer la politique de mécénat menée de longue date par le Groupe et ses 3 marques, MAAF, MMA et GMF. En faisant rayonner les valeurs d'un groupe d'assurance mutualiste engagé, elle apporte des preuves concrètes de l'engagement sociétal du Groupe.

Avec pour finalité l'inclusion sociale et humaine, la Fondation Covéa donne des moyens d'agir aux associations et fondations qui se mobilisent en faveur de trois causes :

1. les **droits des femmes**, afin de promouvoir l'égalité femmes-hommes, mais aussi de lutter contre toutes formes de violences faites aux femmes ;
2. l'**inclusion**, pour soutenir les personnes en situation de handicap, mais aussi accompagner les personnes victimes de discrimination sociale ou en situation de vulnérabilité ;
3. les **savoirs**, en vue de favoriser la diffusion de la connaissance et de la culture, et d'en faciliter l'accès à ceux qui en sont éloignés, mais aussi de soutenir des programmes de recherche, d'information et de sensibilisation au service de l'inclusion.

2. Actions de l'année et résultats

Après plus d'un an d'actions, la Fondation Covéa soutient près de 50 partenaires sur ces trois champs d'action.

DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La Fondation Covéa soutient la **Fondation des Femmes**, la fondation de référence en France sur les droits des femmes et la lutte contre les violences dont elles sont victimes. **En 2023, un don de 400 000 euros a permis de financer deux programmes.**

- Le premier consiste à aider les associations dans le montage de projets tels que la création de « Maisons des Femmes » ou bien le développement de dispositifs d'écoute 7 jours sur 7.
- Le second vise à sensibiliser davantage tous les publics, grâce, notamment, à la mise en place de deux observatoires dont les travaux et études permettent de mieux comprendre les inégalités entre femmes et hommes, leur source et leurs effets ainsi que le ressenti des Françaises et des Français à ce sujet.

La Fondation Covéa a, par ailleurs, soutenu la « **Nuit des Relais** », une course solidaire organisée à Paris par la Fondation des Femmes. Cet événement a réuni 40 collaborateurs du Groupe. Grâce aux 2 300 coureurs et à la mobilisation de mécènes, 220 000 euros ont été récoltés pour soutenir des projets en faveur de l'égalité femmes-hommes et contre les violences faites aux femmes.

La Fondation Covéa a signé, en 2023, un partenariat avec l'association **Un abri qui sauve des vies**, une association de lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales, spécialisée dans l'hébergement d'urgence citoyen en France métropolitaine. La Fondation Covéa, en apportant son soutien à l'association, va contribuer au développement de son action, notamment par l'ouverture de nouvelles antennes dans les régions.

1358

COLLABORATEURS

ont fréquenté des animations FFH sur les 8 grands sites du Groupe (Ermont, Montparnasse, Niort, Tivoli, Saran, Levallois, Le Mans et Tours)

6

ATHLÈTES HANDISPORT

sont en contrat d'image avec Covéa en 2023

1

ATELIER HANDISPORT

s'est tenu le 15 décembre 2023 auprès de la Direction Indemnisation corporels

1

SENSIBILISATION

par un athlète handisport, proposée à l'ensemble des collaborateurs du groupe Covéa dans le cadre de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées



MAAF soutient également de longue date plusieurs associations œuvrant en faveur d'une inclusion plus large des femmes dans l'entreprise, dont **Force Femmes**. En mars 2023, MAAF, via la Fondation Covéa, a mis son expertise au service de porteuses de projets, lors du forum des entrepreneuses de l'association.

MIEUX ACCOMPAGNER LE HANDICAP

En 2022, Covéa a signé un partenariat avec **My Human Kit**, une association dont l'objet est de fabriquer des aides techniques par, avec et pour les personnes concernées par le handicap. La Fondation Covéa apporte son soutien en participant au fonctionnement et au développement du projet associatif ainsi qu'à l'animation des lieux et des espaces de rencontre et de fabrication. La Fondation contribue à la promotion de ce modèle en France et à l'international en animant le premier réseau de fablabs⁽¹⁾ dédiés à la fabrication d'aides techniques (les « Humanlabs »), en participant à la mise en place de prototypes partagés en open source et en contribuant aux rencontres internationales des Humanlabs, les Fabrikarium, associant des collaborateurs du groupe Covéa.

La Fondation Covéa est, par ailleurs, grand mécène de la **Fédération française handisport (FFH)** via le programme « Parcours jeunes handisport ». Avec ce programme, Covéa contribue à l'insertion sociale des jeunes en situation de handicap par le sport. Pour le Groupe, ce partenariat représente l'opportunité d'embaucher des talents en situation de handicap : jeunes en alternance, sportifs de haut niveau en activité ou en reconversion (CDD, CDI, contrat d'image). Il permet, en outre, de sensibiliser les collaborateurs au handicap, à travers des messages et témoignages portés par des athlètes, ou en leur offrant la possibilité de s'impliquer activement, à titre personnel, dans des actions de bénévolat lors de compétitions ou d'événements spécifiques organisés par la FFH.

(1) Fablab : atelier mettant à la disposition du public des outils de fabrication d'objets assistée par ordinateur.

La **Fondation MAAF Initiatives et Handicap** a pour vocation d'accompagner et de financer des projets innovants pour améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap. Elle soutient des actions de communication et de sensibilisation au handicap, participe au financement d'études et de recherches médicales, et aide au développement de prototypes d'appareillage, d'actions culturelles et de projets d'intégration.

La Fondation a lancé, en 2023, un nouvel appel à projets autour de la problématique de la sensibilisation du jeune public sur les sujets du handicap. À cette occasion, dix initiatives innovantes ont été choisies et font l'objet du soutien de la Fondation MAAF via la plateforme de financement participatif Ulule.

Elle a également décidé de soutenir une seconde thématique : « Écouter, comprendre et accompagner les personnes atteintes de troubles psychiques et leur entourage ». Une première association a ainsi recueilli le soutien de la Fondation MAAF : il s'agit de **Permis de construire**, basée à Nantes, qui accompagne les personnes placées ou passées sous main de justice. Son objectif : les aider dans leur insertion sociale, par un soutien administratif, de santé ou psychologique.

En 2023, la Fondation a poursuivi son parrainage des podcasts « **Dis-moi oui, handi** », sur l'amour et la sexualité des personnes en situation de handicap.

Elle a, par ailleurs, mis à disposition de l'innovation française **myomniTrott'** la puissance de son réseau, en communiquant auprès de 2 282 000 clients – via sa newsletter client – sur cette initiative consistant à motoriser un fauteuil roulant à l'aide d'une trottinette électrique et de son kit.

Dans le cadre de sa mission d'aide au développement d'appareillages et de solutions techniques, la Fondation a soutenu, lors du Fabrikarium Tokyo 2023, le projet **No Taboo**, des toilettes nomades destinées à favoriser l'autonomie des personnes en situation de handicap en dehors de chez elles.

Depuis sa création, la Fondation a ainsi accompagné plus de 100 projets et a versé plus de 2 millions d'euros de subventions.

MAAF est également mécène du **Niort Rugby Club**, premier club sportif à intégrer la Communauté des entreprises à mission, en mars 2022, et qui ambitionne de partager les valeurs du rugby avec le plus grand nombre, notamment avec une section rugby fauteuil.

Pour la douzième année consécutive, en 2023, MAAF a été partenaire, au travers de la Fondation Covéa, du **tournoi paratennis de Chauray**.

Au sein de Melioris, centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle dont MAAF est mécène, a eu lieu le 3 mars 2023 l'inauguration d'un **véhicule auto-école adapté au grand handicap**.

MAAF, via la Fondation Covéa, a par ailleurs noué un nouveau partenariat avec **Fratries**. Cette initiative permet à de jeunes actifs porteurs d'un handicap mental ou ayant des troubles du spectre autistique de vivre en milieu ordinaire dans des maisons partagées en colocation avec de jeunes actifs sans handicap. Un nouveau lieu a été créé dans le centre-ville de Rennes fin 2023.

Enfin en matière d'inclusion, MAAF, au travers de la Fondation Covéa, a apporté son soutien aux plus défavorisés via le mécénat reconduit en 2023 avec le **Secours populaire**.



FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES VIA DES PARTENARIATS AVEC DES ÉCOLES OU DES ASSOCIATIONS

Dans le cadre de son engagement sociétal auprès des jeunes, Covéa a signé **plusieurs partenariats avec des écoles** : l'université Paris-Dauphine, l'EFREI, Le Mans Université, Excelia, le Cned, la Web School Factory...

De nombreux événements ont eu lieu, tout au long de l'année, pour favoriser les rencontres entre les étudiants et les managers ou collaborateurs du Groupe exerçant les professions correspondant aux filières pédagogiques de ces écoles. À travers ces partenariats, Covéa mène une politique volontariste pour insérer les jeunes dans la vie professionnelle.

Covéa soutient, par ailleurs, l'association **Capital Filles**, dont la mission est de donner aux jeunes femmes issues des quartiers prioritaires de la ville et des territoires ruraux toutes les clés pour se saisir de leur avenir. 96 marraines collaboratrices de Covéa se sont portées volontaires pour l'année scolaire 2023-2024. Elles accompagnent dans leur parcours scolaire et professionnel de jeunes lycéennes.

96
MARRAINES
collaboratrices de Covéa
se sont portées volontaires au sein
de l'association Capital Filles,
pour l'année scolaire 2023-2024

La Fondation Covéa s'engage également auprès de plusieurs associations œuvrant pour l'insertion professionnelle ou le soutien de jeunes en difficulté :

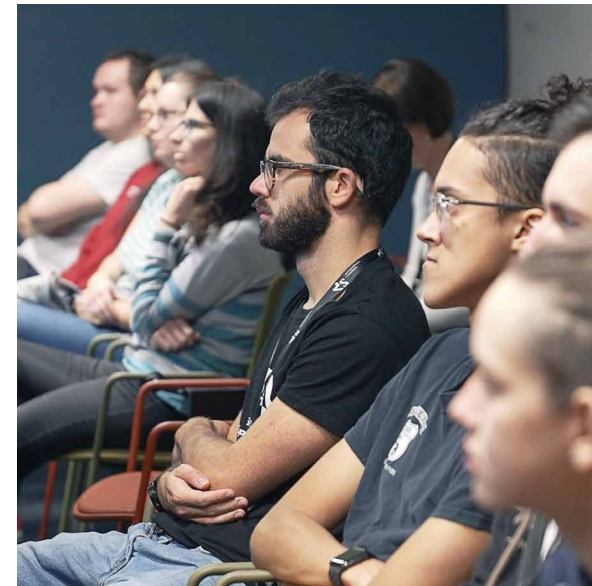
- l'association **Énergie Jeunes**, qui lutte contre le décrochage scolaire et agit pour développer les compétences psychosociales dont les jeunes des quartiers et des territoires peu favorisés ont besoin pour développer leur motivation, découvrir leur potentiel et aimer apprendre ;
- l'association **Chemins d'avenir**, qui s'engage pour lutter contre les fractures territoriales et accompagne des collégiens, lycéens et étudiants, de la 4^e à bac + 3, dans la construction de leur parcours académique, professionnel et citoyen. La Fondation propose aux collaborateurs du Groupe de devenir mentors d'un jeune ;
- l'association **NQT**, dont l'objectif est de créer des passerelles entre le monde de l'entreprise et des jeunes diplômés issus de quartiers ou de milieux défavorisés. Ce partenariat mobilise des parrains et marraines de Covéa, qui mettent leur expérience professionnelle et leur réseau au service des recherches d'alternance ou d'emploi de leurs filleuls ;
- en 2023, 117 parrains et marraines Covéa ont accompagné 309 jeunes ;
- 56 % des jeunes accompagnés en 2023 ont trouvé un poste ou une formation à l'issue du parrainage.

Depuis 2021, MAAF soutient l'**école 42 Angoulême**, spécialisée dans la formation de jeunes programmeurs et programmeuses. L'école met en œuvre une pédagogie différente, et innovante par sa démarche d'apprentissage en *peer to peer* et en mode projet. Les études sont gratuites, sans examen de dossier,

sans parcours préparatoire, sans diplôme requis et sans limite d'âge. Inaugurée fin 2021, l'école accueille actuellement 325 étudiants (173 pour les 2 promotions de 2022 et 152 pour la troisième promotion de 2023).

En apportant son soutien aux frais de fonctionnement de l'école, MAAF encourage le développement des connaissances, participe activement à la dynamisation de ses territoires en Charente et en Nouvelle-Aquitaine, et promeut l'égalité femmes-hommes dans les métiers du numérique.

MAAF apporte, par ailleurs, son soutien à l'association **Media Social Food**, qui s'est fixé comme mission de former des jeunes non diplômés ou des personnes en reconversion aux métiers de la vidéo et des photos culinaires destinées aux réseaux sociaux. En 2023, MAAF a confié aux étudiants de Média Social Food la réalisation des portraits des 13 finalistes du prix Goût et Santé MAAF, les vidéos de recettes des 6 lauréats mais aussi, pour la première fois, la vidéo de l'édition 2023 du tournoi paratennis de Chauray.



3.1.3 Promouvoir la RSE dans la pratique des affaires

+74,6%
ÉVOLUTION 2022-2023
DES ACTIVITÉS « ACHATS »
avec le secteur STPA
(secteur du travail protégé et adapté)

INDICATEURS CLÉS

87%

DES CADRES MAAF ASSURANCES SA
ont réalisé le parcours de formation en e-learning
de lutte contre la corruption (89% en 2022).
Collaborateurs cadres et Directeurs au statut actif, hors Covéa D,
hors alternants et stagiaires.

77%

DES CADRES MAAF ASSURANCES SA
ciblés en 2023 ont réalisé le parcours de formation
en classe virtuelle de lutte contre la corruption
Collaborateurs cadres au statut actif, ciblés en 2023 comme
étant les plus exposés tels qu'identifiés avec la cartographie
des risques de corruption.

1. Politique

Le Groupe fonde sa stratégie d'engagement sociétal sur un socle de responsabilités fortes parmi lesquelles figurent, entre autres, l'éthique des affaires, la lutte anticorruption, les achats responsables, le devoir de vigilance ou encore la lutte contre la fraude.

Dans ces différents domaines d'action, nos engagements éthiques reposent sur des valeurs d'intégrité, de loyauté et de confiance. Ils s'incarnent dans des comportements appropriés dans la conduite des affaires, qui sont la responsabilité de tous, collaborateurs et dirigeants. Il s'agit là de fondements non négociables sur lesquels sont déployés des éléments prescriptifs.

Différentes directions du Groupe, notamment la Direction de l'Engagement sociétal, la Direction Conformité, la Direction des Risques et la Direction Performance et Stratégie Achats, assurent, chacune à son niveau, le développement et le respect de ces valeurs. Des programmes d'amélioration continue, associant les directions opérationnelles, contribuent à la diffusion desdits principes de responsabilité au sein des métiers.

2. Actions de l'année et résultats

ACHATS RESPONSABLES

Covéa intègre les risques environnementaux, sociaux et sociétaux dans sa relation avec ses fournisseurs ainsi que dans sa politique achats.

Concrètement, cette politique repose sur :

- **un dispositif de pilotage global des tiers fournisseurs** pour garantir une vision 360° unique en matière de risque fournisseur. Une dizaine de risques est concernée : éthique des affaires (lutte anticorruption, devoir de vigilance), RGPD, santé financière, dépendance économique... ;

- **un dispositif digital de qualification des risques** pour définir et déclencher les dispositifs d'évaluation appropriés ;
- **un dispositif d'évaluation des tiers fiable** et piloté via l'envoi de questionnaires d'évaluation, avec notamment une évaluation RSE, transmise à 100% des tiers consultés dans le cadre des appels d'offres, qui compte pour 20% de la note globale attribuée au fournisseur ;
- **un e-learning dédié aux achats**, notamment sur nos pratiques d'achats responsables ;
- **la consultation de PME**, quand cela peut répondre aux spécifications, pour soutenir le tissu économique.

Par ailleurs, Covéa intègre dans les consultations et appels d'offres, à chaque fois que l'offre du marché le permet, des entreprises du secteur du travail protégé et adapté (STPA) et/ou des travailleurs indépendants handicapés. **Dans ce domaine, Covéa a mis en place, en 2023, un contrat de « co-traitance » d'envergure.** Ce contrat a fait l'objet d'une action de communication et de sensibilisation auprès des différents acteurs afin de promouvoir la collaboration avec le secteur du travail protégé et adapté.

DEVOIR DE VIGILANCE

Covéa élabore, met en œuvre et publie son plan de vigilance. Celui-ci identifie, notamment, les risques envers les droits humains, les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes et l'environnement, liés aux activités d'assurance et de réassurance du Groupe, à celles de ses filiales et de ses sous-traitants et fournisseurs.

Covéa a déployé un mécanisme d'alerte permettant de recueillir les signalements relatifs à ces risques, accessible aux collaborateurs et aux tiers (voir paragraphe sur le dispositif d'alerte interne en page suivante).

ÉTHIQUE DES AFFAIRES

La charte éthique de Covéa est le document de référence des valeurs éthiques du Groupe. Elle constitue un repère commun qui permet à chacune et à chacun d'exercer sereinement ses activités professionnelles dans le respect des principes et des règles édictés par le Groupe.

Elle a vocation à guider les collaborateurs au sujet des comportements attendus et des comportements à éviter ou à proscrire sur des thématiques relevant notamment de :

- la responsabilité sociétale et environnementale;
- la protection de la clientèle;
- l'éthique des affaires;
- la protection des actifs du Groupe.

Elle rappelle l'existence du dispositif d'alerte interne, qui permet de signaler des infractions ou des manquements et contribue ainsi à développer une culture de l'intégrité.

DISPOSITIF D'ALERTE INTERNE

Le groupe Covéa a déployé, depuis 2018, un dispositif d'alerte unique permettant de répondre à ses obligations légales, au titre :

- de la protection des lanceurs d'alerte, issue de la loi Sapin 2 du 9 décembre 2016;
- du dispositif de prévention et de détection de la corruption, issu de la loi Sapin 2 du 9 décembre 2016 (voir paragraphe sur la lutte contre la corruption ci-après);
- du plan de vigilance, issu de la loi sur le devoir de vigilance du 27 mars 2017 (voir paragraphe sur le devoir de vigilance en page précédente).

Le dispositif d'alerte est accessible à l'ensemble des collaborateurs du groupe Covéa et à tout tiers, grâce à une plateforme en ligne qui permet de faire facilement un signalement. Cette plateforme, entièrement sécurisée, permet de recueillir et de traiter les signalements portant sur :

- des infractions ou des violations de la réglementation, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général;
- des manquements ou des situations contraires au Code de conduite anticorruption Covéa;
- des risques d'atteinte aux droits humains, aux libertés fondamentales, à la santé et à la sécurité des personnes, à l'environnement, en lien avec les activités du Groupe.

Le groupe Covéa a mis en œuvre tous les moyens pour recueillir et traiter en toute confidentialité les informations transmises dans ce cadre. Il veille tout particulièrement à assurer la protection des lanceurs d'alerte et la confidentialité de leur identité.

Le dispositif d'alerte a été actionné 8 fois en 2023.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le Groupe considère comme fondamentale la lutte contre la corruption dans le cadre des relations qu'il entretient avec des tiers (parties prenantes externes). Il applique un principe de « tolérance zéro » en matière de corruption et de trafic d'influence.

Conformément aux exigences de la loi Sapin 2, Covéa déploie un programme de prévention et de détection de la corruption qui repose notamment sur :

- une cartographie des risques d'exposition aux faits de corruption;
- un code de conduite anticorruption, annexé au règlement intérieur;
- un régime disciplinaire permettant de sanctionner les manquements à ce code;
- un registre des cadeaux et des invitations;
- un registre des conflits d'intérêts;
- un dispositif d'encadrement des hospitalités;
- un dispositif d'alerte interne, permettant de signaler au référent alertes du Groupe toute situation contraire au code de conduite anticorruption;
- des procédures d'évaluation de l'intégrité des tiers;
- un programme de formation spécifique destiné aux collaborateurs exposés au risque de corruption;

- une procédure des contrôles comptables anticorruption et un plan de contrôles comptables anticorruption;
- des mesures d'évaluation et de contrôle du bon fonctionnement du dispositif anticorruption.

Covéa a déployé un dispositif de formation sur la lutte contre la corruption qui repose sur :

- **un module e-learning, obligatoire pour les cadres.** Cette formation d'environ une heure leur permet d'identifier les différentes formes de corruption, de connaître le dispositif anticorruption déployé par le Groupe, de susciter leurs bons réflexes et d'évaluer leurs connaissances. – 87 % des cadres MAAF Assurances SA ont réalisé le parcours de formation (89 % en 2022) ⁽¹⁾.
- **une formation en classe virtuelle**, obligatoire pour les personnels les plus exposés, tels qu'identifiés avec la cartographie des risques de corruption. Cette formation de trois heures en classe virtuelle leur permet d'avoir un rappel des différentes formes de corruption, une présentation des mesures déployées en interne, et d'identifier les situations de risque de corruption liées à leur métier ainsi que la bonne attitude à adopter. – 77 % des cadres MAAF Assurances SA ciblés en 2023 ont réalisé le parcours de formation ⁽²⁾.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le groupe Covéa est pleinement sensibilisé aux enjeux de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), ainsi qu'à ceux du gel des avoirs.

Le cadre réglementaire associé évolue régulièrement et démontre la préoccupation toujours croissante des autorités compétentes en la matière.

(1) Périmètre : collaborateurs cadres et Directeurs au statut actif, hors Covéa D, hors alternants et stagiaires.

(2) Périmètre : collaborateurs cadres au statut actif, ciblés en 2023 comme étant les plus exposés tels qu'identifiés avec la cartographie des risques de corruption.

La politique de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et de gel des avoirs de Covéa a pour objet de formaliser et de décrire le dispositif général de LCB-FT et de gel des avoirs applicable dans chacune des sociétés du Groupe. Elle doit permettre la convergence des procédures de ces sociétés, tout en prenant en compte les particularités liées à des organisations différentes ou à des réseaux de distribution distincts, et de capitaliser sur les meilleures pratiques.

Les procédures spécifiques en place au sein du Groupe couvrent les attendus réglementaires et la vigilance permanente exercée en matière de LCB-FT et de gel des avoirs. Formalisées et diffusées aux personnes concernées, elles sont également mises à disposition des collaborateurs et des réseaux commerciaux sur les intranets. Ces procédures sont revues annuellement et mises à jour en cas de modification de la classification des risques du Groupe ou d'évolution réglementaire.

Elles couvrent les sujets suivants :

- l'entrée en relation d'affaires et la connaissance du client, notamment concernant les personnes politiquement exposées (PPE), l'actualisation de ces informations;
- la détection des personnes faisant l'objet d'une mesure de gel des avoirs;
- la surveillance des opérations atypiques et la mise en œuvre de mesures de vigilance tout au long de la relation d'affaires;
- l'examen renforcé des situations à risques et la déclaration des soupçons à Tracfin;
- la formation du personnel sur l'ensemble des mesures permettant de respecter la réglementation LCB-FT et le gel des avoirs;
- le contrôle interne de la bonne mise en œuvre de ces dispositifs au sein du Groupe.

En 2023, les collaborateurs exposés au risque LCB-FT ont été invités à actualiser leurs connaissances LCB-FT au travers d'une formation e-learning.

Au 31 décembre 2023, 89% des collaborateurs Covéa ont réalisé l'un des modules de formation réglementaire de mise à jour « LCB-FT Entretien des connaissances » en fonction de leur exposition au risque (87% au 31 décembre 2022), et 81% des nouveaux collaborateurs Covéa ont réalisé l'un des modules de formation réglementaire « LCB-FT Nouvel Entrant » en fonction de leur exposition au risque (83% au 31 décembre 2022).

Les collaborateurs assujettis (gestionnaires/contrôleurs LCB-FT et correspondants/déclarants Tracfin) ont suivi une journée de maintien des connaissances LCB-FT en présentiel sur le dernier trimestre 2023.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE EXTERNE

Au regard de ses valeurs mutualistes, la lutte contre la fraude externe est une priorité pour Covéa, ainsi qu'un enjeu réglementaire de maîtrise de ses risques opérationnels, selon la directive Solvabilité 2.

Le dispositif de lutte contre la fraude externe à l'assurance de Covéa repose sur deux principes : protéger la communauté des assurés du risque de fraude et contribuer à la maîtrise de la charge sinistre ainsi qu'à la qualité des risques assurés.

Mis en œuvre de manière transverse et impliquant tous les acteurs de la gestion des sinistres, il consiste en des actions de cartographie, formation, veille et documentation, détection, gestion et investigation, assistance, pilotage... Le dispositif est conforme aux réglementations relatives à la protection des données et à la vie privée (RGPD et loi sur la protection des données).

Par ailleurs, Covéa est adhérent et membre du Conseil d'administration de l'Agence de lutte contre la fraude à l'assurance (ALFA). Le Groupe participe activement aux actions de l'agence : formations, veille, partage d'innovations et mise à disposition de moyens informatiques d'échanges conformes à la réglementation, animation du réseau d'enquêteurs certifiés.

LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

Le groupe Covéa respecte ses obligations de reporting « pays par pays » (CBCR, *Country by Country Reporting*) et transmet l'ensemble des informations attendues à l'administration fiscale française, conformément aux dispositions de la loi visant à lutter contre l'érosion de la base imposable et le transfert de bénéficiaires à l'étranger : ces informations font l'objet d'un échange automatique avec les administrations fiscales des pays où le Groupe est implanté.

Le Groupe n'est pas implanté dans des États ou des territoires considérés comme non coopératifs par la France ou par les instances officielles dont la France est membre (OCDE, Union européenne).

Concernant les transactions intra-groupe transfrontalières, Covéa se conforme à la norme de l'OCDE ainsi qu'aux dispositions réglementaires françaises et veille à ce que les politiques de prix de transfert mises en œuvre respectent le principe de pleine concurrence.

En France, le Groupe dépose annuellement une déclaration détaillant sa politique de prix de transfert et produit une documentation pour les entités soumises à cette obligation.

100% des entités françaises concernées disposent de cette documentation.

Par ailleurs, dans le cadre de ses obligations fiscales, le Groupe applique à ses entités la norme **Common Reporting Standard (CRS)**, qui permet aux administrations fiscales d'avoir la connaissance systématique des revenus perçus à l'étranger par leurs résidents fiscaux, et se conforme aux exigences de la loi américaine **FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act)**, qui vise à lutter contre les montages d'évasion fiscale impliquant des comptes ou entités étrangères détenus par des contribuables américains.

3.1.4

Garantir la sécurité des données et des systèmes d'information

INDICATEUR CLÉ

41%

DES COLLABORATEURS MAAF ASSURANCES SA

ont suivi au moins un module du parcours de formation Sécurité des systèmes d'information (SSI) en 2023 (42 % en 2022)

Nombre de salariés ayant terminé au moins un module du parcours de formation en sécurité informatique « Mes premiers pas dans la sécurité de l'information », composé de plusieurs modules (par exemple : en situation de mobilité, le mot de passe, la mise à jour des équipements informatiques, les dangers potentiels des liens et des pièces jointes), depuis son lancement en juin 2017/base sociale (CDI hors suspendus + CDD)

1. Politique

La « **politique globale de sécurité des systèmes d'information** » (PGSSI), élaborée en 2017 et régulièrement mise à jour, fournit le cadre de référence de la sécurité des SI du groupe Covéa.

Ce document identifie les obligations légales et réglementaires, formalise les grands principes de sécurité qui régissent la protection du patrimoine du Groupe, et explicite les rôles et responsabilités de l'ensemble des acteurs de la gouvernance de la sécurité des systèmes d'information.

Le Groupe respecte le règlement général sur la protection des données (RGPD) et attache une vigilance extrême à la protection et à la confidentialité des données, à la transparence de l'information des personnes concernées, à la conformité de ses processus de collecte et de traitement de données et à la sécurité des systèmes d'information. Covéa veille également à anticiper les conséquences des évolutions technologiques, notamment en matière de prévention des risques de cyberattaque afin d'assurer la continuité des activités essentielles du Groupe.

Une charte d'utilisation du système d'information est également adossée au règlement intérieur du Groupe, et précise les règles permettant de garantir un usage correct et sécurisé des systèmes d'information du Groupe.

De plus, Covéa dispose d'un cadre contractuel de traitement des données confiées à ses sous-traitants.

2. Actions de l'année et résultats

En 2023, Covéa a poursuivi sa démarche de mise en œuvre des principes édictés par le RGPD, en s'appuyant sur une équipe de sept personnes, entièrement dédiée à la protection des données, et sur les référents DPD (délégués à la protection des données) nommés dans les principales directions Marques et les directions transverses traitant des données à caractère personnel.

La démarche de « **Privacy By Design** », instaurée par le RGPD, vise à intégrer le respect de la protection des données, à chaque niveau de l'entreprise et dès la conception des projets, notamment en s'assurant de la pertinence des données collectées, en respectant les droits des personnes, et en prenant les mesures techniques et organisationnelles appropriées au traitement des données concernées.

96 % des collaborateurs MAAF Assurances SA ont effectué le module de formation « Mission RGPD » en 2023 (97 % en 2022) ⁽¹⁾.

La Direction des Risques et Sécurité informatique met en œuvre un programme de sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs appelé CyberSafe.

Celui-ci comprend :

- des **campagnes de communication** sur l'intranet et le réseau social du Groupe, avec des jeux-concours et des articles pour mieux appréhender la cybersécurité;
- un **parcours de formation** comprenant plusieurs modules, dont les situations de mobilité, le mot de passe, la mise à jour des équipements informatiques, les liens et les pièces jointes...;
- des **exercices de phishing** (hameçonnage) visant l'ensemble des collaborateurs du Groupe, pour les sensibiliser sur la manière d'identifier les e-mails frauduleux et les conseiller afin de développer les bons réflexes.

(1) Périmètre : nombre de collaborateurs présents au 31 décembre ayant terminé le module de formation « Mission RGPD »/base sociale (CDI hors suspendus + CDD).

3.1.5 Donner accès au savoir et le transmettre au plus grand nombre

1. Politique

Covéa et ses marques, dont MAAF Assurances SA, sont partenaires de projets culturels, intellectuels ou éducatifs.

En inscrivant les savoirs comme l'un des champs d'action de sa stratégie d'impact sociétal, le Groupe donne un signal fort à ses partenaires. Il affirme ainsi vouloir renforcer ses actions de mécénat, ses partenariats et ses projets éducatifs et culturels auprès des populations vulnérables pour la valeur sociale qu'ils créent. Les savoirs constituent également l'un des trois domaines d'action de la Fondation d'entreprise Covéa.

2. Actions de l'année et résultats

SOUTIEN AU FESTIVAL ATMOSPÈRES

En 2023, la Fondation Covéa a renouvelé, pour la sixième année consécutive, son partenariat de mécénat avec le Festival Atmosphères, qui allie cinéma, culture et science pour mobiliser le public en faveur du développement durable. L'engagement du Groupe s'illustre à travers des actions de sensibilisation de ses collaborateurs et son soutien au festival.

MÉCÉNAT AUPRÈS DU PALAIS ROYAL

Par son partenariat avec le Palais royal, la Fondation Covéa soutient la diffusion de la culture à ceux qui n'y ont pas accès.

Grâce à ce mécénat noué en 2023, le Palais royal développe de nombreuses actions culturelles et pédagogiques pour promouvoir la place de la musique classique auprès de populations culturellement défavorisées ou vivant dans des zones rurales isolées.

SOUTIEN À LA CHAIRE « AVENIR COMMUN DURABLE » DU COLLÈGE DE FRANCE

L'analyse et la prévention des risques, notamment climatiques, sont au cœur du métier d'assureur. Elles reposent sur des connaissances et des expertises croisées permettant une meilleure anticipation des risques et de leurs conséquences. En apportant son soutien au programme « Avenir commun durable » porté par le Collège de France, la Fondation Covéa s'investit dans la recherche sur les questions environnementales et favorise le partage et la diffusion des savoirs.

Cette action de mécénat se traduit concrètement par le soutien à la chaire « Avenir commun durable », dont l'enseignement est gratuit et ouvert à tous.



SOUTIEN À LA RECHERCHE BIOMÉDICALE

Depuis 2018, Covéa et désormais la Fondation Covéa accompagnent les chercheurs du centre de recherche biomédicale Clinatéc, favorisant ainsi la conduite de programmes de recherche sur le long terme. En partenariat avec le CEA, le CHU de Grenoble, l'Inserm et l'université Grenoble-Alpes, pas moins de 90 cliniciens, chercheurs, biologistes, experts en micro-nanotechnologies et en électronique contribuent à la mise en œuvre d'un nouveau modèle de recherche biomédicale. **La Fondation Covéa soutient plus particulièrement le programme Covéa NeuroTec**, un projet innovant, destiné à ralentir, grâce à la lumière infrarouge, l'évolution et/ou les effets de la maladie d'Alzheimer.

MÉCÉNATS EN FAVEUR DE LA CULTURE ET DU SAVOIR

Depuis 2016, MAAF soutient et partage la culture localement via son mécénat auprès du **Théâtre national du Moulin du Roc** à Niort, mécénat repris en 2023 par la Fondation Covéa. Ce partenariat est aligné avec les engagements de MAAF, le Moulin du Roc valorisant l'égalité des chances et l'accès pour tous à la culture. Par ailleurs, MAAF a renouvelé, en 2023, son mécénat avec l'association JAZZ à Niort, dont l'objectif est l'organisation d'événements musicaux (festivals, concerts, masterclasses).

Pour promouvoir l'enseignement supérieur au niveau régional, MAAF a fait le choix de devenir mécène, en 2023, de la Communauté d'agglomération du Niortais en apportant son soutien à deux filières de formation : le master informatique « Parcours architecte logiciel » et le bachelor « Décideur cloud ».

3.1.6

Participer à l'évolution socio-économique des territoires

Nous sommes un acteur de la dynamisation des territoires par notre taille et grâce à notre implantation géographique. Nos nombreux sites de production et nos agences se répartissent sur l'ensemble du territoire national.

MAAF Assurances SA a un rôle important à jouer pour réduire les fractures géographiques et pour stimuler l'activité économique, en partenariat avec des entreprises ou des administrations locales (chambres de commerce, chambres des métiers...).

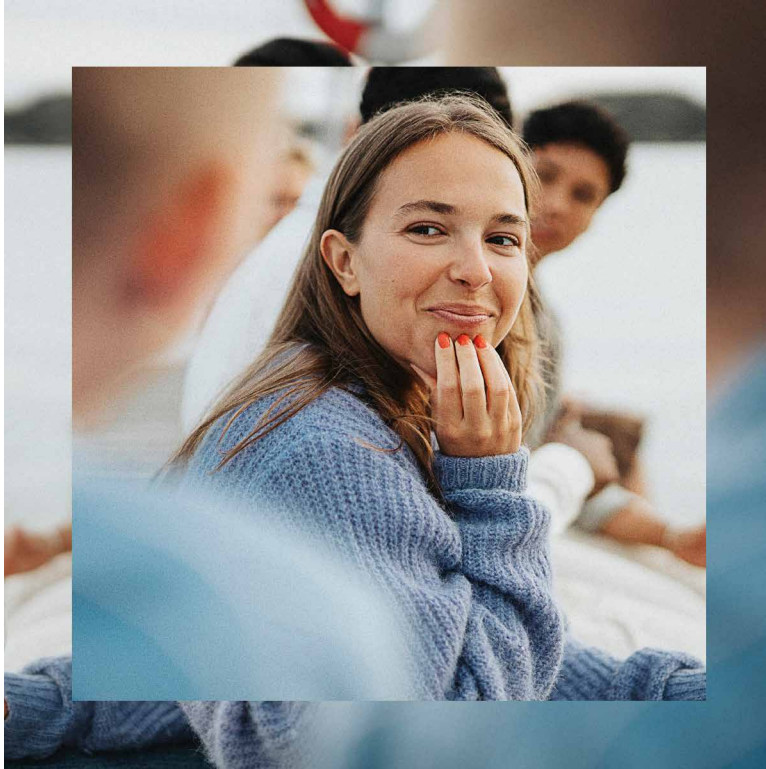
1. Politique

Nos marques ont un rôle important à jouer pour réduire les fractures géographiques. Actrices de service local, elles sont aussi un maillon du nécessaire lien social. Elles stimulent la vie économique sur leurs territoires, en partenariat avec les prestataires et les réparateurs impliqués dans la chaîne de l'assistance et de l'indemnisation des sinistres. Elles soutiennent les start-up et les entreprises innovantes, et impulsent des solutions nouvelles pour répondre aux enjeux émergents de l'assurance. Elles sont également partenaires d'institutions œuvrant pour le dynamisme économique local, comme les chambres de commerce, les chambres des métiers ou encore les administrations.



2. Actions de l'année et résultats

MAAF est ainsi membre de French Assurtech, un dispositif d'innovation dont l'ambition est d'impulser de nouvelles solutions pour l'assurance de demain. Les objectifs de French Assurtech sont, notamment, d'œuvrer à l'accélération des insurtechs, de favoriser le partage d'expérience et la coopération entre les acteurs mutualistes. French Assurtech contribue également au développement du numérique sur le territoire niortais.



3.2 Employeur responsable

3.2.1	Assurer la santé et la qualité de vie au travail des salariés	29
3.2.2	Contribuer au développement durable du capital humain et à la gestion des talents	31
3.2.3	Promouvoir la diversité et l'égalité des chances	32
3.2.4	Maintenir la qualité du dialogue social	35
3.2.5	Soutenir l'engagement sociétal de nos salariés	36

Covéa et ses filiales, dont MAAF Assurances SA fait partie, placent l'humain et le collectif au cœur de leur rôle d'employeur. Le Groupe donne la priorité à la santé, à la qualité de vie et aux conditions de travail de ses salariés. Et parce que ce sont eux qui créent, au quotidien, la valeur de notre marque et la différence de nos services, Covéa veille à leur proposer un projet professionnel stimulant, des formations adaptées et des opportunités de mobilité interne.

3.2.1

Assurer la santé et la qualité de vie au travail des salariés

68 %

TAUX DE PARTICIPATION
au baromètre d'écoute des collaborateurs, soit plus de deux collaborateurs sur trois (+ 1 pt vs 2022)

64 %

SCORE GLOBAL D'ENGAGEMENT DES COLLABORATEURS
(+ 1 pt vs 2022)

1. Politique

Le groupe Covéa dispose d'un accord relatif à la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) concernant tous les collaborateurs de l'unité économique et sociale (UES) Covéa en France.

Cet accord répond à plusieurs enjeux :

- capter régulièrement la voix des collaborateurs pour obtenir une image complète, représentative et pertinente de leurs attentes et points de vue sur l'entreprise;
- inscrire l'activité des collaborateurs dans une organisation du travail respectueuse de la santé, de la sécurité et de l'équilibre des temps de vie;
- évaluer et prévenir les risques professionnels auxquels les collaborateurs sont potentiellement exposés;
- contribuer à la réduction de l'empreinte carbone des déplacements.

En matière de **prévention**, le Groupe établit, chaque année, un programme annuel détaillant les mesures à mettre en œuvre pour limiter l'impact des risques professionnels sur la santé physique et/ou mentale des collaborateurs. Ce programme distingue trois niveaux de prévention afin de prévenir les risques le plus en amont possible et de limiter l'apparition d'effets sur la santé.

2. Actions de l'année et résultats

BAROMÈTRE INTERNE

Après le lancement de la première édition, en 2022, Covéa a renouvelé, en 2023, son baromètre d'écoute des collaborateurs du Groupe. L'objectif : mesurer leur engagement et leur ressenti sur 20 thématiques ainsi que les écarts et les améliorations perçues sur les douze mois écoulés.

Plus de deux collaborateurs sur trois se sont exprimés, avec un taux de participation en hausse à 68 % (+ 1 pt vs 2022). Cette participation homogène au sein des directions offre une image complète et représentative des points de vue, des opinions et de l'engagement au sein de Covéa.

Ce dispositif d'écoute a également permis de recueillir près de 15 500 verbatims sur des thématiques variées : le travail à distance, l'amélioration des outils informatiques du quotidien ou encore la perception des processus internes.

- Les résultats de ce deuxième baromètre interne soulignent les points de force du Groupe, dont la plupart se renforcent par rapport à 2022 :
- **le score global d'engagement, qui atteint 64 % (+ 1 pt vs 2022);**
 - la perception de Covéa comme **un employeur particulièrement attentif à ses collaborateurs et véhiculant des valeurs humaines fortes, de bienveillance, de respect et de cohésion;**
 - le package rémunération et avantages sociaux, dont l'attractivité s'est encore renforcée grâce aux mesures NAO (négociation annuelle obligatoire) 2023 (+ 4 pt vs 2022);
 - une perception très positive de l'image et de la réputation de l'entreprise (+ 3 pt vs 2022), mais aussi de la communication interne du Groupe (+ 1 pt vs 2022);
 - une politique de formation toujours très appréciée (+ 1 pt vs 2022);
 - l'enjeu de la diversité bien assimilé au sein de Covéa pour 7 collaborateurs sur 10;
 - l'équilibre vie privée-vie professionnelle.

Les collaborateurs soulignent **des améliorations constatées suite aux actions engagées par la Direction générale :**

- l'assouplissement et l'élargissement du télétravail pour les collaborateurs qui en bénéficient;
- la modernisation de notre environnement de travail;
- la mise en place de tests sur l'évolution de l'organisation du travail dans certaines directions en relation client;
- un engagement environnemental du Groupe plus affirmé et plus visible.

Parmi les axes d'amélioration relevés, certains, d'ordre « contextuel », font l'objet d'une perception plus nuancée qu'en 2022 : conditions matérielles (effets du programme de sobriété énergétique), outils et ressources; d'autres sujets de fond, cette fois-ci plus « culturels », font toujours l'objet de plans d'action, afin de développer synergie et coopération, et de renforcer l'autonomie.

Au sein de chaque direction, les plans d'action 2024 sont également nourris des enseignements du baromètre 2023.

TÉLÉTRAVAIL ET ÉQUILIBRE VIE PRIVÉE/VIE PROFESSIONNELLE

En France, plus de 75 % des 21000 collaborateurs sont éligibles au télétravail. En 2023, un nouvel avenant à l'accord collectif relatif au télétravail a été signé au niveau de l'UES Covéa. Cet avenant maintient une grande partie des dispositifs existants, notamment les enveloppes annuelles de jours télétravaillés pour les collaborateurs à temps plein, tout en réaffirmant les règles de présence régulière minimale sur site.

L'accord relatif au télétravail de Covéa s'accompagne d'un dispositif « droit à la déconnexion » permettant de sensibiliser nos collaborateurs aux bonnes pratiques numériques dans le cadre de leur mission et d'encadrer la planification des réunions de travail et l'usage des différents modes de communication.

Par ailleurs, Covéa continue de s'engager et de rendre visibles les actions mises en œuvre pour favoriser la parentalité, comme vecteur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Signataire de la Charte de la parentalité pour la septième année consécutive, le Groupe s'engage ainsi à offrir un environnement de travail favorable aux salariés-parents, leur permettant un meilleur équilibre entre vies professionnelle et familiale. Covéa met en place des actions concrètes spécifiques comme les places en crèche, les solutions de garde occasionnelle ou d'urgence, et met à disposition des conseils et services dédiés à la parentalité : conférences et ateliers, coaching ou formations sur des thèmes variés comme le sommeil, l'alimentation, l'apprentissage...

PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

En 2023, Covéa a maintenu une cellule de prévention des risques pour accompagner et écouter les collaborateurs et les managers.

Les risques prioritaires ont fait l'objet d'un plan d'action annuel sur trois champs :

- agir sur l'environnement de travail;
- sensibiliser, informer et outiller les collaborateurs;
- détecter et prendre en charge des situations de travail dégradées, qu'elles soient individuelles ou collectives, et mettre en place l'accompagnement nécessaire.

Covéa a poursuivi ses actions récurrentes de prévention et de santé : études sur l'absentéisme, accidents du travail et de trajet, coordination entre les métiers, évaluation des risques, études sur l'impact humain, réflexions sur le plan de formation au risque routier et sur l'amiante, mise à jour des procédures de prévention.

Le magazine *Forbes* a publié son classement mondial des employeurs pour l'année 2023. Le groupe Covéa et ses marques se positionnent à la **1^{re} place du secteur assurance** à l'échelle mondiale. Notre attractivité RH a, par ailleurs, été mise en avant par le magazine *Capital*, qui a classé Covéa à la 13^e place de son palmarès 2023 des 500 meilleurs employeurs en France, tous secteurs d'activité confondus, et à la 1^{re} place du secteur assurance et assistance.

86%
DE TÉLÉTRAVAILLEURS
sur les salariés éligibles
et hors contrats suspendus
(81% en 2022)

1,94
**TAUX DE FRÉQUENCE
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
AVEC ARRÊT**
en 2023
(1,49 en 2022 et 1,66 en 2021)
Nombre d'accidents du travail
avec arrêt/nombre d'heures théoriques
de présence x 1000000

3.2.2

Contribuer au développement durable du capital humain et à la gestion des talents

1. Politique

La qualité de service et l'image de Covéa et de ses marques auprès de ses assurés reposent essentiellement sur l'engagement et le professionnalisme des collaborateurs du Groupe.

La formation tout au long de la vie professionnelle et la gestion des carrières et des mobilités sont donc des leviers essentiels dans notre stratégie de compétitivité. C'est pourquoi Covéa s'est engagé, à travers son accord **GPEC 2021-2023** (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences), à concourir au maintien et au développement des compétences des salariés.

Le PPSS, plan prévisionnel stratégique et social, est une déclinaison de ces engagements en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Défini pour trois ans et élaboré par chaque direction, il permet d'anticiper l'évolution des compétences et l'émergence de nouveaux métiers, d'identifier les évolutions d'organisation à venir et d'éclairer les collaborateurs dans la construction de leur parcours professionnel.

2. Actions de l'année et résultats

Notre investissement sur les offres de formation en libre-service s'est poursuivi en 2023, avec désormais plus de 600 modules accessibles à tous. Le Groupe souhaite aussi promouvoir l'apprentissage entre pairs, en proposant des ressources et kits d'animation favorisant son déploiement.

Un large plan de communication interne rappelle aux collaborateurs et à leurs managers l'ensemble des dispositifs existants pour les accompagner dans le développement de leurs compétences,

la construction, et la mise en œuvre de leurs projets professionnels et de leurs souhaits de mobilité. Ce plan vise également à faciliter le partage de bonnes pratiques via des témoignages de collaborateurs et de managers. Une équipe RH est, par ailleurs, dédiée à l'accompagnement des managers et au développement des filières métiers stratégiques.

Afin de renforcer et de renouveler les compétences de l'entreprise et de soutenir l'accès à la formation pour tous, le Groupe accueille 600 nouveaux alternants à chaque rentrée. Au total, plus de 1000 alternants sont présents au sein du Groupe en 2023. Covéa a pour objectif de maintenir durablement le nombre d'alternants à 3% de l'effectif total du Groupe. Pour mieux soutenir ces jeunes, un dispositif complet a été mis en place avec, entre autres, l'animation d'une communauté dédiée qui les accompagne et les fédère.

Covéa a d'ailleurs obtenu, pour la troisième année consécutive, la certification *HappyIndex® Trainees Alternance*, en se classant 2^e dans la catégorie des entreprises ayant entre 500 et 999 stagiaires/alternants, à l'issue d'une enquête menée auprès de nos alternants et stagiaires. 92% des répondants recommandent le Groupe pour y effectuer une alternance.

95,3%

TAUX D'ACCÈS À LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE MAAF ASSURANCES SA

(95,2% en 2022)

Nombre de collaborateurs CDI présents au 31 décembre ayant réalisé au moins une session de formation professionnelle continue dans l'année écoulée / effectifs CDI présents au 31 décembre (hors contrats suspendus, hors Covéa D)

3.2.3

Promouvoir la diversité et l'égalité des chances

6,25 %

TAUX D'EMPLOI

des personnes en situation de handicap en 2022

Taux d'emploi 2023 de personnes en situation de handicap non disponible à la date de finalisation de la DPEF

53

COLLABORATEURS

EN SITUATION DE HANDICAP

recrutés en 2023 (60 en 2022)

345

COLLABORATEURS

ACCOMPAGNÉS

par la Mission Handicap et le pôle santé au travail en 2023 (316 en 2022)

1. Politique

L'identité mutualiste de Covéa en fait un acteur engagé sur l'égalité des chances. Le Groupe s'engage ainsi à promouvoir la diversité à travers une démarche inclusive, en accordant une place à tous les collaborateurs, quelles que soient leurs singularités, leurs différences et leurs opinions.

Cette ambition s'illustre à travers cinq axes majeurs :

- l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la mixité des métiers ;
- le recrutement et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ;
- la promotion de la diversité et de l'inclusion, concrétisée, depuis 2017, par l'adhésion à la Charte de la diversité ;
- la prévention et la lutte contre les discriminations et toutes formes de violences ;
- l'égalité des chances et l'égalité de traitement pour tous, dans l'accès à l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels et, au quotidien, dans l'environnement de travail.

Dans la continuité des actions déployées depuis de nombreuses années, les droits des femmes et l'inclusion des personnes en situation de handicap intègrent, en 2022, le plan stratégique « Covéa 2024 – Grandir ensemble ».

Faire progresser la cause des femmes dans le Groupe, leur assurer la protection dont elles ont besoin dans la société, est donc l'une de nos priorités, bien inscrite dans l'origine de notre métier, et un devoir envers la société. Avec plus de 60 % de femmes parmi ses 21000 collaborateurs en France, Covéa place le sujet de la parité au cœur de sa stratégie d'impact sociétal.

Outre les objectifs ambitieux négociés dans son dernier accord égalité professionnelle femmes-hommes, Covéa s'est fixé un nouvel objectif : atteindre d'ici à 2024 la parité dans ses recrutements de cadres supérieurs et de cadres de direction.

Le deuxième grand défi relevé par le Groupe dans le cadre de son plan stratégique est de faire de Covéa et de ses marques l'entreprise la plus « accueillante » pour les personnes en situation de handicap.

2. Actions de l'année et résultats

EMPLOI ET INSERTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

L'accord Handicap, signé pour une période de trois ans (2021-2023), a pour objectif l'intégration des personnes en situation de handicap, de manière inclusive et en contribuant à leur employabilité. Cet accord fixe une forte ambition : recruter 150 collaborateurs en situation de handicap à fin 2023. Un livret interactif a été mis à disposition des collaborateurs pour partager et expliquer ses principaux axes.

ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE

Conformément au volet égalité des chances de la stratégie d'impact sociétal Covéa et à l'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'accessibilité numérique, le Groupe, à travers son schéma pluriannuel, a mis en place, en 2022, une gouvernance dédiée, la Team Accessibilité. Cette instance regroupe 18 référents accessibilité numérique chargés de coordonner les actions de chaque marque et de chaque direction métier concernées.

10 audits ont été réalisés en 2023 (11 en 2022, 13 en 2021) sur les objets numériques internes et externes. En parallèle, des correctifs ont été mis en place à destination des sites maaf.fr, mma.fr, gmf.fr et covea-affinity.com, afin d'améliorer leur accessibilité.

Par ailleurs, pour rendre le canal téléphonique accessible à nos prospects et sociétaires sourds et malentendants, les marques MAAF, MMA et GMF sont désormais accessibles via l'application Rogerveoice.

En complément, 5 modules de formation spécifiques sur l'accessibilité numérique ont été intégrés au catalogue de formation Covéa, et un peu plus de 100 collaborateurs ont été formés en 2023 (développeurs, designers UX/UI, product owners, chargés de communication, etc.). Nous avons également lancé une expérimentation basée sur la création d'un panel de collaborateurs en situation de handicap, avec lesquels nous construisons et testons des outils et process, afin de permettre aux directions métiers d'améliorer l'accessibilité des objets numériques.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Groupe a poursuivi des actions de sensibilisation et de formation en interne :

- 28 % des collaborateurs ont terminé l'ensemble des 11 modules du e-learning « La diversité pour faire la différence » à fin 2023 (25,1% à fin 2022), depuis sa mise en ligne en 2019 ;
- 90 chargés de recrutement ont suivi le module de formation « Recruter sans discriminer » depuis le début de son déploiement en 2020 ;
- le déploiement du module de formation « Communiquer de manière inclusive », destiné aux professionnels de la communication, a également été reconduit.

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

En 2023, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre de l'accord triennal relatif à l'égalité professionnelle femmes-hommes, sur 6 domaines d'action : **la promotion professionnelle et le recrutement externe, la formation professionnelle, l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle, les violences sexistes et sexuelles, et enfin la rémunération effective.**

Principaux engagements de l'accord :

- un objectif de féminisation des cadres à 57 % ;
- l'augmentation de l'enveloppe destinée à la réduction des écarts de rémunération à 600 000 euros sur la durée de l'accord ;
- l'indemnisation du congé paternité et d'accueil de l'enfant au-delà du régime légal, portée au niveau du salaire net sur toute la durée du congé ;

Cov&elles est le réseau professionnel féminin de Covéa. Ses 57 ambassadrices mènent des actions pour la promotion des carrières féminines et la mixité des métiers, en complément de la DRH et du management. La Rencontre Cov&elles, l'événement annuel du réseau, a réuni près de 900 participants en octobre dernier. Elle avait pour thème « Pour l'égalité économique entre les femmes et les hommes ». L'occasion de rappeler nos engagements en la matière et de dresser un état des lieux chez Covéa. Le réseau Cov&elles permet à tous les collaborateurs de Covéa, femmes ou hommes, quel que soit leur métier, de participer et de soutenir les actions en faveur de l'égalité femmes-hommes chez Covéa.

- la poursuite du déploiement du module de formation « Parcours et projet au féminin », avec un nouveau module en 2022 pour les populations non cadres. L'objectif est d'accompagner les femmes dans leurs projets professionnels et de développer leur leadership. 88 collaboratrices ont été formées en 2023;
- la création du module de formation « Prévenir et agir contre les violences sexistes et sexuelles », à déployer sur cinq ans et destiné aux managers.

L'index de l'égalité professionnelle femmes-hommes de Covéa, publié de manière volontaire en 2024, a atteint 92 points sur 100 (données à fin 2023), un résultat en hausse par rapport à celui publié en 2023 (91 points, données à fin 2022). Le taux de féminisation global de Covéa est stable, à 65,4%.

Par ailleurs, la part des femmes au Conseil d'administration de MAAF Assurances SA est de 55,6%⁽¹⁾ à fin 2023 (55,6% à fin 2022).

Dans le cadre de la loi Rixain, MAAF publie, pour la troisième année consécutive, le résultat des écarts de représentation des femmes et des hommes parmi les cadres dirigeants et les membres des instances dirigeantes (résultats au 31 décembre 2023, voir tableau en bas de page).

(1) Hors administrateurs représentants des salariés conformément à la réglementation applicable aux Conseils d'administration de SA.

INDICATEUR CLÉ

TAUX DE FÉMINISATION PAR STATUT

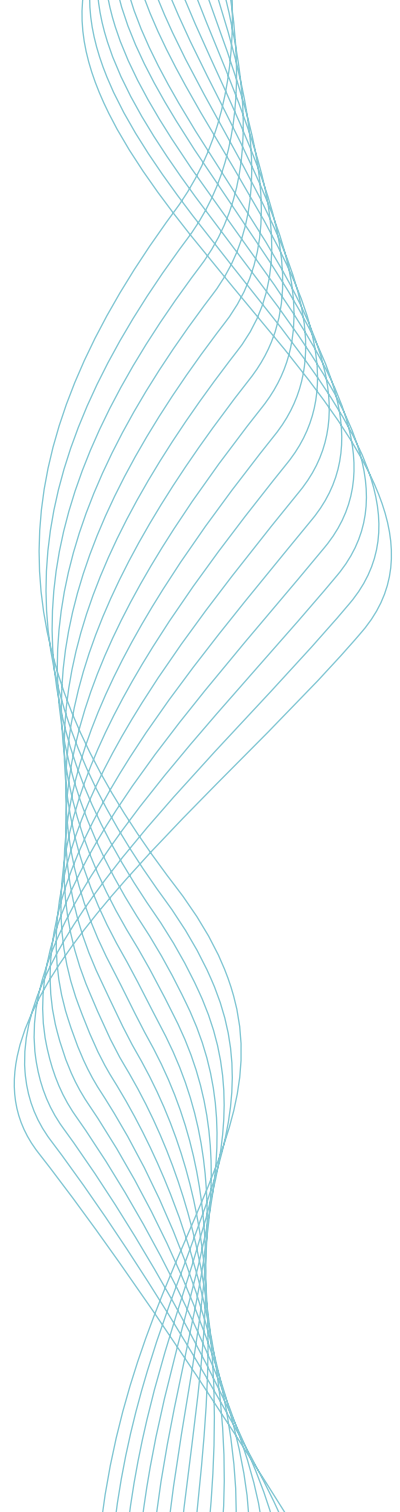
NON CADRE		CADRE		TAUX DE FÉMINISATION GLOBAL	
2023	2022	2023	2022	2023	2022
70,8%	71,9%	57,8%	56,5%	66,0%	66,2%

Indicateur clé de performance – Périmètre société juridique = nombre de femmes (en CDI hors suspendus + CDD) par statut / base sociale (CDI hors suspendus + CDD) par statut

ÉCART DE REPRÉSENTATION FEMMES-HOMMES (31 DÉCEMBRE 2023)

RÉPARTITION F/H MAAF	NB DE FEMMES*	NB D'HOMMES*
Écarts parmi les cadres dirigeants	4 (33,3%)	8 (66,7%)
Écarts dans les instances dirigeantes Codir	2,3 (36,8%)	4 (63,2%)

* Calcul en fonction du temps passé sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.



3.2.4

Maintenir la qualité du dialogue social

1. Politique

Covéa est attaché à un dialogue social de qualité. Les instances représentatives du personnel en place au sein de l'unité économique et sociale (UES) Covéa sont composées de :

- trois comités sociaux et économiques d'établissement (CSEE) : Niort, Levallois et Le Mans;
- un comité social et économique central (CSEC).

Ces instances s'appuient sur diverses commissions, dont la commission de santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT), au niveau de chaque établissement ainsi qu'au niveau central.

L'année 2023 a été marquée par le renouvellement desdites instances, afin de permettre l'élection des membres titulaires et suppléants des trois CSEE de Niort, de Levallois et du Mans. Les élections ont été organisées en mai 2023, sous forme de vote électronique. Covéa a mis en œuvre une organisation et des moyens adaptés, notamment en termes de communication auprès du personnel, afin de permettre aux opérations de vote de se dérouler dans les meilleures conditions possibles. Ces modalités ont abouti à un taux de participation global de 63,63%. À l'issue de ce vote, les différents CSEE ont pu désigner, fin mai 2023, leurs représentants au Comité social et économique central (CSEC).

Ce contexte électoral n'a pas empêché Covéa de continuer à mener une politique de négociation d'accords d'entreprise volontariste, même si les élections professionnelles de mi-année ont amené l'entreprise à concentrer les négociations de 2023 sur le dernier quadrimestre.

Ainsi, au cours de cette période ont été abordées des thématiques essentielles pour Covéa, comme celle de l'emploi des collaborateurs en situation de handicap, de l'égalité professionnelle femmes-hommes, ou encore de la gestion des parcours, des emplois et des compétences.

D'autres thématiques, qui marquent également la volonté de Covéa de poursuivre sa politique en termes de conditions d'emploi ou de rémunération, ont donné lieu à la signature d'avenants, comme celui relatif au télétravail ou encore celui portant sur le plan d'épargne Groupe (PEG) et le PERE collectif.

Enfin, le dialogue social s'est poursuivi à travers la tenue régulière des instances mises en place depuis 2019, qui ont perduré tout au long de l'année.

L'ensemble des réunions organisées avec les instances représentatives du personnel a représenté pour le pôle Affaires sociales de Covéa 51% de son activité totale annuelle (nombre de jours de réunions rapportés au nombre de jours ouvrés).

2. Actions de l'année et résultats

Dans le cadre de la négociation d'entreprise, les accords collectifs suivants ont été signés au sein de l'UES Covéa en 2023 :

- avenant n° 1 à l'accord collectif de groupe relatif au télétravail et au droit à la déconnexion au sein du groupe Covéa;
- avenant n° 1 à l'accord collectif relatif à la gestion des parcours, des emplois et des compétences au sein de l'UES Covéa (dit « Accord GPEC »);
- avenant n° 5 à l'accord collectif de groupe relatif au plan d'épargne groupe (PEG) Covéa;
- avenant n° 5 au chapitre 1 – PERE collectif – de l'accord collectif de groupe en faveur de la préparation et de l'amélioration de la retraite au sein du groupe Covéa;
- avenant n° 2 à l'accord collectif de groupe relatif au télétravail et au droit à la déconnexion au sein du groupe Covéa;
- accord collectif en faveur de l'emploi des collaborateurs en situation de handicap au sein de l'UES Covéa (dit « Accord Handicap Covéa »).

3.2.5 Soutenir l'engagement sociétal de nos salariés

1. Politique

Covéa soutient les collaborateurs qui ont à cœur de faire la différence par leurs efforts individuels.

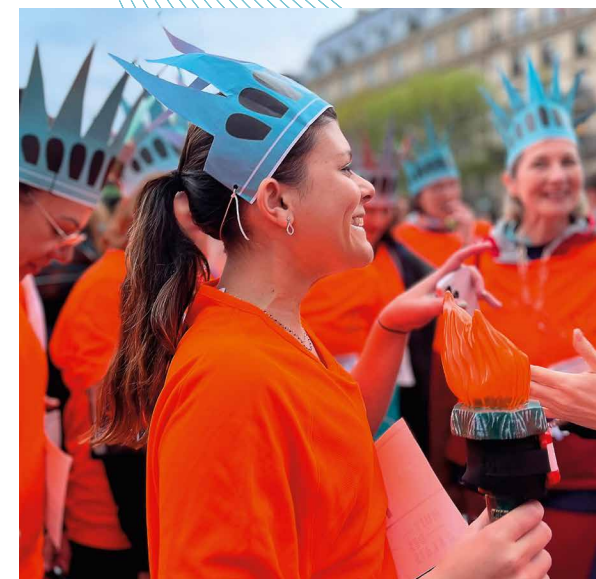
Le Groupe promeut régulièrement les actions solidaires et l'engagement bénévole, auprès d'associations locales, lors d'événements nationaux ou internationaux, ou dans le cadre d'opérations caritatives.

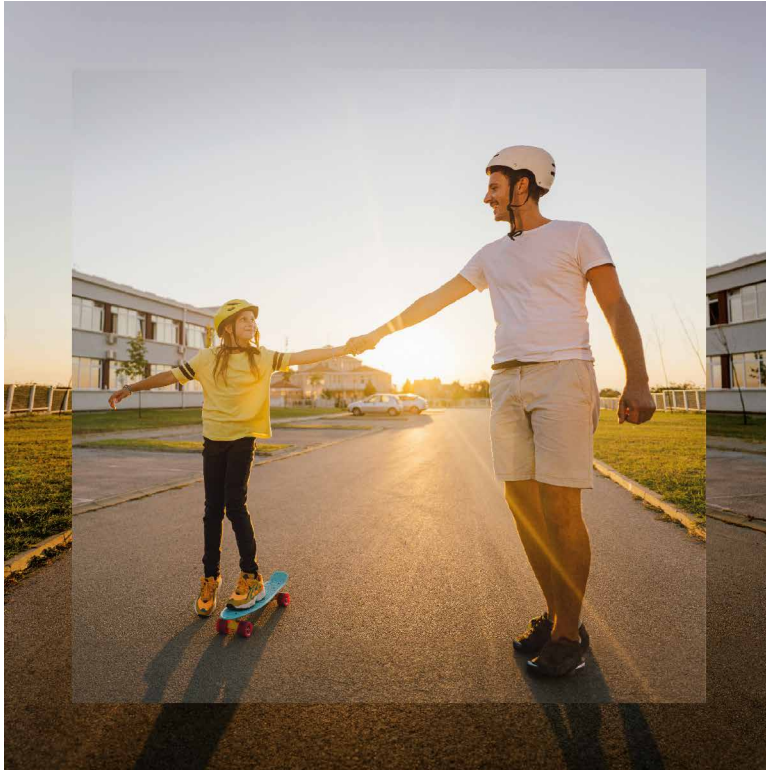
Les « Journées solidaires », le réseau des salariés engagés ou encore le congé de solidarité internationale pour catastrophe naturelle sont autant d'illustrations de ce soutien. Par ailleurs, Covéa facilite l'engagement des collaborateurs réservistes dans l'armée, sapeurs-pompiers volontaires ou encore bénévoles à la Croix-Rouge française ou à la Protection civile, à travers la signature de conventions ad hoc.

2. Actions de l'année et résultats

En 2023, le groupe Covéa a offert la possibilité aux collaborateurs qui le souhaitent de s'engager lors de la « Quinzaine Solidaire Covéa » en proposant leur aide, le temps d'une journée, à une association locale. **Quinze journées** ont ainsi été organisées fin 2023, en partenariat avec Unis-Cité Solidarité Entreprises, sur les sites de Niort, du Mans, de Chartres, de Paris et de Lyon. **193 collaborateurs Covéa** se sont positionnés sur les différentes actions au sein d'associations et de centres hospitaliers, sur des thématiques en lien avec notre politique RSE et, plus précisément, dans les champs d'action égalité des chances et environnement.

En mai 2023, la Fondation Covéa a lancé un appel à projets auprès des collaborateurs du Groupe, afin qu'ils puissent proposer des associations à financer sur chacun des trois axes d'action de la Fondation. Cet appel à projets était ouvert à tous les collaborateurs du Groupe, qu'ils exercent des responsabilités dans une association, qu'ils soient bénévoles ou tout simplement qu'ils connaissent une association leur tenant à cœur.





3.3 Assureur responsable

3.3.1	Adapter nos offres et nos services aux enjeux sociétaux et environnementaux	38
3.3.2	Promouvoir la réparation durable et limiter l'empreinte environnementale des sinistres	40
3.3.3	Partager notre science du risque, sensibiliser et engager à la prévention	42
3.3.4	Créer une expérience client qui accompagne autant qu'elle assure	45

3.3.1 Adapter nos offres et nos services aux enjeux sociétaux et environnementaux

1. Politique

Covéa se développe sur un modèle économique basé sur le long terme et accompagne durablement ses clients et ses sociétaires, grâce à des garanties adaptées à leurs besoins et aux évolutions sociétales majeures. À travers ses marques et ses filiales, le Groupe propose aux particuliers, professionnels, entreprises et associations tous types d'assurance (dommages aux biens, responsabilité civile, protection juridique, assurance de personnes, assistance). Ces offres évoluent constamment pour répondre aux changements environnementaux et sociétaux ainsi qu'aux nouveaux besoins des clients.

Le Groupe dispose notamment d'un système d'évaluation des offres d'assurance à impact sociétal et environnemental. Ces critères permettent à la fois de valoriser le caractère vertueux de nos offres et d'identifier des pistes d'amélioration.

2. Actions de l'année et résultats

MULTIRISQUE HABITATION

L'économie collaborative et ses plateformes numériques génèrent de nouveaux usages autour de l'habitat. Les marques de Covéa les accompagnent avec des offres de garanties et de services liées à l'échange ou à la location de logement, ainsi que des extensions de responsabilité civile lors de l'échange de biens et de services.

Le contrat habitation de chacune des marques propose également différentes garanties et dispositifs adaptés à la protection des installations d'énergies renouvelables (photovoltaïque, solaire, géothermique...). Si besoin, l'assurance de la revente d'électricité est proposée. Par ailleurs, MAAF informe ses assurés sur leur exposition au risque inondation lors de la souscription.

Afin de valoriser l'effort de performance énergétique de l'habitat, MAAF offre une remise sur l'assurance habitation des clients ayant obtenu un certificat d'économies d'énergie pour leurs travaux ou ayant réalisé un diagnostic de performance énergétique volontaire. Le programme Éco Habitat MAAF propose d'autres services pour soutenir un habitat plus écologique : une prime à la rénovation, l'accès à un annuaire d'artisans qualifiés « Efficacité énergétique Éco Artisan® », un crédit travaux compétitif, un service écodevis et un service d'informations juridiques.

AUTOMOBILE ET DEUX-ROUES

MAAF soutient la mobilité plus écologique de ses assurés et propose une offre auto « Bonus kilomètre » pour ceux qui parcourent moins de 8000 kilomètres par an, ainsi qu'une réduction pour les utilisateurs réguliers des transports en commun et pour les conducteurs de véhicules plus écologiques. Une solution d'assurance permet également la prise en charge des frais de réparation des véhicules suite à une panne, y compris pour ceux qui sont 100 % électriques.

Un contrat couvre la conduite des engins de déplacement personnel motorisés (ou EDPM) : trottinettes électriques, gyropodes, monoroues, etc.

FAMILLE ET LOISIRS

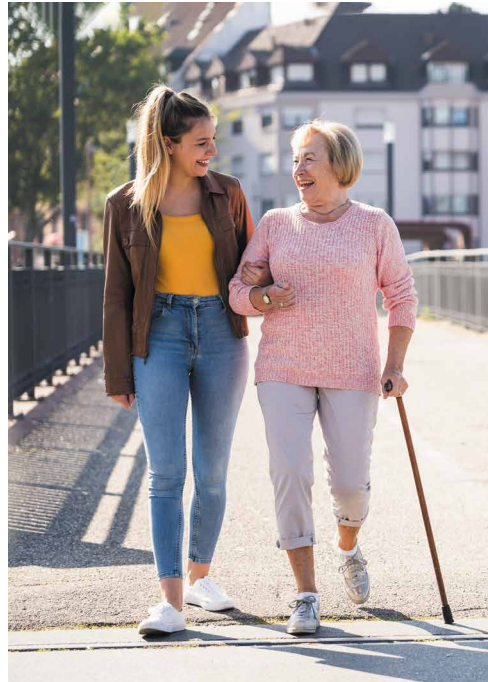
Le contrat Tranquillité Famille MAAF propose des services d'aide aux aidants (par exemple, l'obtention d'une aide d'urgence en cas d'indisponibilité de l'aidant). Il couvre la garde parentale partagée des enfants, quel que soit le domicile, la garde ponctuelle des petits-enfants par les grands-parents, et l'accompagnement psychologique des enfants scolarisés en cas de harcèlement à l'école ou sur les réseaux sociaux.

PROFESSIONNELS ET ENTREPRISES

MAAF Assurances propose, en partenariat avec la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb), des solutions d'assurance pour les professionnels installant des systèmes photovoltaïques. La volonté est d'accompagner efficacement les artisans lors de la pose de panneaux certifiés (liste verte C2P et limitativement certains procédés sous enquête de techniques nouvelles – ETN) et ainsi d'offrir une solution d'assurance décennale en toute sécurité pour cette activité liée à la transition écologique.

MAAF intègre les nouvelles pratiques collaboratives comme le portage salarial, ou l'usage de conteneurs pour des besoins de stockage ou de bureaux. L'offre Multirisque BTP s'engage pour une indemnisation du préjudice écologique issu d'une atteinte accidentelle à l'environnement. MAAF PRO couvre également les constructions avec mise en œuvre de matériaux biosourcés et les dispositifs d'assainissement autonomes filtrés par des plantes.

En partenariat avec la Capeb, MAAF PRO offre une réduction aux adhérents Capeb ayant suivi la formation RGE-Label Éco Artisan® (reconnu garant de l'environnement). Un fonds de solidarité Capeb-MAAF PRO indemnise certains sinistres non garantis lorsque le demandeur est en détresse économique et sociale. L'offre Multirisque BTP propose un accompagnement lors de la réalisation de construction avec des matériaux de réemploi.



ASSURANCES SANTÉ ET PRÉVOYANCE

Les offres collectives santé et prévoyance Covéa intègrent des services d'accompagnement, en particulier pour les aidants de parents proches (informations, solutions de répit, conseils médicaux, aide à la reconversion professionnelle...), ainsi qu'une aide à domicile renforcée en cas de maladie grave des assurés. Elles prévoient également la téléassistance pour les assurés de plus de 55 ans et un accompagnement psychologique spécifique suite à un traumatisme pouvant être lié à une maladie grave ou à un traitement médical lourd, par exemple.

En 2023, les conditions d'attribution de l'aide-ménagère ont été encore assouplies afin de permettre à davantage d'assurés d'en bénéficier. D'autres évolutions sont également à l'étude pour les mois à venir.

Pour accompagner encore mieux nos clients et nos collaborateurs sur le volet de la santé mentale, en forte dégradation suite à la crise sanitaire, un nouvel ensemble de services a été intégré dans les contrats santé : baptisée « Bien dans ma tête », cette offre permet de répondre à toutes les problématiques, des plus légères aux plus sévères.

En 2023, des améliorations de garanties ont, par ailleurs, été menées en santé individuelle, avec notamment la prise en charge du sport sur ordonnance sur les offres à la vente MAAF.

En prévoyance individuelle, des améliorations ont également été apportées sur nos offres à la vente pour MAAF, avec la prise en charge des arrêts de travail suite à des hospitalisations ambulatoires et hospitalisations de courte durée (inférieures à trois jours), afin de mieux prendre en compte le virage vers l'ambulatoire dans le cadre des hospitalisations.

3.3.2

Promouvoir la réparation durable et limiter l'empreinte environnementale des sinistres

17,6%
DES RÉPARATIONS
AUTOMOBILE ONT INTÉGRÉ
AU MOINS
UNE PIÈCE DE RÉEMPLOI
À FIN DÉCEMBRE 2023
(véhicules particuliers et utilitaires légers
de plus de 5 ans, réparables
et hors événements climatiques)

1. Politique

La réparation durable est un enjeu majeur pour Covéa. Nos pratiques d'indemnisation visent à réparer au maximum, lorsque cela est possible, plutôt que remplacer, et à sélectionner des partenaires spécialisés dans la réparation écologique. Quand la réparation n'est pas possible, nos efforts portent sur l'incitation au recours de pièces de réemploi, notamment en automobile, pour limiter l'utilisation de pièces neuves d'origine constructeur.

C'est une démarche vertueuse, initiée depuis plusieurs années par le Groupe, qui contribue à réduire les déchets, à économiser des matières premières et à réduire l'empreinte carbone des sinistres, tout en développant un emploi local très qualifié.



2. Actions de l'année et résultats

En 2023, les services d'indemnisation de Covéa ont poursuivi leurs actions en faveur de l'environnement :

- analyse des **performances et des certifications environnementales** des recycleurs, des épavistes et des dépanneurs;
- incitation à **l'utilisation de pièces de rechange issues de l'économie circulaire**;
- orientation des clients vers des **vitriers automobiles vertueux** qui proposent la réparation du pare-brise plutôt que son remplacement, qui pratiquent la compensation carbone ou qui allouent des fonds à des ressourceries de l'économie sociale et solidaire;
- reconduction des partenariats avec les principaux fabricants de peinture pour **l'utilisation de peintures sans solvant...**



Sur le marché français et plus globalement en Europe, le groupe Covéa dispose d'un atout et d'une expertise spécifique en matière de réparation durable, puisqu'il détient **un centre de formation et de recherche technique appliqué au domaine de l'assurance automobile**. Basé à Poitiers, **Cesvi France** (détenu à 90% par Covéa) est à la pointe de la recherche et développement dans le domaine de la réparation : mécanique, carrosserie, peinture, électronique embarquée, outils et équipements de travail... Il promeut également, auprès des garagistes et des experts, la réparation au lieu du remplacement et le réemploi de certaines pièces. Il dispense des formations aux réparateurs de véhicules électriques.

D'autres actions ont continué d'être déployées en 2023, permettant de supprimer les déplacements des clients, des réparateurs et des experts, et ainsi de limiter l'empreinte environnementale de nos services d'indemnisation.

- Lors d'épisodes de grêle, **les plateformes mobiles de débosselage** se positionnent au plus près des clients impactés pour réparer les véhicules endommagés.
- En cas de petit sinistre automobile, des déplacements sont quotidiennement évités avec **nos solutions d'expertise à distance**, soit côté assuré s'il prend lui-même les photos normées de son dommage et les transmet au réparateur agréé pour expertise, soit côté expert, si le réparateur prend des photos du véhicule et les transmet à l'expert.

En 2023, **Cesvi France** s'est vu décerner le Trophée d'or « Innovation technologique » des Trophées de l'Assurance pour la nouvelle offre du technocentre : **l'impression 3D de pièces détachées automobiles**.

Parfaitement adaptée à la fabrication de petits éléments – support, guide, pattes... – cette technologie permet de répondre au manque de certaines pièces. Introuvables auprès des constructeurs et des équipementiers, leur absence oblige la commande d'un équipement complet. Pour contrer cette difficulté, en partenariat avec la société GRYP3D, Cesvi France met à disposition un catalogue de pièces certifiées pour remplacer celles d'origine. À la clé, une réelle économie sur le montant global de la réparation, mais aussi un gain de matières premières et d'émissions liées à la fabrication et au transport des pièces complètes. Le catalogue de pièces disponibles à l'impression a vocation à s'étoffer dans les mois qui viennent. Cesvi a également obtenu, en 2023, la médaille d'Or EcoVadis, reconnaissance de sa performance environnementale et sociale.

3.3.3

Partager notre science du risque, sensibiliser et engager à la prévention

PLUS DE
2,4 MILLIONS
DE SMS

envoyés par MAAF à ses clients dans le cadre d'événements climatiques majeurs en 2023

1. Politique

Covéa et ses marques mettent à profit leur connaissance du risque pour aider leurs sociétaires et clients à prévenir les risques liés à leur santé, à leur mobilité, à leur vie domestique et professionnelle. Le Groupe partage ainsi sa science du risque pour enrichir les actions de prévention auprès des clients de MAAF Assurances SA.

Cet engagement s'exerce également à travers une politique de financement soutenue et renouvelée en faveur de la recherche, afin de prévenir de nouveaux risques de santé publique, technologiques ou climatiques.



2. Actions de l'année et résultats

PRÉVENTION DES RISQUES CLIMATIQUES

Covéa a publié plusieurs livres blancs portant sur les risques climatiques majeurs à venir sur le territoire métropolitain français.

Fruit de travaux de recherches de plusieurs années, le premier livre blanc est paru en 2022. Il avait pour but de quantifier, d'ici à 2050, l'évolution en fréquence et en intensité de quatre aléas climatiques à fort enjeu que sont la tempête, la sécheresse, l'inondation et la grêle. Cette étude, menée avec RiskWeatherTech selon une approche multimodèle innovante, a apporté une vision de la sinistralité propre à Covéa en conservant les spécificités géographiques des portefeuilles de ses marques. En 2023, Covéa a publié un deuxième livre consacré à la prévention des risques climatiques et aux solutions pour y faire face.

En outre, Covéa a développé plusieurs outils de prévention des risques.

- « **Alertes climatiques** » repose sur l'envoi aux assurés de messages de prévention (via SMS, e-mails, posts sur les réseaux sociaux). Des consignes de prévention simples et pouvant être facilement mises

en place sont diffusées aux assurés. En 2023, MAAF a envoyé 43 messages d'alerte intempéries sur X (anciennement Twitter) et/ou Facebook et a adressé plus de 2,4 millions de SMS à destination de ses clients, dans le cadre d'événements climatiques majeurs (1,1 million en 2022).

- « **Covisionmap** », outil de prévention et de diagnostic des risques professionnels, met à disposition un diagnostic complet des périls au niveau de chaque adresse. Les données sont en effet issues des modèles d'aléas développés par Covéa qui permettent de définir le niveau d'exposition à chaque aléa climatique.
- « **Coventéo** » modélise les risques climatiques – grêle, sécheresses, orages et tempêtes – pour mieux comprendre et mesurer leur impact sur les portefeuilles en assurance et assistance.
- **En partenariat avec SEDIPEC, Covéa accompagne ses assurés situés en zone inondable** afin de les équiper de matériaux anti-inondation et de rendre leur habitation résiliente face aux risques climatiques.

- **En partenariat avec le Cerema, Covéa développe des expérimentations visant à renforcer la recherche et le développement de solutions innovantes d'adaptation des habitations exposées à la sécheresse et au phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA).** Des campagnes de sensibilisation sont réalisées auprès des assurés de territoires fortement exposés, afin de les alerter sur le risque inondation de leur habitation, mais également de les aider à entreprendre une démarche de subvention du fonds Barnier pour prendre en charge le coût des protections.
- **Covéa accompagne une start-up, FlowStop, qui a développé des batardeaux gonflables.** Cette innovation permet d'apporter une solution moins chère et efficace aux assurés, et de lever leurs réticences à s'équiper contre les inondations.

PRÉVENTION ROUTIÈRE

- Covéa et ses marques ont porté :
- la croissance de l'application mobile CoachAAC, qui accompagne les enfants de sociétaires et de clients dans l'apprentissage anticipé de la conduite;
 - l'application DrivMeUp', qui vise à prévenir le risque routier de manière ludique par du coaching de conduite et des challenges motivants;
 - UNIR (Une nouvelle idée de la route), le think tank de l'Association Prévention routière (APR), qui porte une réflexion originale sur le futur de la mobilité, sous l'angle des sciences humaines et sociales.



MAAF a poursuivi en 2023 ses actions de sensibilisation aux dangers de la route :

- poursuite des opérations Vigicarotte, mises en place depuis 2001 pour la sécurité des jeunes en sortie de discothèque, présence sur 5 festivals, le Festival international des sports extrêmes (FISE), Garorock, l'Electrobeach Music Festival, Cabaret Vert et Rose Festival, qui ont permis la sensibilisation de plus de 21000 festivaliers;
- présence au NRJ Summer Tour, en août, sur 10 plages et des milliers de jeunes et familles touchés par le dispositif de sensibilisation de MAAF Prévention;
- tenue de 10 rencontres prévention ayant rassemblé plus de 4700 jeunes;
- 4 campagnes d'affichage AlcooTel (application gratuite MAAF permettant d'estimer son alcoolémie), au Stade de France, dans les stations de ski des Alpes, au niveau national durant la Coupe du monde de rugby et pendant les fêtes de fin d'année. Cette dernière campagne a été doublée d'un dispositif média sur les réseaux sociaux à l'attention des 18-30 ans (vidéos, interviews et microtrottoirs sur Facebook, Instagram, TikTok, X et YouTube);
- une campagne radio de prévention menée avec NRJ sur la cible des plus de 18 ans, durant les vacances scolaires de la Toussaint et de Noël, sur les thématiques distracteurs, somnolence et alcool;
- 105 220 téléchargements de l'application AlcooTel en 2023;
- la réactualisation de 4 dépliants prévention, sur l'alcool et la route, la vitesse, la ceinture de sécurité, la fatigue et la somnolence au volant.

PRÉVENTION SANTÉ

En 2023, Covéa a poursuivi, avec ses trois marques MAAF, MMA et GMF, ses actions de sensibilisation à des problématiques majeures de santé publique.

Les temps forts ont porté principalement sur l'accompagnement des assurés santé dans leur parcours de soins, les informations à connaître et les actions à mener pour préserver leur capital santé.

Tous les assurés santé du groupe Covéa profitent également des avantages apportés par Santéclair, plateforme d'orientation santé qui aide nos assurés à se repérer dans le système de santé.

À la croisée entre les professionnels de santé et les organismes complémentaires d'assurance maladie, Santéclair innove depuis 2003 pour créer un véritable écosystème de services qui favorise le juste accès aux soins pour tous ses bénéficiaires en les orientant aux différentes étapes de leurs parcours de santé :

- il les aide à sélectionner les bons professionnels et établissements de santé;
- il leur donne accès à des soins et à des équipements de qualité, à des tarifs négociés;
- il les conseille et les aide à faire des choix éclairés.

En 2023, Santéclair a mis à disposition des assurés santé des trois marques un nouvel accompagnement destiné à mieux faire connaître l'étendue des services et à leur permettre d'y faire appel au moment opportun.

Par ailleurs, l'outil d'évaluation des symptômes et d'orientation a été labellisé dispositif médical IIa, véritable gage de performance et de fiabilité pour les assurés.

Concernant l'optique, les assurés ont la possibilité de choisir parmi une large gamme de montures écoresponsables origine France Garantie et bénéficient de garanties de qualité sur les verres proposés.



97,3 %
TAUX DE
RECOMMANDATION
DES UTILISATEURS MAAF
DE SERVICES SANTÉCLAIR
 pour l'année 2023
 (96,7% en 2022)

61 %
DES CLIENTS SANTÉ MAAF
 ayant acheté des lunettes
 ont eu recours aux services
 « Optique Santéclair » (54% en 2022)

Le prix Goût et Santé

Valoriser le savoir-faire artisanal tout en favorisant la prévention santé par l'alimentation, c'est l'objectif du prix Goût et Santé, organisé par MAAF depuis 2003. Pour la 21^e édition, le jury, présidé par Thierry Marx, a récompensé 6 lauréats lors de la finale. Ils ont été retenus pour les qualités nutritionnelles et créatives de leurs plats. Depuis sa création, le prix Goût et Santé a déjà récompensé 66 artisans.

3.3.4

Créer une expérience client qui accompagne autant qu'elle assure

INDICATEUR CLÉ

9,0/10

**NOTE DE SATISFACTION
À CHAUD DE MAAF**

en 2023
(8,9/10 en 2022 et 2021)

Indicateur clé de performance – Péri-mètre marque
= la note de la marque correspond
à la moyenne des notes collectées tout au long
de l'année calendaire, en réponse à la question :
« Comment évaluez-vous votre niveau
de satisfaction global de ce contact ? »

80 %
DES CLIENTS SE DÉCLARENT
« TRÈS SATISFAITS »
en 2023 (notes de 9/10 ou de 10/10)
(79 % en 2022)

1. Politique

Les valeurs d'engagement, de proximité, de solidarité et d'innovation guident Covéa et MAAF Assurances SA dans l'exercice de leur métier d'assureur. Tout au long de la relation avec ses sociétaires et clients, MAAF Assurances SA se donne pour mission de les accompagner dans les moments de vie sensibles, de leur apporter un conseil et des produits adaptés, en conjuguant le meilleur du digital et de l'humain. Face à un niveau d'exigence de plus en plus fort en matière de disponibilité, de réactivité et de personnalisation, le Groupe a accéléré sa digitalisation et l'utilisation de l'intelligence artificielle pour assurer une disponibilité permanente et apporter une réponse adéquate aux nouveaux besoins des clients et sociétaires.

2. Actions de l'année et résultats

SUIVI DE LA SATISFACTION CLIENTS À CHAUD

Le baromètre à chaud est un questionnaire envoyé à J + 1 d'un contact avec la marque afin d'interroger les clients sur leur niveau de satisfaction global suite à cet échange.

BAROMÈTRE 2022 DES MARQUES ENGAGÉES RÉALISÉ PAR L'IFOP

Réalisé annuellement par l'Ifop, le baromètre des marques engagées permet d'évaluer le score d'engagement et les attentes des consommateurs envers les marques du Groupe, en comparaison avec les autres acteurs du secteur. Le niveau d'engagement d'une marque est évalué à travers sa responsabilité vis-à-vis de la société, les valeurs qu'elle porte et son engagement pour l'intérêt général.

Dans le secteur des banques et assurances, les marques du groupe Covéa se positionnent comme étant plutôt engagées. MAAF se situe à la 5^e place du classement, avec 56 % de réponses « engagée » à « très engagée ».

Plus globalement, les banques et assurances mutualistes sont jugées comme les plus engagées, mais aussi celles envers lesquelles les attentes sont les plus fortes.

ACCOMPAGNEMENT AU QUOTIDIEN PAR LA PLATEFORME DE SERVICES

Covéa et MAAF s'engagent à devenir partenaire du quotidien des clients grâce à une offre de services disponible via l'espace client, structurée autour de sept grands univers de besoins : la mobilité, le logement, les dépenses du quotidien, les voyages et loisirs, le libre-service juridique, la retraite et la succession, le bien-être et la santé.

Cette plateforme de services propose notamment des offres contribuant à l'accompagnement des personnes fragiles, à la réduction de l'impact environnemental et à la prévention des risques.

Elle s'est enrichie en 2023 de nombreuses offres pour la mobilité, le logement, le bien-être et la santé, avec de fortes réductions négociées auprès de partenaires pour :

- la **rénovation énergétique des logements**, avec le remplacement de menuiseries (portes, fenêtres) et les travaux d'isolation ;
- le remplacement ou l'installation d'un **système de chauffage à haute performance énergétique** (pompe à chaleur air/air, air/eau ou chaudière au gaz) ;
- l'**entretien des chaudières au gaz et des pompes à chaleur** ;
- l'installation de **panneaux solaires** pour l'autoproduction d'électricité ;

- l'installation au domicile d'une **borne de recharge pour voiture électrique**;
- l'achat de **trottinettes, de scooters et de vélos électriques** pour favoriser les mobilités douces;
- l'achat d'équipements de sécurité, de matériel médical et paramédical pour favoriser le **maintien à domicile des personnes âgées**.

UNE POLITIQUE VOLONTARISTE D'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE SINISTRES CORPORELS

Au sein de la Direction Indemnisation corporels, des équipes pluridisciplinaires interviennent pour proposer aux victimes de sinistres corporels un accompagnement, en complément de l'indemnisation pécuniaire.

Les gestionnaires et les inspecteurs corporels, accompagnés d'experts internes ou externes de type ergothérapeutes, architectes, assistantes sociales, peuvent ainsi délivrer des conseils et proposer des solutions en termes de réinsertion sociale, d'adaptation de l'habitat ou encore de mobilité. En outre, la mise en place d'un outil dédié, Cove'AVictimes, facilite le partage d'informations et favorise les démarches d'accompagnement des victimes.

Le dispositif « Connaissance Occupation Terrain » a pour vocation de décliner la politique d'accompagnement de Covéa, aux niveaux national et local, et de favoriser la politique indemnitaire transactionnelle. Concrètement, le maillage national de 49 inspecteurs corporels (dont 17 spécialisés dans la prise en charge des corporels importants) permet une proximité immédiate avec les personnes blessées et leur entourage (famille, avocat...).



1 276 000

CLIENTS MAAF

ont consulté la plateforme de services en 2023

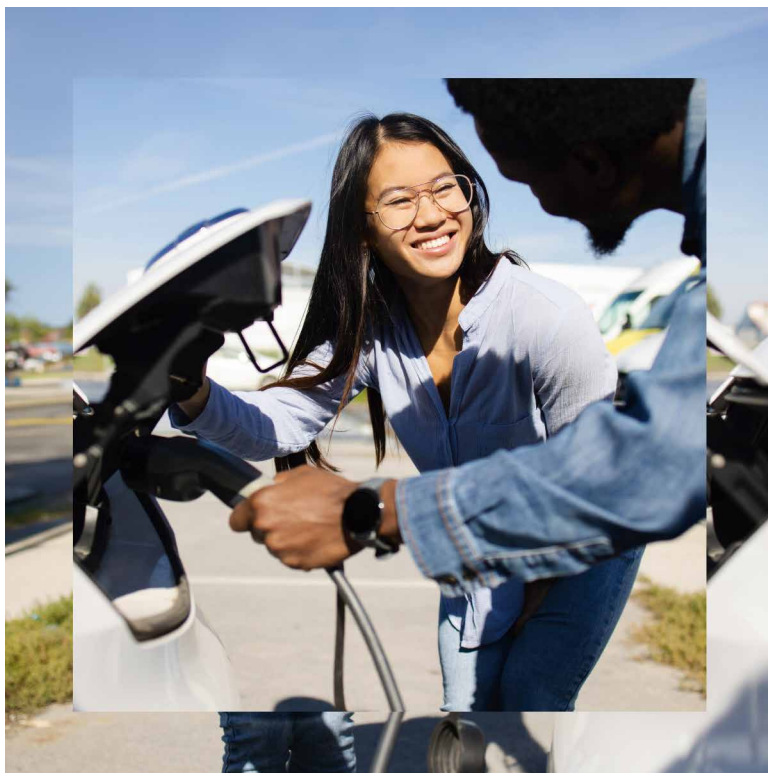
Cette proximité se traduit par la délivrance de conseils adéquats, la proposition de solutions d'accompagnement et une indemnisation juste et personnalisée. Elle permet également un rapprochement et des échanges avec de nombreux acteurs locaux susceptibles d'intervenir dans la prise en charge du handicap, tels que des centres de rééducation, des associations et des fournisseurs de matériel divers, entre autres.

Par ailleurs, Covéa s'engage dans la réinsertion professionnelle des personnes gravement accidentées. Pour cela, le Groupe est partenaire des associations gestionnaires affiliées au réseau Cheops, réseau représentant des Cap Emploi spécialisés dans l'emploi des travailleurs handicapés. L'objectif est de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des victimes accidentées et des tiers à indemniser, tout en complétant le dispositif en place avec les assistantes sociales de la Direction Indemnisation corporels.

Enfin, dans le cadre du partenariat avec la Fédération française handisport, la Direction Indemnisation corporels propose aux victimes de sinistres corporels une mise en relation avec des correspondants locaux de la FFH. Il s'agit de favoriser leur réinsertion sociale par la pratique d'une activité de loisirs ou sportive.

DISPOSITIF EN CAS D'ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES

En cas d'événements climatiques exceptionnels, MAAF est en mesure de positionner des unités mobiles sur le lieu sinistré avec l'aide d'un référent local. Les équipes mobiles accueillent physiquement les clients, en remplacement des agences impactées et/ou en renfort des agences locales et des entités de gestion. Sur place, elles accueillent les déclarations de sinistre, conseillent et orientent les assurés. Enfin, de concert avec le référent local, elles sont également à même de faire remonter toute information utile à affiner l'étendue des dégâts sur la zone, afin d'adapter les mesures à prendre.



3.4 Investisseur responsable

- 3.4.1 Intégrer les critères ESG à la stratégie d'investissement
- 3.4.2 Investir dans des placements immobiliers responsables

48
50

Le groupe Covéa, en tant qu'assureur mutualiste au service de ses clients et sociétaires, pose naturellement le regard sur un horizon de temps long. Les investissements s'opèrent dans cette vision de long terme, période dans laquelle nos risques s'inscrivent. La stratégie d'investissement sert nos engagements d'assureur et traduit notre action responsable en intégrant de manière holistique des critères financiers et extra-financiers de type ESG (environnement, social et gouvernance).

Notre approche privilégie la gestion déléguée auprès de nos structures intragroupe dédiées : Covéa Finance pour la gestion des actifs financiers et Covéa Immobilier pour celle des actifs immobiliers. Ces deux structures sont des acteurs clés au service de l'assureur responsable qu'est Covéa. Leurs politiques ESG sont encadrées par la politique d'investissement du Groupe et par le rapport ESG qui décrit leurs réalisations concrètes, dans une démarche d'amélioration continue. Au titre de l'exercice 2023 et conformément à la réglementation, MAAF Assurances SA publie des données d'éligibilité et d'alignement à la taxonomie applicables au périmètre de ses investissements.

3.4.1 Intégrer les critères ESG à la stratégie d'investissement

1. Politique

Quatre piliers structurent l'intégration de nos critères ESG dans les processus d'investissement de Covéa Finance : la politique d'exclusion, la politique d'engagement actionnarial, les fonds thématiques et l'intensité carbone des portefeuilles.

La politique d'exclusion encadre l'exclusion de tout investissement direct en actions ou en obligations dans certaines activités impliquées dans les armes controversées, productrices de tabac, significativement actives dans le secteur des jeux d'argent et de paris, ou en lien avec le charbon thermique (selon des seuils et un calendrier de désengagement progressif d'ici à 2030 pour l'OCDE et d'ici à 2040 hors OCDE). Cette politique d'exclusion a été élargie, en 2022, aux activités en lien avec le pétrole et le gaz non conventionnels, selon un calendrier de désengagement progressif d'ici à 2030. Il s'agit des activités de production (selon certains seuils) liées au pétrole et au gaz de schiste, au pétrole et au gaz issus de sables bitumineux ainsi qu'au méthane houiller et au pétrole extra-lourd. Le périmètre de cette politique a été maintenu à l'identique en 2023.

La politique d'engagement actionnarial encadre l'analyse ESG d'émetteurs privés et souverains (actions et dettes), le vote aux assemblées générales et le dialogue actionnarial. Ce dernier permet à Covéa Finance de confronter les émetteurs à leurs enjeux matériels et de les inciter à améliorer leur performance et leur transparence sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Les gammes de fonds à thématique environnementale et de fonds labellisés Investissement Socialement Responsable (ISR) font l'objet de notations extra-financières spécifiques.

Enfin, Covéa Finance calcule l'intensité carbone de la majeure partie de ses portefeuilles. Cet indicateur de référence répond aux objectifs de transparence (article 29 de la loi Énergie-Climat et son décret d'application), de gestion du risque climatique (risques physiques et risques de transition) et de contribution aux objectifs de limitation du réchauffement climatique. Il est également utilisé dans l'analyse ESG des émetteurs et constitue un critère de sélection pour certains fonds à thématique environnementale.

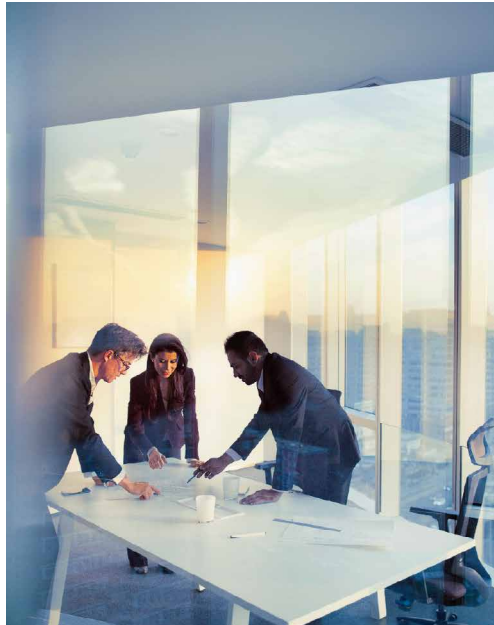
2. Actions de l'année et résultats

Covéa Finance a poursuivi les réflexions entamées en 2022 sur son nouveau modèle interne de notation ESG, un modèle propriétaire alimenté par des données provenant de fournisseurs.

Ce projet d'envergure concrétise sa volonté de récupérer la pleine maîtrise de la notation extra-financière des émetteurs privés et de limiter le recours aux estimations et aux notations des fournisseurs de données ESG externes.

La pertinence de la stratégie de Covéa Finance, qui repose sur l'intégration des critères ESG dans les processus d'investissement, a été confirmée par le maintien de sa gamme de fonds labellisés à un nombre constant. Cette gamme comprend les six fonds labellisés ISR, le fonds labellisé Greenfin et le fonds labellisé Finansol.

En fin d'année 2023, l'un de nos fonds labellisés Relance, Covéa Renouveau France, a été absorbé par notre fonds Covéa Actions France. Le secrétariat du label Relance a confirmé la conformité des documents dans le cadre du transfert du label Relance de Covéa Renouveau France à Covéa Actions France. Enfin, deux de nos fonds, Covéa Euro Souverain et Covéa Rendement Réel, jusqu'ici catégorisés article 6 SFDR, sont passés article 8 SFDR et sont désormais en catégorie 2 au regard de la doctrine AMF 2020-03.



98,5%
DES ENCOURS GÉRÉS
ont fait l'objet d'une analyse
avec des critères ESG
à fin 2023

L'engagement actionnarial s'inscrit dans le cadre structuré du dialogue. Covéa Finance a ainsi continué à participer activement à la Coalition pour une Transition Juste et à la campagne CDP (*Carbon Disclosure Campaign*).

Covéa Finance a également poursuivi son dialogue actionnarial avec les entreprises en portefeuille, lors du processus interne d'analyse, par le biais d'une campagne d'un Questionnaire standard, dans le cadre de la politique d'exclusion ou encore à la suite de l'identification de controverses de niveau critique.

En 2023, Covéa Finance a souhaité poursuivre cette démarche d'engagement en instaurant un « engagement investisseur thématique », qui vient s'ajouter aux différents formats de dialogue actionnarial existant.

Chaque année, un sujet spécifique à chacun des piliers E, S et G sera abordé, de façon à respecter notre définition de la durabilité qui implique l'équilibre entre ces trois piliers. Ce dialogue thématique a vocation à se focaliser sur les émetteurs sur lesquels Covéa Finance investit à long terme.

Pour plus d'informations sur notre démarche et nos politiques ESG en matière d'investissements, se référer au rapport ESG Covéa disponible sur le site Internet du Groupe.

3.4.2

Investir dans des placements immobiliers responsables

INDICATEUR CLÉ CONSOMMATION D'ÉNERGIE

4,91 kgeqCO₂/m²

D'ÉMISSIONS DE GAZ
À EFFET DE SERRE

liées à l'énergie/m² sur le périmètre MAAF Assurances SA
(7,79 kgeqCO₂/m² en 2022 soit une baisse de 37,0%)

La tonne équivalent CO₂ est calculée en multipliant les kWh d'énergie consommés par le facteur d'émissions de chaque type d'énergie. Les facteurs d'émissions de gaz à effet de serre sont issus de la base carbone suivant la dernière version en vigueur. Les énergies utilisées sont l'électricité, le gaz, le réseau de chaleur de Paris (CPCU) et le réseau de froid de Paris (Climespace). La donnée énergie correspond aux factures régularisées par Covéa Immobilier. Les immeubles monolocataires ne sont pas pris en compte dans les calculs car les consommations d'énergie sont supportées par le locataire uniquement et donc inconnues de Covéa. Les surfaces prises en compte dans le calcul sont les mètres carrés de bureaux, de commerces, d'hôtels et d'immeubles résidentiels (hors surfaces autres, immeubles monolocataires, immeubles sans consommation d'énergie et parkings). Périmètre temporel : du 1^{er} décembre N-1 au 30 novembre N. Toutefois, la temporalité des factures peut varier en fonction de la disponibilité des informations des fournisseurs d'énergie. Le périmètre de consolidation de la donnée est la société juridique.

1. Politique

Dans le cadre de sa politique de placements immobiliers responsables, Covéa Immobilier anticipe les évolutions, agit pour réduire ses émissions de carbone, gère et suit l'efficacité énergétique des bâtiments, valorise l'attractivité du patrimoine et implique les occupants pour un usage écologique des bâtiments.

Cet engagement s'illustre à travers la signature, entre autres, de la **Charte d'efficacité énergétique des bâtiments**, la **Charte de l'économie circulaire** dans le secteur de l'immobilier et de la construction (Charte de Circolab), la **Charte de gestion de l'eau de la ville de Paris** et la **Charte d'engagement volontaire pour la sobriété des bâtiments tertiaires publics et privés** en octobre 2023. Cette dernière consiste à mettre en place des actions communes pour réduire la consommation d'énergie des bâtiments en question, que ce soit en tant qu'investisseur immobilier ou en tant qu'exploitant de ces locaux.

Les collaborateurs de Covéa Immobilier sont sensibilisés aux enjeux de la transition climatique via la participation à des ateliers « Fresque du climat ». Environ 200 collaborateurs ont déjà participé à ces ateliers à fin 2023.

2. Actions de l'année et résultats

Pour le compte de Covéa et de ses filiales, Covéa Immobilier a poursuivi l'animation de sa politique de développement durable.

Le pilotage de ses consommations a été optimisé par :

- la mise en place du projet Éco Énergie Tertiaire. 77% des surfaces tertiaires en activité bénéficient d'un mandat autorisant l'accès aux données de consommation privatives des locataires. Cela permet à Covéa Immobilier de mesurer la performance

énergétique de son parc immobilier tertiaire et d'accompagner ses locataires dans leurs obligations réglementaires vis-à-vis du décret tertiaire.

83 nouvelles actions d'économie d'énergie ont ainsi été identifiées ;

- un management de l'énergie, notamment du chauffage pour les immeubles résidentiels, accompagné d'un plan d'action.

Des actions de sensibilisation des occupants ont été mises en œuvre :

- animation, une fois par an, des annexes environnementales auprès de nos locataires tertiaires, pour les surfaces supérieures à 1000 m² ;
- distribution de guides locataires pour la plupart des nouveaux locataires ;
- organisation d'un comité vert avec tous les locataires ayant signé une annexe environnementale et concernés par le décret Éco Énergie Tertiaire.

Par ailleurs, **Covéa Immobilier traite les immeubles résidentiels les moins performants sur le plan énergétique.**

- En cas de libération, les appartements dont la classification DPE est E, F ou G sont systématiquement réévalués.
- En milieu occupé, un recensement des DPE existants en lettre F et G est effectué. Des travaux sont ensuite réalisés en vue d'améliorer la notation à l'horizon 2025.

Covéa Immobilier a participé au championnat de France des économies d'énergie en inscrivant trois bâtiments parisiens. Les résultats parus en septembre 2023 sont positifs : 4, avenue Émile-Zola (-11,7%), 35, rue d'Assas (-11,6%) et 10, rue de Prony (-5,2%).

Covéa Immobilier réalise tous les ans un bilan de gaz à effet de serre des immeubles gérés pour le compte du Groupe.



**PLUS DE
170 000 M²
DU PATRIMOINE TERTIAIRE**
ont fait l'objet d'une
labellisation/certification
(construction/rénovation)
depuis 2012, et 90% des immeubles
tertiaires restructurés
ont fait l'objet d'une
labellisation/certification

Covéa Immobilier renforce également ses actions dans le développement de **l'économie circulaire**.

- Depuis son adhésion au Booster du Réemploi, en 2021, 5 nouveaux projets ont été intégrés chaque année à l'accélérateur, avec pour objectif d'utiliser un maximum de matériaux et matériels, et de faire émerger des filières. En 2024, Covéa Immobilier renouvelle son adhésion pour la 4^e année. Ses retours sur expérience lui permettront ainsi de diffuser les bonnes pratiques en interne, de mettre en œuvre des outils pour faciliter le passage à l'action et de poursuivre ses projets en cours.
- **En 2024, Covéa Immobilier va adhérer au Booster des Énergies Renouvelables et de Récupération**, qui repose sur le principe suivant : chaque membre doit présenter 5 projets Tertiaires/Résidentiels sur trois ans (construction, rénovation, exploitation). L'usage de ces énergies est ensuite étudié et mis en œuvre pour ces projets.
- Le réemploi de pièces détachées récupérées de nos chantiers de travaux et maintenance se généralise avec nos mainteneurs.
- L'étude du réemploi se poursuit avec les fabricants (Kone, Daikin, Schneider, Carrier...).
- Une phase test pour développer le potentiel des ressources présentes dans les bâtiments a été ouverte mi-2022, avec Upcyclea, sur le site de Nord Pont, à Paris. La trame sera déclinée sur d'autres sites par les mainteneurs et les équipes.
- Des travaux sont en cours dans l'immeuble Nord Pont, à Paris, avec le reconditionnement des 17 centrales de traitement d'air.
- Des mobiliers et des luminaires en provenance d'un autre immeuble de notre portefeuille ont été réemployés dans le restaurant de Nord Pont.
- Dans le cadre de l'aménagement de nos espaces verts, nous étudions la possibilité d'utiliser des mobiliers extérieurs de réemploi ou à base de matériaux recyclés.

Par ailleurs, Covéa Immobilier réalise systématiquement un audit développement durable avant chaque grand projet de restructuration.

La biodiversité et la gestion de l'eau sont également des sujets au cœur de nos préoccupations.

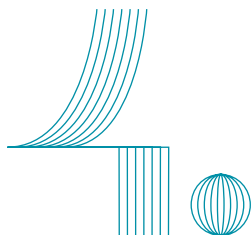
- Le groupe de travail Resp'Imm, formé de volontaires de Covéa Immobilier, a pour ambition de réintégrer la nature dans les modes de vie de ses locataires. Un plan d'action a ainsi été mis en place pour améliorer la biodiversité, développer et mettre en valeur nos espaces verts, tout en facilitant leur accès et leur usage par les occupants de nos immeubles. À Paris, la cour principale du 32 Amelot et celle du 93-95 Olivier-de-Serres ont été végétalisées en 2023.
- 4 grilles de notation Biodiversité ont été déployées auprès des équipes chargées d'auditer nos espaces verts existants. Ainsi, entre 2022 et 2023, **48 audits ont été réalisés**.
- Covéa Immobilier est l'un des fondateurs, aux côtés de l'Observatoire de l'immobilier durable et de Gecina, d'un programme d'accélération et de coordination autour de la biodiversité (*Biodiversity Impulsion Group*, BIG).
- Covéa a lancé une étude de labellisation EcoJardin des immeubles parisiens Gare de Reuilly, Olivier de Serres et Amelot.

Covéa Immobilier est également soucieux de la gestion des déchets.

Nos partenaires tiennent à jour un suivi des déchets en fonction du type, de la quantité et du taux de valorisation de ces derniers.

Enfin, en 2023, l'immeuble Breteuil à Paris (résidentiel) a obtenu la certification H&E.

Depuis 2012, ce sont plus de 170 000 m² du patrimoine tertiaire qui ont fait l'objet d'une labellisation-certification (construction, rénovation) et 90% des immeubles tertiaires restructurés qui ont fait l'objet d'une labellisation-certification.



Taxonomie européenne

Le Parlement européen a adopté, le 18 juin 2020, le règlement européen Taxonomie (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à identifier les activités économiques durables au sein de l'Union européenne et à orienter les financements vers cette relance verte. En mettant à disposition des parties prenantes un cadre uniforme, notamment avec les objectifs environnementaux fixés dans ce règlement, la Commission européenne structure le processus de transition vers une économie résiliente et plus respectueuse de l'environnement.

La classification « Taxonomie » s'articule autour de six objectifs environnementaux que doivent poursuivre les activités économiques pour être considérées durables :

1. l'atténuation du changement climatique;
2. l'adaptation au changement climatique;
3. la protection et l'utilisation durable des ressources aquatiques et marines;
4. la transition vers une économie circulaire;
5. la prévention et la réduction de la pollution;
6. la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

L'acte délégué sur l'article 8 du règlement Taxonomie (UE) 2021/2178 définit le contenu et les modalités de publication sur les investissements durables pour les entreprises assujetties.

L'acte délégué Climat (UE) 2021/2139 précise les critères techniques d'analyse pour l'examen des activités durables eu égard aux deux premiers objectifs environnementaux.

L'acte délégué (UE) 2023/2486 précise les critères techniques d'analyse pour l'examen des activités durables eu égard aux quatre autres objectifs environnementaux.

Une activité est qualifiée de durable sous réserve de remplir les critères suivants :

- être éligible, c'est-à-dire être explicitement mentionnée dans les actes délégués du règlement Taxonomie;
- contribuer substantiellement à un ou plusieurs des objectifs environnementaux précités en étant conforme aux critères d'examen technique établis par la Commission;
- ne causer aucun préjudice important à l'un des autres objectifs (*Do No Significant Harm*);
- être exercée dans le respect de garanties minimales.

L'activité économique de la souscription d'assurance ou de réassurance non-vie figure parmi les activités éligibles au titre de l'objectif environnemental d'adaptation au changement climatique.

Pour les entreprises d'assurance, cela se traduit par la publication d'indicateurs relatifs aux investissements ainsi qu'aux activités économiques d'assurance non-vie.

Les textes prévoient un déploiement progressif des publications.

Au titre des exercices 2021 et 2022, les publications portaient sur l'information en matière d'éligibilité au titre des deux premiers objectifs, soit :

- la part des investissements destinés au financement ou associés à des activités économiques éligibles à la taxonomie / total des investissements;
- la part des primes non-vie brutes éligibles à la taxonomie / total des primes non-vie.

Cette publication n'était applicable que sur les deux premiers objectifs.

À partir de cet exercice 2023, le calcul d'éligibilité s'applique à l'ensemble des six objectifs environnementaux, et les informations relatives

aux activités éligibles à la taxonomie sont complétées par des informations sur les activités alignées avec la taxonomie, soit :

- la part des investissements destinés au financement ou associés à des activités économiques alignées à la taxonomie / total des investissements;
- la part des primes non-vie brutes alignées à la taxonomie / total des primes non-vie.

Pour la part d'activités alignées, seuls les deux premiers objectifs sont applicables.

À partir de 2024, l'ensemble des six objectifs sera applicable au titre du calcul d'alignement.

4.1 Investissements

MAAF Assurances SA publie des informations relatives à la part de ses investissements éligibles à la taxonomie européenne pour le troisième exercice. Dans le cadre de ce rapport, MAAF Assurances SA publie également pour la première fois des informations relatives à la part de ses investissements alignés à la taxonomie. Pour le calcul de ces indicateurs, MAAF Assurances SA s'est appuyée sur les textes réglementaires en vigueur, les publications de questions-réponses par la Commission européenne, des réunions de place et des échanges avec des pairs du secteur afin de partager les hypothèses d'interprétation des textes.

Le règlement délégué (UE) 2021/2178 du 6 juillet 2021 requiert l'application d'une pondération selon deux méthodes :

- par le pourcentage de **chiffre d'affaires** (CA) des entreprises correspondant à leurs activités économiques éligibles/alignées à la taxonomie ;
- par le pourcentage des **dépenses d'investissement** (Capex) des entreprises correspondant à leurs activités économiques éligibles/alignées à la taxonomie.

L'éligibilité doit couvrir l'ensemble des six objectifs de la taxonomie tandis que l'indicateur clé de performance (ci-après « ICP ») d'alignement porte sur les deux premiers objectifs de la taxonomie : atténuation du changement climatique et adaptation au changement climatique.

Les principes méthodologiques retenus sont les suivants :

- le périmètre des investissements considérés comprend les placements issus des activités d'assurance à leur valeur de réalisation tels que reportés dans l'État récapitulatif des placements annexé aux comptes sociaux de MAAF Assurances SA, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les coupons courus attachés aux produits de taux, ainsi que les prêts au personnel reportés au bilan du 31 décembre 2023 de MAAF Assurances SA. Les actifs corporels et les créances d'exploitation sont exclus du périmètre des investissements considérés ;

- les placements issus des activités d'assurance incluent les produits de taux (intérêts courus compris), les actions, les participations, les investissements dans des organismes de placement collectif et fonds, l'immobilier direct et indirect, les forêts ;
- conformément à l'article 7.1 du règlement délégué (UE) 2021/2178, les investissements en expositions aux administrations centrales, banques centrales et émetteurs supranationaux n'entrent pas dans les actifs couverts par l'ICP. Ils participent au total des investissements considérés pour le calcul du ratio de couverture de l'ICP. Conformément aux précisions apportées par la Commission européenne en décembre 2023, les expositions aux gouvernements régionaux et agences gouvernementales sont également exclues des calculs de l'ICP dans la mesure où la finalité verte des instruments financiers concernés ne peut être confirmée.

Dans le cadre de ce premier exercice de calcul d'alignement et compte tenu du manque de données estimées disponibles et exploitables, MAAF Assurances SA a choisi d'utiliser uniquement des données reportées par les émetteurs et de ne pas calculer de ratio volontaire reposant sur des estimations. Cette position sera réexaminée l'an prochain.

4.1.1 – Évaluation des investissements éligibles à la taxonomie

En tant qu'assureur, MAAF Assurances SA publie sur la base des données au 31 décembre 2023 :

- la part des investissements destinés au financement ou associés à des activités économiques éligibles à la taxonomie. Ils incluent les actions et obligations des entreprises soumises à la publication d'informations extra-financières en application de la directive européenne NFRD (*Non Financial Reporting Directive*) détenues en direct ou via des fonds, pour la part éligible de leur activité. Sont également considérés entièrement éligibles à la taxonomie les immeubles de placement et d'exploitation détenus directement ou indirectement, les autres expositions aux activités immobilières et les forêts ;

- la part des investissements destinés au financement ou associés à des activités économiques non éligibles à la taxonomie. Ils incluent les actions et obligations des entreprises soumises à la publication de données extra-financières en application de la directive européenne NFRD détenues en direct ou via des fonds, pour la part non éligible de leur activité ;
- la part des instruments dérivés ;
- la part des investissements dans des entreprises non soumises à la publication d'informations extra-financières en application de la directive européenne NFRD ;
- la part des expositions relatives aux gouvernements centraux, banques centrales et émetteurs supranationaux. Par souci de cohérence avec les précisions apportées par les questions-réponses de la Commission européenne en décembre 2023, ces expositions incluent également les expositions aux gouvernements régionaux et agences gouvernementales.

En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du règlement délégué (UE) 2021/2178 du 6 juillet 2021, les indicateurs doivent être fondés sur les informations les plus récentes publiées par les contreparties.

Les critères techniques relatifs aux objectifs de protection et d'utilisation durable des ressources aquatiques et marines, de transition vers une économie circulaire, de prévention et de réduction de la pollution, et de protection et de restauration de la biodiversité et des écosystèmes ont été publiés en juillet 2023. Les sociétés non financières publieront l'éligibilité de leurs activités à ces objectifs courant 2024. En raison du décalage de publication, MAAF Assurances SA sera en mesure de reporter des données d'éligibilité de son portefeuille d'investissement au titre de ces quatre objectifs à partir de 2025.

En conséquence, le calcul d'éligibilité repose sur les données relatives aux deux premiers objectifs : adaptation au changement climatique et atténuation du changement climatique.

ÉLIGIBILITÉ – RÉSULTATS 2023

	CHIFFRE D'AFFAIRES (Ratio réglementaire)			CAPEX (Ratio réglementaire)		
	Montant (M€)	% total actifs placements	% total actifs placements hors expositions souveraines	Montant (M€)	% total actifs placements	% total actifs placements hors expositions souveraines
Part de l'exposition dans des activités éligibles à la taxonomie	1 210,3	11,3%	26,1%	1 312,5	12,3%	28,3%
Part de l'exposition dans des activités non éligibles à la taxonomie	2 601,5	24,3%	56,0%	2 499,4	23,3%	53,8%
Part relative aux produits dérivés	0,4	0,0%	0,0%	0,4	0,0%	0,0%
Part de l'exposition dans des entreprises non soumises à la NFRD	833,7	7,8%	17,9%	833,7	7,8%	17,9%
TOTAL ACTIFS PLACEMENTS hors expositions souveraines	4 646	43,4%	100,0%	4 646	43,4%	100,0%
Part de l'exposition dans des administrations centrales, locales (souverains), banques centrales ou des émetteurs supranationaux	6 060,2	56,6%		6 060,2	56,6%	
TOTAL ACTIFS PLACEMENTS	10 706	100,0%		10 706	100,0%	

Les expositions aux activités non éligibles à la taxonomie incluent :

- la part d'activité reportée comme non éligible par les émetteurs soumis à la NFRD ;
- la part d'exposition aux entreprises soumises pour lesquelles les données publiées d'éligibilité à la taxonomie n'étaient pas disponibles auprès du fournisseur de données ;
- les expositions à d'autres investissements non éligibles (instruments de trésorerie, fonds non transparisés...).

4.1.2 – Évaluation des investissements alignés à la taxonomie

En tant qu'assureur, MAAF Assurances SA publie également, pour la première fois, l'indicateur clé de performance (ICP) d'alignement de ses investissements à la taxonomie. Cet indicateur est présenté en montant monétaire (euros) et en proportion des actifs couverts (%).

Dans les tableaux suivants, le dénominateur et le numérateur font l'objet d'une ventilation détaillée afin d'en apprécier plus précisément les composantes. Certaines lignes de la ventilation entrent dans le calcul respectif du numérateur et du dénominateur de l'ICP.

D'autres lignes de la ventilation sont reportées à titre d'information complémentaire.

Les principes de calcul de l'ICP retenus sont reflétés dans le schéma page suivante afin de constituer une aide à la lecture du tableau de publication de l'ICP.

EN % ET EN VALEUR

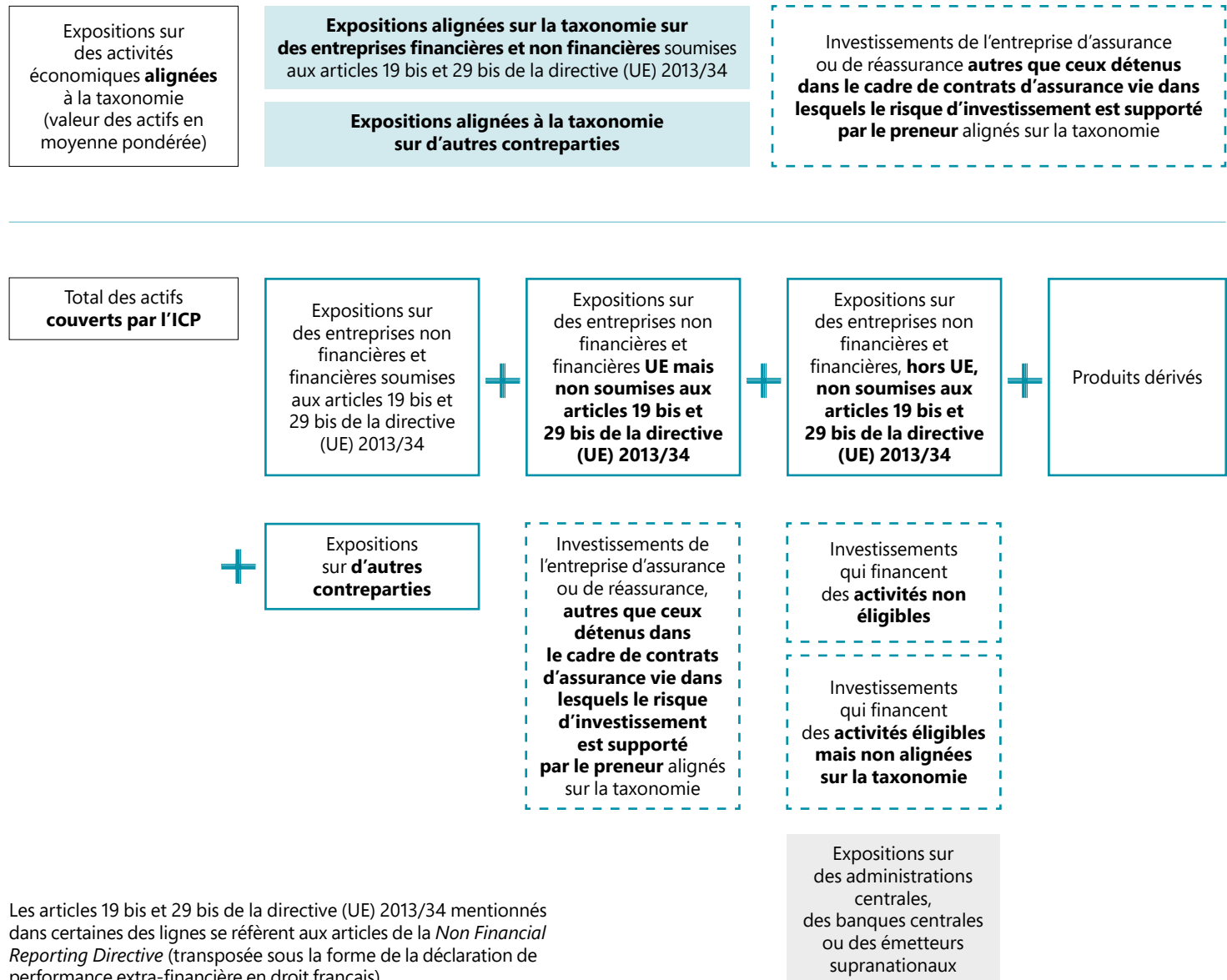
ICP Investissements

- 2 modalités de présentation :
- selon la part alignée de chiffre d'affaires;
 - selon la part alignée de Capex.

Informations complémentaires :

Ventilation par objectif environnemental – Activités alignées à la taxonomie (sous réserve d'une évaluation positive de l'absence de préjudice important (DNSH) et du respect des garanties minimales)

- Base 100 dénominateur
- Base 100 numérateur
- Informations complémentaires
- Exclus du calcul de l'ICP



Les articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34 mentionnés dans certaines des lignes se réfèrent aux articles de la *Non Financial Reporting Directive* (transposée sous la forme de la déclaration de performance extra-financière en droit français).

VENTILATION DU NUMÉRATEUR – MÉTHODOLOGIE

Entreprises soumises à la NFRD et alignées à la taxonomie

Cette ligne intègre l'exposition à ces entreprises pour leur part alignée. Les actifs identifiés ci-dessus correspondent aux investissements directs de MAAF Assurances SA et à ceux présents dans les mandats confiés à Covéa Finance. Ils incluent également les investissements dans les fonds internes gérés par Covéa Finance qui ont été transparisés au premier niveau.

Cas particulier des entreprises financières

Les entreprises financières publient, pour la première fois, leur alignement à la taxonomie, avec un décalage d'un an par rapport aux entreprises non financières. Ces informations seront disponibles courant 2024. En raison du décalage de publication, MAAF Assurances SA sera en mesure de publier des données d'alignement de son portefeuille d'investissement dans des entreprises financières soumises à NFRD à partir de 2025. En conséquence, les données d'alignement reportées ici reposent uniquement sur les données reportées par les entreprises non financières soumises à NFRD.

Autres contreparties et actifs alignés à la taxonomie

Les investissements suivants sont intégrés à hauteur de leur part alignée sur la base des données communiquées par les contreparties :

- l'immobilier direct détenu à des fins de placement ou d'exploitation ;
- les sociétés d'investissement dont les sous-jacents sont des actifs immobiliers, y compris les OPC I ;
- la dette hypothécaire pour la part alignée communiquée par la contrepartie.

L'alignement relatif aux autres investissements répertoriés en « autres contreparties et actifs » du dénominateur n'est pas disponible pour cet exercice, l'alignement est reporté à 0. La ligne suivante est considérée à titre complémentaire et n'entre pas dans le calcul du numérateur de l'ICP.

Investissements autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur alignés à la taxonomie

Cette ligne intègre les investissements alignés à la taxonomie de l'actif général, sans prise en compte des investissements alignés au titre des unités de compte. MAAF Assurances SA étant une société d'assurance non-vie, ses investissements n'incluent pas d'unités de compte. Les données reportées ici correspondent donc au total des investissements alignés.

VENTILATION DU DÉNOMINATEUR – MÉTHODOLOGIE

Entreprises soumises à la NFRD

Les entreprises financières et non financières de l'Union européenne soumises à la NFRD sont également soumises à la publication des indicateurs de taxonomie. L'exposition totale à ces entreprises est intégrée dans la ventilation du dénominateur.

Entreprises non soumises à la NFRD – UE

Les entreprises financières et non financières de l'Union européenne qui ne sont pas soumises à la NFRD ne sont pas concernées par la publication des informations relatives à la taxonomie à ce stade. L'exposition totale à ces entreprises est intégrée dans la ventilation du dénominateur.

Entreprises non soumises à la NFRD – Hors UE

Les entreprises hors Union européenne non soumises à la NFRD ne sont pas concernées par la publication des informations relatives à la taxonomie à ce stade. L'exposition totale à ces entreprises est intégrée dans la ventilation du dénominateur. Les actifs identifiés ci-dessus correspondent aux investissements directs de MAAF Assurances SA, et à ceux présents dans les mandats confiés à Covéa Finance. Ils incluent également les investissements dans les fonds internes gérés par Covéa Finance qui ont été transparisés au premier niveau.

Autres contreparties et actifs

Cette ligne inclut les investissements suivants pour la totalité de leur exposition :

- l'immobilier direct détenu à des fins de placement ou d'exploitation ;
- la dette hypothécaire ;
- les fonds externes, les fonds internes non transparisés et les sociétés détenant des fonds externes ;
- les sociétés d'investissements dont les sous-jacents sont de l'immobilier ;
- les liquidités ;
- les prêts.

Dérivés

Les dérivés sont inclus dans la ventilation du dénominateur de l'ICP investissements et concernent les dérivés détenus indirectement dans des fonds transparisés.

De même que pour le numérateur, les lignes suivantes de la ventilation du dénominateur sont reportées à titre complémentaire et n'entrent pas dans le calcul du dénominateur de l'ICP.

Investissements autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur alignés à la taxonomie

Le total reporté correspond au numérateur (voir ci-dessus).

Investissements qui financent des activités non éligibles

Cette ligne intègre :

- les investissements dans des entreprises soumises à la NFRD (actions et obligations d'entreprises) ainsi que les investissements sur d'autres contreparties et actifs pour leur part d'activité non éligible à la taxonomie;
- la part d'exposition aux entreprises soumises pour lesquelles les données publiées d'éligibilité n'étaient pas disponibles auprès du fournisseur de données;

- les expositions aux entreprises non soumises et aux autres contreparties et actifs qui ne remontent pas de données d'éligibilité.

Investissements qui financent des activités éligibles mais non alignées

Cette ligne intègre :

- les investissements dans des entreprises soumises (actions et obligations d'entreprises) ainsi que les investissements dans d'autres contreparties et actifs pour leur part d'activité éligible mais non alignée à la taxonomie;
- la part éligible des entreprises soumises pour lesquelles l'alignement n'est pas encore disponible pour des raisons de décalage de publication réglementaire (cas des entreprises financières, voir ci-dessous).

RÉSULTATS 2023

En millions d'euros

PART DES INVESTISSEMENTS DE L'ENTREPRISE D'ASSURANCE QUI SONT DESTINÉS À FINANCER DES ACTIVITÉS ALIGNÉES SUR LA TAXONOMIE, OU ASSOCIÉS À DE TELLES ACTIVITÉS, PAR RAPPORT AU TOTAL DE SES INVESTISSEMENTS

Valeur moyenne pondérée de tous les investissements qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP, avec les pondérations suivantes pour les investissements dans des entreprises

Sur la base du chiffre d'affaires

5,2%

Sur la base des dépenses d'investissement

8,5%

Pourcentage d'actifs couverts par l'ICP par rapport au total des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance (total des actifs sous gestion). À l'exclusion des investissements dans des entités souveraines.

Ratio de couverture

43,4%

Valeur moyenne pondérée de tous les investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie, avec les pondérations suivantes pour les investissements dans des entreprises

Sur la base du chiffre d'affaires

241,0

Sur la base des dépenses d'investissement

396,4

Valeur monétaire des actifs couverts par l'ICP. À l'exclusion des investissements dans des entités souveraines.

Couverture

4 645,9

Les actifs couverts par l'ICP représentent 43,4% du total des investissements de MAAF Assurances SA.

La part d'investissements alignés à la taxonomie s'élève :

- à 241 millions d'euros, soit 5,2% des actifs couverts sur la base du chiffre d'affaires;
- à 396 millions d'euros, soit 8,5% des actifs couverts sur la base des dépenses d'investissement.

En millions d'euros

VENTILATION DU DÉNOMINATEUR DE L'ICP

Composition du dénominateur de l'ICP	Pourcentage de dérivés par rapport au total des actifs couverts par l'ICP	0,0 %	Valeur, en montants monétaires, des dérivés	0,4
	Part des expositions sur des entreprises financières et non financières non soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		Valeur des expositions sur des entreprises financières et non financières non soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34	
	Pour les entreprises non financières	5,5 %	Pour les entreprises non financières	257,4
	Pour les entreprises financières	5,1 %	Pour les entreprises financières	235,0
	Part des expositions sur des entreprises financières et non financières de pays tiers non soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		Valeur des expositions sur des entreprises financières et non financières de pays tiers non soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34	
	Pour les entreprises non financières	7,0 %	Pour les entreprises non financières	324,9
	Pour les entreprises financières	0,4 %	Pour les entreprises financières	16,4
	Part des expositions sur des entreprises financières et non financières soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34 par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		Valeur des expositions sur des entreprises financières et non financières soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34	
	Pour les entreprises non financières	23,5 %	Pour les entreprises non financières	1 090,2
	Pour les entreprises financières	3,8 %	Pour les entreprises financières	176,5
Part des expositions sur d'autres contreparties et actifs, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		54,8 %	Valeur des expositions sur d'autres contreparties et actifs	2 545,1
Indicateurs complémentaires	Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur, qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie		Valeur des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur, qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie	
	Sur la base du chiffre d'affaires	5,2 %	Sur la base du chiffre d'affaires	241,0
	Sur la base des dépenses d'investissement	8,5 %	Sur la base des dépenses d'investissement	396,4
	Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques non éligibles à la taxonomie par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP		Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques non éligibles à la taxonomie	
	Sur la base du chiffre d'affaires	56,0 %	Sur la base du chiffre d'affaires	2 601,5
	Sur la base des dépenses d'investissement	53,8 %	Sur la base des dépenses d'investissement	2 499,4
	Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP		Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur la taxonomie	
	Sur la base du chiffre d'affaires	20,9 %	Sur la base du chiffre d'affaires	969,3
Sur la base des dépenses d'investissement	19,7 %	Sur la base des dépenses d'investissement	916,1	

En millions d'euros

VENTILATION DU NUMÉRATEUR DE L'ICP				
Composition du numérateur de l'ICP	Part des expositions, alignées sur la taxonomie, sur des entreprises financières et non financières soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		Valeur des expositions, alignées sur la taxonomie, sur des entreprises financières et non financières soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive (UE) 2013/34	
	Pour les entreprises non financières		Pour les entreprises non financières	
	Sur la base du chiffre d'affaires	4,0%	Sur la base du chiffre d'affaires	185,7
	Sur la base des dépenses d'investissement	4,9%	Sur la base des dépenses d'investissement	229,2
	Pour les entreprises financières		Pour les entreprises financières	
	Sur la base du chiffre d'affaires	0,0%	Sur la base du chiffre d'affaires	0,0
Sur la base des dépenses d'investissement	0,0%	Sur la base des dépenses d'investissement	0,1	
Indicateur complémentaire	Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur, qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités alignées sur la taxonomie		Valeur des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur, qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités alignées sur la taxonomie	
	Sur la base du chiffre d'affaires	5,2%	Sur la base du chiffre d'affaires	241,0
	Sur la base des dépenses d'investissement	8,5%	Sur la base des dépenses d'investissement	396,4
Composition du numérateur de l'ICP	Part des expositions alignées sur la taxonomie sur d'autres contreparties et actifs, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		Valeur des expositions alignées sur la taxonomie sur d'autres contreparties et actifs par rapport au total des actifs couverts par l'ICP	
	Sur la base du chiffre d'affaires	1,2%	Sur la base du chiffre d'affaires	55,3
	Sur la base des dépenses d'investissement	3,6%	Sur la base des dépenses d'investissement	167,2

VENTILATION DU NUMÉRATEUR DE L'ICP PAR OBJECTIF ENVIRONNEMENTAL

MAAF Assurances SA publie également le pourcentage d'alignement de ses investissements par objectif environnemental de la taxonomie sur la base des données reportées par les contreparties.

Pour cet exercice, les informations s'appliquent uniquement aux deux premiers objectifs relatifs au changement climatique. S'agissant du premier objectif, la part des activités

« transitoires » et « habilitantes » est également reportée le cas échéant. S'agissant du second objectif, seule la part d'activités habilitantes doit être reportée le cas échéant. Les activités habilitantes permettent le développement des secteurs durables, en habilitant d'autres activités à contribuer à l'un des objectifs. Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles il n'existe pas d'alternative bas carbone mais dont les émissions de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances du secteur ⁽¹⁾.

VENTILATION DU NUMÉRATEUR DE L'ICP PAR OBJECTIF ENVIRONNEMENTAL

Activités alignées sur la taxonomie – sous réserve d'une évaluation positive de l'absence de préjudice important (DNSH) et du respect des garanties sociales

	Chiffre d'affaires		Activités transitoires	Chiffre d'affaires		Capex	
(1) Atténuation du changement climatique	Chiffre d'affaires	5,0%	Activités transitoires	Chiffre d'affaires	0,3%	Capex	0,4%
	Capex	7,7%	Activités habilitantes	Chiffre d'affaires	2,0%	Capex	1,9%
(2) Adaptation au changement climatique	Chiffre d'affaires	0,2%	Activités habilitantes	Chiffre d'affaires	0,0%	Capex	0,0%
	Capex	0,8%					
(3) Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines	Chiffre d'affaires	N/A	Activités habilitantes	Chiffre d'affaires	N/A	Capex	N/A
	Capex	N/A					
(4) Transition vers une économie circulaire	Chiffre d'affaires	N/A	Activités habilitantes	Chiffre d'affaires	N/A	Capex	N/A
	Capex	N/A					
(5) Prévention et réduction de la pollution	Chiffre d'affaires	N/A	Activités habilitantes	Chiffre d'affaires	N/A	Capex	N/A
	Capex	N/A					
(6) Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes	Chiffre d'affaires	N/A	Activités habilitantes	Chiffre d'affaires	N/A	Capex	N/A
	Capex	N/A					

Dans tous les cas, les proportions indiquées sont exprimées par rapport au total des actifs couverts par l'ICP.

Par exemple :

- 5,0% des investissements de MAAF SA couverts par l'ICP sont alignés à l'objectif d'atténuation du changement climatique sur la base du chiffre d'affaires
- 0,3% des investissements de MAAF SA couverts par l'ICP financent des activités transitoires alignées à l'objectif d'atténuation du changement climatique sur la base du chiffre d'affaires.

(1) Source : représentation en France de la Commission européenne.

4.1.3 Publications relatives aux activités économiques des secteurs du gaz et du nucléaire

Au titre du règlement délégué (UE) 2022/1214, MAAF Assurances SA publie des informations additionnelles relatives à la part d'éligibilité et d'alignement de ses investissements dans les activités liées aux secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire.

Les activités concernées de ces secteurs sont les suivantes :

Pour le secteur du nucléaire

4.26 : Phases précommerciales des technologies avancées pour la production d'énergie à partir de procédés nucléaires avec un minimum de déchets issus du cycle du combustible

4.27 : Construction et exploitation sûre de nouvelles centrales nucléaires pour la production d'électricité ou de chaleur, y compris pour la production d'hydrogène, à l'aide des meilleures technologies disponibles

4.28 : Production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire dans des installations existantes

Pour le secteur du gaz

4.29 : Production d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux

4.30 : Cogénération à haut rendement de chaleur, de froid et d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux

4.31 : Production de chaleur et de froid à partir de combustibles fossiles gazeux dans un système efficace de chauffage et de refroidissement urbain

ACTIVITÉS LIÉES À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET AU GAZ FOSSILE

Activités liées à l'énergie nucléaire

1.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de recherche, de développement, de démonstration et de déploiement d'installations innovantes de production d'électricité à partir de processus nucléaires avec un minimum de déchets issus du cycle du combustible.	OUI
2.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction et d'exploitation sûre de nouvelles installations nucléaires de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, y compris leurs mises à niveau de sûreté, utilisant les meilleures technologies disponibles.	OUI
3.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités d'exploitation sûre d'installations nucléaires existantes de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, à partir d'énergie nucléaire, y compris leurs mises à niveau de sûreté.	OUI

Activités liées au gaz fossile

4.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction ou d'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	OUI
5.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état et d'exploitation d'installations de production combinée de chaleur, de froid et d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	OUI
6.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état ou d'exploitation d'installations de production de chaleur qui produisent de la chaleur et du froid à partir de combustibles fossiles gazeux.	OUI

Les informations relatives à ces activités n'étant pas systématiquement remontées par les émetteurs, MAAF Assurances SA s'appuie en principe sur les données disponibles à date auprès du fournisseur de données.

Dans l'attente d'une amélioration des taux de publication et de disponibilité de ces données, MAAF Assurances SA opte pour une approche prudente et reporte « oui » à l'ensemble des questions du tableau ci-dessus.

L'amélioration de la qualité et de la couverture des informations extra-financières, notamment avec l'entrée en vigueur de la nouvelle directive sur le reporting extra-financier (*Corporate Sustainability Reporting Directive*) en remplacement de NFRD, permettra d'apporter les précisions nécessaires à ces expositions lors des exercices ultérieurs.

SUR LA BASE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXONOMIE (DÉNOMINATEUR) – CHIFFRE D'AFFAIRES							
Activités économiques		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (M€)	%	Montant (M€)	%	Montant (M€)	%
1.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
2.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
3.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	3,4	0,1%	3,4	0,1%	N/D	N/D
4.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
5.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	4,2	0,1%	4,2	0,1%	N/D	N/D
6.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
7.	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxonomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	233,5	5,0%	233,5	5,0%	N/D	N/D
8.	Total ICP applicable	4 645,9	100%	4 645,9	100%	N/D	N/D

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXONOMIE (NUMÉRATEUR) – CHIFFRE D'AFFAIRES							
Activités économiques		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (M€)	%	Montant (M€)	%	Montant (M€)	%
1.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
2.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
3.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	3,4	1,4%	3,4	1,4%	N/D	N/D
4.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
5.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	4,2	1,7%	4,2	1,7%	N/D	N/D
6.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
7.	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxonomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur de l'ICP applicable	233,5	96,9%	233,5	96,9%	N/D	N/D
8.	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxonomie au numérateur de l'ICP applicable	241,0	100%	241,0	100%	N/D	N/D

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI – CHIFFRE D'AFFAIRES

Activités économiques		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (M€)	%	Montant (M€)	%	Montant (M€)	%
1.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	N/D	N/D	N/D	N/D
2.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	N/D	N/D	N/D	N/D
3.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	N/D	N/D	N/D	N/D
4.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	8	0,2%	N/D	N/D	N/D	N/D
5.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	2,9	0,1%	N/D	N/D	N/D	N/D
6.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0,2	0,0%	N/D	N/D	N/D	N/D
7.	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	958,5	20,6%	N/D	N/D	N/D	N/D
8.	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur celle-ci, au dénominateur de l'ICP applicable	969,3	20,9%	N/D	N/D	N/D	N/D

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES LIÉES À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE NON ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE – CHIFFRE D'AFFAIRES

Activités liées à l'énergie nucléaire		Montant (M€)	%
1.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
2.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
3.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
4.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
5.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
6.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
7.	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxonomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
8.	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxonomie au dénominateur de l'ICP applicable	2 601,5	56,0%

SUR LA BASE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (CAPEX)

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXONOMIE (DÉNOMINATEUR) – CAPEX

Activités économiques		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (M€)	%	Montant (M€)	%	Montant (M€)	%
1.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
2.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0,5	0,0%	0,5	0,0%	N/D	N/D
3.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	4,3	0,1%	4,3	0,1%	N/D	N/D
4.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
5.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	19,9	0,4%	19,9	0,4%	N/D	N/D
6.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	0,0	0%	N/D	N/D
7.	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxonomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	371,7	8,0%	371,7	8,0%	N/D	N/D
8.	Total ICP applicable	4 645,9	100 %	4 645,9	100 %	N/D	N/D

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXONOMIE (NUMÉRATEUR) – CAPEX

Activités économiques		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (M€)	%	Montant (M€)	%	Montant (M€)	%
1.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
2.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0,5	0,1%	0,5	0,1%	N/D	N/D
3.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	4,3	1,1%	4,3	1,1%	N/D	N/D
4.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
5.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	19,9	5,0%	19,9	5,0%	N/D	N/D
6.	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxonomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0	0%	0	0%	N/D	N/D
7.	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxonomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur de l'ICP applicable	371,7	93,8%	371,7	93,8%	N/D	N/D
8.	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxonomie au numérateur de l'ICP applicable	396,4	100 %	396,4	100 %	N/D	N/D

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI – CAPEX

Activités économiques		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (M€)	%	Montant (M€)	%	Montant (M€)	%
1.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	N/D	N/D	N/D	N/D
2.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	N/D	N/D	N/D	N/D
3.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0	0%	N/D	N/D	N/D	N/D
4.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	3	0,1%	N/D	N/D	N/D	N/D
5.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	1,2	0,0%	N/D	N/D	N/D	N/D
6.	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxonomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0,0	0,0%	N/D	N/D	N/D	N/D
7.	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	912,2	19,6%	N/D	N/D	N/D	N/D
8.	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées sur celle-ci, au dénominateur de l'ICP applicable	916,1	19,7%	N/D	N/D	N/D	N/D

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE – CAPEX

Activités liées à l'énergie nucléaire		Montant (M€)	%
1.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
2.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
3.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
4.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
5.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
6.	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxonomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
7.	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxonomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	N/D	N/D
8.	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxonomie au dénominateur de l'ICP applicable	2 499,4	53,8%

4.1.4 Sources des données et limites

○ Sur le périmètre des valeurs mobilières inclus dans les mandats actions et obligations d'entreprises et des fonds internes de Covéa Finance (hors fonds externes) gérés par Covéa Finance pour le compte de MAAF Assurances SA, la société de gestion utilise les données du prestataire de données Trucost pour identifier les entreprises soumises à NFRD et obtenir les données d'éligibilité et d'alignement en vertu de l'article 8 du règlement Taxonomie. Les données utilisées sont les données publiées directement par les contreparties à hauteur du pourcentage de leur chiffre d'affaires ou de leurs dépenses d'investissement.

Les données ont fait l'objet de contrôles internes de couverture et de qualité. Le prestataire s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue. MAAF Assurances SA s'attend ainsi à voir croître tant la part des entreprises couvertes que la qualité de la donnée disponible, notamment pour les entreprises financières.

Traitement des obligations durables : compte tenu du manque d'informations relatives à leur part spécifique d'éligibilité et d'alignement, les obligations vertes ou durables d'un émetteur sont traitées de la même manière que les autres obligations de cet émetteur.

○ Sur le périmètre des investissements immobiliers de MAAF Assurances SA gérés par Covéa Immobilier : l'ensemble de ce portefeuille est éligible à la taxonomie en vertu de l'activité 7.7 « Acquisition et gestion de biens immobiliers ». Covéa Immobilier a procédé à l'étude d'alignement au titre du CA et du Capex pour l'ensemble des immeubles sous gestion puis calculé le pourcentage d'alignement des immeubles concernés le cas échéant.

○ Sur le périmètre des investissements gérés par la Direction générale Investissements de Covéa pour le compte de MAAF Assurances SA : pour les participations et les titres stratégiques détenus en direct, l'information provient, si applicable et sous réserve de disponibilité, directement des informations publiées par l'émetteur.

Concernant les autres actifs, un questionnaire a été transmis aux sociétés de gestion afin d'obtenir leur part d'éligibilité et d'alignement. Suivant une démarche de meilleur effort, MAAF Assurances SA a intégré les données transmises le cas échéant par les gestionnaires de fonds. Lorsque les données n'étaient pas disponibles, les encours ont été considérés par défaut comme non éligibles, à l'exception des investissements dont les sous-jacents sont de l'immobilier, considérés 100 % éligibles sur la base de leur appartenance à la liste des activités éligibles établies par la réglementation.

4.2 Activité de souscription d'assurance non-vie

MAAF Assurances SA en tant que membre du groupe Covéa est depuis longtemps pleinement investi dans la lutte contre le changement climatique, et participe à la conception et au déploiement d'outils de prévention. Par conviction d'abord, parce que la recherche de solutions est notre ADN d'assureur mutualiste engagé. Par esprit de responsabilité aussi, en tant que membre d'un groupe leader en assurances auto et habitation sur le marché français.

4.2.1 Évaluation des primes émises éligibles à la taxonomie

Les primes d'assurance non-vie éligibles à l'objectif d'adaptation sont définies selon trois critères cumulatifs :

- elles doivent appartenir à une des 8 lignes d'activités listées au chapitre 10.1 du règlement délégué (UE) 2021/2139 :
 - (a) assurance de frais médicaux,
 - (b) assurance de protection du revenu,
 - (c) assurance d'indemnisation des travailleurs,
 - (d) assurance de responsabilité civile automobile,
 - (e) autre assurance des véhicules à moteur,
 - (f) assurances maritime, aérienne et transport,
 - (g) assurance incendie et autres dommages aux biens,
 - (h) assurance assistance ;

- elles doivent être associées à une garantie d'assurance couvrant des risques climatiques. Une liste non exhaustive de périls climatiques est fournie à l'annexe II appendice A du règlement (UE) 2021/2139 ;
- selon la FAQ n° 67 du 21 décembre 2023, elles doivent pouvoir être isolées ou estimées à l'aide d'une méthodologie appropriée, par exemple en ayant recours à la sinistralité historique.

L'application de ces trois critères cumulatifs revient à identifier les primes climatiques suivantes pour MAAF Assurances SA :

- les primes climatiques de la garantie « catastrophes naturelles » relevant du régime des catastrophes naturelles datant de 1982 et incluant la couverture des périls climatiques inondations, submersions marines, cyclones, sécheresse, etc ;
- les primes climatiques des garanties « TGN » couvrant les périls climatiques les plus significatifs suivants : tempête, grêle, neige, et inondation non couverts par un arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle.

Ces primes climatiques appartiennent aux deux lignes d'activités concernées par la réglementation :

- (e) autre assurance des véhicules à moteur ;
- (g) assurance incendie et autres dommages aux biens.

Les primes éligibles liées aux acceptations en réassurance sont également définies selon trois critères cumulatifs :

- elles appartiennent aux lignes d'activités (a) à (h) pour les traités proportionnels et les lignes d'activités « Assurances maritime, aérienne et transport » et « Biens » pour les traités non proportionnels ;
- elles sont liées à la couverture de risques climatiques cédés par un assureur ou un réassureur ;
- selon la FAQ n° 67 du 21 décembre 2023, la part des primes relative à la couverture de risques climatiques d'un traité doit pouvoir être estimée à l'aide d'une méthodologie appropriée.

La part des primes relative à la couverture de risques climatiques des affaires acceptées en réassurance par MAAF Assurances SA n'est généralement pas isolée dans le traité ou estimable à l'aide d'une méthodologie appropriée. Par conséquent, ces primes climatiques ne sont pas éligibles.

Cette assiette de primes éligibles est finalement exprimée en fonction de la totalité des primes émises non-vie brutes de réassurance de la société.

La méthodologie d'évaluation des primes éligibles évolue par rapport à l'exercice 2022 et est alignée avec les recommandations du projet de notice de la Commission européenne n° 67 du 21 décembre 2023 non encore publié au *Journal officiel de l'Union européenne*.

4.2.2 Évaluation des primes émises alignées à la taxonomie

Une activité d'assurance non-vie définie comme « éligible » devient « alignée » au sens des articles 3 et 9 du règlement Taxonomie si elle satisfait de façon cumulative les critères suivants :

- respecter les 5 critères d'examen technique de contribution substantielle à l'objectif d'adaptation définis par le règlement délégué de la Commission européenne 2021/2139;
- ne pas causer de préjudice à l'objectif d'atténuation en respectant le critère spécifique défini pour l'assurance et la réassurance non-vie (notion de « *Do Not Significant Harm (any environmental or social objective)* » – DNSH);
- être exercée en respectant les garanties minimales c'est-à-dire dans le respect des principes directeurs de l'OCDE et des Nations Unies relatifs aux entreprises, en particulier pour ce qui concerne les droits fondamentaux au travail et aux droits de l'homme.

CRITÈRES D'EXAMEN TECHNIQUE DE CONTRIBUTION SUBSTANTIELLE À L'OBJECTIF D'ADAPTATION

Affaires directes

Les critères d'examen technique applicables à l'assurance non-vie concernent :

1. le leadership en matière de modélisation et de tarification des risques climatiques;
2. la conception des produits permettant d'inciter à la prévention;
3. la proposition de solutions innovantes en matière de couverture d'assurance;

4. le partage de données avec les autorités publiques;
5. et un niveau de service élevé dans les situations faisant suite à une catastrophe naturelle.

Ces critères doivent être satisfaits de façon cumulative, et dans leur intégralité, y compris les sous-critères.

Selon leur formulation, l'évaluation des critères d'examen technique a été réalisée pour partie au niveau des services rendus par le groupe Covéa pour le compte de ses filiales tandis que d'autres critères ont été évalués au niveau des produits commercialisés par MAAF Assurances SA. Puis, au sein de chaque produit, les primes climatiques sont décomposées selon leur origine : les primes issues du régime légal des catastrophes naturelles instauré par la loi du 13 juillet 1982 et les primes « tempête, grêle, neige ».

1. Le leadership en matière de modélisation et de tarification des risques climatiques

Depuis plus de dix ans, Covéa est à l'avant-garde sur les problématiques liées aux risques climatiques. Le Groupe bénéficie d'une équipe d'experts pluridisciplinaires (actuaire, géographes, climatologues, géomaticiens, datascientists...) qui travaillent à modéliser les risques climatiques et les dommages afin d'assurer une maîtrise des expositions de Covéa et de protéger ses sociétaires. Les équipes développent des cartographies, des outils de modélisation des risques, cherchent des solutions innovantes et contribuent aux partenariats public-privé afin de protéger au mieux les sociétaires.

Les experts du Pôle Risques Majeurs de la Direction IARD du Groupe se sont associés à RiskWeatherTech pour mener des travaux de recherche sur les conséquences du changement climatique sur la sinistralité. Cette étude, unique sur le marché, se base sur la modélisation des aléas climatiques et l'élaboration par Covéa de modèles de dommages fondés sur ses expériences sinistres et l'analyse de ses portefeuilles de risques habitation sur le territoire métropolitain français. Elle quantifie les évolutions attendues des dommages pour l'inondation, la sécheresse, la grêle et la tempête sous l'effet du changement climatique à l'horizon 2050. Les résultats de ces études ont été

partagés en janvier 2022, dans un premier livre blanc intitulé *Changement climatique & Assurance : quelles conséquences sur la sinistralité à l'horizon 2050*.

2. La conception des produits permettant d'inciter à la prévention

L'accompagnement de ses sociétaires face aux risques climatiques, que ce soit en matière de prévention des risques climatiques ou dans le cadre de la gestion des sinistres, fait partie des objectifs prioritaires du groupe Covéa.

Covéa est un acteur majeur en matière de prévention contre les risques climatiques.

En mai 2023, un deuxième livre blanc intitulé *Risque climatique : quelles préventions ?* a été rendu public. Dans cet ouvrage, Covéa présente les mesures de prévention et les solutions existantes pour s'adapter aux risques climatiques. La prévention est un levier majeur pour maîtriser son assurabilité future et garantir la protection durable des assurés. Ce livre blanc reprend les quatre risques étudiés dans le précédent volume (la sécheresse, l'inondation, la tempête et la grêle) et présente l'évolution de leur sinistralité, les connaissances en la matière et les actions de prévention mises en œuvre.

Covéa a signé un partenariat avec le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, la mobilité et l'aménagement) visant à renforcer leur collaboration sur la recherche et le développement de solutions innovantes d'adaptation des habitations à la sécheresse et au phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA). L'objectif est de proposer, de tester et d'évaluer des méthodologies et des techniques visant à limiter la vulnérabilité des habitations au changement climatique.

Ainsi, l'expérimentation du procédé « Maison confortée par humidification » (MACH), élaboré par le Cerema, va être étendue. Ce dispositif vise à récupérer l'eau de pluie, pour la réinjecter en cas de stress hydrique des sols argileux en période de sécheresse. Il a été testé avec succès pendant quatre ans sur une maison près de Blois.

Le maintien du taux d'humidité dans le sol a permis de stabiliser celui-ci et d'empêcher les fissures de s'aggraver.

Covéa et le Cerema vont développer ce dispositif novateur. Il sera expérimenté entre 2023 et 2025 sur une trentaine de maisons d'assurés des marques françaises de Covéa, avec des configurations différentes et réparties sur la France métropolitaine. Ces expérimentations à grande échelle ont pour objectif de confirmer le caractère reproductible de la solution MACH et son adaptabilité aux différents sites.

Le groupe Covéa contribue également à la mise en œuvre de plusieurs projets publics. Il a pour cela développé un partenariat avec SEDIPEC, un équipementier de protections contre les inondations, capable de distribuer des solutions adaptées à chaque problématique.

Les actions menées ont les suivantes :

- le projet Nîm'Alabri, organisé par l'agglomération de Nîmes, constituait une première expérimentation car il concernait un nombre relativement restreint de personnes. 59% des assurés contactés par la MAAF et GMF en zone inondable et non équipés ont été volontaires pour y participer;
- Le projet Mirapi, « Mieux reconstruire après inondation », est déployé dans les Landes. Le Groupe a animé des réunions mensuelles avec les parties prenantes, l'institution Adour (départementale), la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), la Direction générale de la prévention des risques (DGPR), afin d'élaborer un processus de cadrage solide;
- projet de plus grande envergure, Alabri est la suite de Nîm'Alabri. Il concernera les habitants du bassin du Vistre, qui jouxte la région Nîmoise. Nîmes Métropole a passé un contrat pour 8 000 diagnostics à réaliser chaque année dans cette zone sur quatre ans. Là encore, Covéa recrute des volontaires pour le projet, les accompagne de A à Z et contribue à faciliter les échanges. À terme, ces expérimentations lui permettront d'élargir efficacement ce clés en main à des assurés d'autres régions.

Covéa reste à côté des sociétaires en cas de sinistre climatique.

Le Groupe a développé l'outil Coventéo qui permet d'estimer en tout point du territoire la sinistralité liée à un phénomène climatique en temps réel et d'anticiper les mesures à prendre tant en matière d'indemnisation que de protection de nos assurés et de leurs biens.

En matière d'inondation, tempête, grêle, le Groupe a mis en place des dispositifs pour prévenir les assurés. Chaque jour, des météorologues internes s'appuient sur les modèles pour évaluer les risques à partir des paramètres météo. Lorsque les paramètres susceptibles de provoquer une tempête, une crue ou une grêle sont réunis, ils procèdent à l'envoi de SMS aux assurés et à la publication de posts sur les réseaux sociaux, qui renvoient vers des consignes pratiques leur permettant de se mettre à l'abri, et de protéger leurs biens et leurs installations.

En cas d'événement de grande ampleur, le Groupe communique également sur les mesures exceptionnelles pour accompagner ses sociétaires. Ces mesures varient selon le type d'événement et incluent généralement des mesures facilitant la gestion des sinistres (extension des délais de déclaration, développement de solutions d'expertise à distance, renforcement des équipes sur le terrain dans les zones sinistrées...).

Le Groupe expérimente également des dispositifs nouveaux afin d'accélérer la réparation des véhicules endommagés par la grêle. Ainsi, en juin 2022, face à l'afflux des sinistres, Covéa a testé, à Mérignac, en lien avec son partenaire Dent Wizard, un outil particulièrement innovant conçu pour procéder à l'expertise des véhicules de ses assurés endommagés par la grêle. Il s'agit d'un tunnel d'expertise, composé d'un scanner géant associé à des technologies d'intelligence artificielle, qui permettra à terme de réaliser des expertises automatisées à très grande vitesse (de l'ordre de trente secondes par véhicule, là où un processus classique nécessite généralement une vingtaine de minutes).

Covéa est le premier assureur en France à tester un dispositif d'expertise et de réparation de ce type, avec l'objectif d'améliorer encore le parcours client et de réduire les délais de réparation des véhicules grêlés.

3. La proposition de solutions innovantes en matière de couverture d'assurance

Covéa agit pour une meilleure lisibilité et la compréhension des offres proposées.

Un document d'information sur le produit d'assurance (IPID) faisant clairement apparaître l'ensemble des garanties proposées, y compris les aléas climatiques ou la protection financière pour les risques professionnels, incluses en base ou optionnelles, est systématiquement remis lors de la phase précontractuelle. Dans une volonté de rendre ces informations accessibles au plus grand nombre, ce document est en parallèle directement consultable par les assurés et prospects depuis les sites Internet.

Par ailleurs, à l'occasion de la poursuite du parcours de souscription, une découverte des exigences et besoins du preneur d'assurance, notamment en termes de couverture concernant les risques climatiques, est réalisée permettant ainsi de lui proposer l'offre qui lui est conseillée. Le conseil est alors matérialisé dans les documents communiqués.

Enfin, toujours dans un souci de transparence, d'information et de protection des assurés, est précisé en complément si ce conseil est ou non suivi et dans la négative pourquoi le conseil n'a pas été suivi par le souscripteur.

Le cas échéant, les contrats professionnels intègrent une protection contre les pertes d'exploitation, l'interruption imprévue de l'activité, d'autres facteurs de pertes non physiques liés aux dommages, les effets en cascade et les interdépendances des aléas (risques secondaires), les effets en cascade des aléas naturels et technologiques interactifs, les défaillances d'infrastructures critiques.

4. le partage de données avec les autorités publiques

Covéa transmet une part significative de ses données de portefeuille et de sinistres liées au régime des catastrophes naturelles à la Caisse centrale de Réassurance, réassureur public. En outre, le Groupe s'engage également, depuis plus de vingt ans, dans l'association Mission Risques Naturels (MRN), à participer aux groupes de travail sur la connaissance des risques naturels. Covéa contribue également à alimenter en sinistres climatiques la base de données marché de la MRN.

Covéa répond régulièrement aux sollicitations des acteurs publics souhaitant réaliser des retours d'expérience post-crise, en fournissant aux collectivités les sinistres d'un événement ou d'une zone afin de contribuer aux études d'aménagement du territoire (ex. : Alpes Maritimes après la tempête Alex).

5. Un niveau de service élevé dans les situations faisant suite à une catastrophe naturelle

Une veille météorologique est assurée trois cent soixante-cinq jours par an pour anticiper la survenance d'événements climatiques, et en particulier ceux entraînant des pertes de grande ampleur. Un dispositif d'alerte précise les différents leviers de communication actionnables selon le niveau de l'alerte.

En cas d'événement, celui-ci est très rapidement dimensionné, les ressources internes et externes sont mobilisées, nos assurés sont prévenus, apportant ainsi un éclairage sur les décisions à prendre pour accélérer la gestion de crise et le traitement des dossiers sinistres. Durant cette phase de prévision, dès lors que les modèles prévoient un événement potentiel, un suivi est réalisé plusieurs fois par jour, pour estimer la probabilité de survenance des différents scénarios et chiffrer leur impact via les modèles Coventéo. Les correspondants des plans d'intervention exceptionnels (PIE) sont alertés, et nos assurés peuvent être prévenus le plus rapidement possible par SMS ou via des posts sur les réseaux sociaux dans lesquels leur sont transmis des conseils de prévention.

L'analyse des 5 critères d'examen technique amène à conclure que les primes climatiques « TGN » ne respectent pas certains critères, du fait notamment de l'absence d'incitation financière prévue dans les produits au regard de ces périls. En revanche, les primes éligibles du régime de catastrophe naturelle satisfont l'ensemble des critères.

Acceptations

Concernant les affaires en acceptation de réassurance, les critères d'examen technique applicables à la réassurance non-vie incluent le leadership en matière de modélisation et de tarification des risques climatiques, le soutien au développement et à la fourniture de produits de réassurance habitants autres que sur la vie, la proposition de solutions innovantes en matières de couverture de réassurance, le partage des données avec les autorités publiques et un niveau de service élevé dans les situations faisant suite à une catastrophe naturelle.

Aucune prime acceptée n'étant éligible, les primes correspondantes ne sont pas alignées.

CRITÈRE DNSH

Le critère DNSH impose de ne pas souscrire d'activités situées en amont et au milieu de la chaîne de valeur portant sur les énergies fossiles. L'évaluation du respect du critère DNSH porte sur les primes qui satisfont aux critères d'examen technique. Les codes activités internes des produits correspondants ont ensuite été comparés au référentiel des activités NACE concernées par le critère DNSH. Après étude, aucune prime éligible de MAAF Assurances SA ne répond aux critères DNSH.

GARANTIES MINIMALES

Les « garanties minimales » ont été analysées dans le respect des conditions sociales minimales suivantes :

- respect des droits de l'homme et des droits du travail, conformément aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme;

- y compris les principes et droits énoncés dans les huit conventions fondamentales identifiées dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail et dans la Charte internationale des droits de l'homme.

Compte tenu des éléments présentés, il est considéré que MAAF Assurances SA, en tant que filiale du groupe Covéa incluse dans le périmètre du plan de vigilance portant sur l'ensemble des activités du Groupe, se conforme de fait à ces conditions minimales en raison de l'ensemble des dispositifs préexistants de prévention et de gestion des risques, et de l'absence de manquements significatifs, en cohérence avec la réglementation française sur le « devoir de vigilance ».

4.2.3 Synthèse des résultats

INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Le changement méthodologique d'évaluation des primes éligibles impacte le ratio d'éligibilité publié pour l'exercice 2022.

Les seules primes éligibles à la taxonomie correspondent aux garanties climatiques identifiables et s'élèvent à 210 millions d'euros, soit 7,4 % des primes émises totales. Parmi ces primes éligibles, seules les primes relevant du régime de catastrophes naturelles sont alignées, soit 68 millions d'euros ou 2,4 % des primes émises totales.

En parallèle des ratios réglementaires, MAAF Assurances SA fait le choix de communiquer sur un ratio volontaire. Il s'exprime comme le rapport entre les primes alignées et les primes éligibles. À fin 2023, ce ratio volontaire s'élève à 32,2 %.

	Contribution substantielle à l'adaptation au changement climatique		Absence de préjudice important (DNSH)					
	Montant absolu des primes, année N (2)	Part des primes, année N (3)	Atténuation du changement climatique (5)	Eau et ressources marines (6)	Économie circulaire (7)	Pollution (8)	Biodiversité et écosystèmes (9)	Garanties minimales (10)
Activités économiques								
Format	Monnaie	%	Oui/Non	Oui/Non	Oui/Non	Oui/Non	Oui/Non	Oui/Non
A.1 Activités de souscription en assurance et réassurance non-vie alignées sur la taxonomie (durables sur le plan environnemental)	67,6	2,4 %	Oui	n/a	n/a	n/a	n/a	Oui
A.1.1 Dont réassurés	67,6	2,4%	Oui	n/a	n/a	n/a	n/a	Oui
A.1.2 Dont provenant d'activités de réassurance	0	0,0%	Oui	n/a	n/a	n/a	n/a	Oui
A.1.2.1 Dont réassurés (rétrocession)	0	0,0%	Oui	n/a	n/a	n/a	n/a	Oui
A.2 Activités de souscription en assurance et réassurance non-vie éligibles à la taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées à la taxonomie)	142,4	5,0 %	Oui	n/a	n/a	n/a	n/a	Oui
B. Activités de souscription en assurance et réassurance non-vie non éligibles à la taxonomie	2 620,2	92,6 %	Oui	n/a	n/a	n/a	n/a	Oui
Total (A.1 + A.2 + B)	2 830,2	100 %						

Montants affichés en millions d'euros

Document rédigé en mars 2024 et édité par Covéa en juin 2024. Conception et réalisation : HAVAS Paris. Rédaction : Covéa.
 Crédits photo : Raphaël Dautigny, Pascal Grelier, Jean-Michel Monin, Niort Rugby Club, Getty Images, photothèques Covéa et MAAF, tous droits réservés.



MAAF
Chauray
79036 Niort Cedex 9
www.maaf.fr



La version numérique de ce document est conforme aux normes d'accessibilité PDF/UA (ISO 14289-1), WCAG 2.1 niveau AA et RGAA 4.1 à l'exception des critères sur les couleurs. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par  DocAcess